



# HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Site Solèy :  
asasina Sonise yon  
jènfi sèzan!

Page 6

English  
Page 9



La PNH serait-t-elle un repaire de bandits légaux ?

Page 8



Al-Qaïda n'est pas impliqué dans les attentats du 11-Septembre !

Page 12



Un avion d'Air Asia disparaît, avec 162 personnes à bord !

Page 17



## EVANS PAUL UN MAGOUILLEUR RECYCLÉ !

Voir page 4

Le jeudi 25 décembre dernier, Tonton Noël ou Tonton Sam a ordonné à Michel Joseph Martelly, de choisir Evans Paul comme Premier ministre. Un cadeau de Noël empoisonné pour le peuple haïtien, à n'en pas douter.

## WIKILEAKS RÉVÈLE:

## RUDY HÉRIVEAUX EN «CONTACT ÉTROIT» AVEC L'AMBASSADE AMÉRICAINE !



Voir page 4

Le 5 Septembre 2005 à la Fondation Aristide, de gauche à droite: Joseph Levy, Yves Rose Louis Montas, Jean-Claude Desgranges, le sénateur Rudy Hériveaux, John Joël Joseph, Louis Gérard Gilles et à l'extrême droite Père Yvon Massacre

## Pour une éclosion des rouges fleurs de la dignité

Par Frantz Latour

Depuis plus de deux siècles déjà, le peuple haïtien constamment blessé dans sa dignité, affligé de malheurs de toutes sortes, avance courageusement, héroïquement même, à la recherche d'un avenir meilleur, à la recherche d'horizons de plein soleil, de vraie liberté, de vraie démocratie. L'injustice et l'oppression ont été ses seules compagnes de route, la détermination de vaincre, par contre, sa seule boussole.

L'année 2014 s'achève et notre mémoire se souvient que depuis le parricide du 17 octobre 1806, le peuple haïtien n'a pas encore retrouvé son angle de repos. Il poursuit inlassablement son combat et sa résistance. Il en a l'habitude et le courage, depuis la poussée revendicatrice des Piquets, le douloureux épisode de Marchaterre, la glorieuse guérilla nationaliste de Peralte et de Batraville, jusqu'aux fréquentes manifestations de rue de ces dernières semaines contre la présence des forces d'occupation, contre la faim, contre un régime de corruption et de honte, contre la volonté du pouvoir de vendre l'honneur national et les richesses du pays au plus offrant et dernier enchérisseur.

Car il s'agit du même combat, celui de tout un peuple pour la dignité, pour que la vie ne reste plus en veilleuse, pour que le pain de l'existence n'ait plus sur ses lèvres «un goût de fond de mer et d'aloès», pour que le jour ne ressemble plus à la nuit, pour que l'étranger ne vienne plus lui voler la force de travail des paysans condamnés soit à l'exode intérieur vers les usines d'assemblage, soit à l'exil dans les bateys dominicains, et pour qu'enfin les vivres soient partagés équitablement autour de la grande table nationale.

Au seuil de l'année 2015, le mot d'ordre doit

toujours être au courage, à la persévérance et à l'espérance de surmonter les pires difficultés, de détruire ce spectre d'annihilation de l'esprit de 1804. Ni faillir, ni défaillir, telle doit être notre attitude pour faire bon accueil à l'année nouvelle. Notre cri de révolte face aux injustices qui accablent le quotidien du peuple haïtien devra crever le tympan des nuits d'éprouvantes humiliations trop longtemps endurées par le «peuple souffrant» et renforcées depuis le viol de notre souveraineté électorale qui a hissé au pouvoir, en 2011, un saltimbanque sans honneur, un rejeton du duvaliérisme, un défenseur zélé des intérêts de l'oligarchie et de l'empire, homme sans foi ni loi.

A l'orée de la nouvelle année, nous renouvelons notre plus profond attachement et notre indéfectible appui à la très longue et douloureuse lutte de libération des masses haïtiennes dont nous sommes solidaires, aujourd'hui et demain plus que jamais. A ce peuple d'indomptable détermination, nous souhaitons, au nom du journal, le plus grand courage, la plus vigoureuse force d'âme pour écarteler les ténèbres de l'injustice et de l'oppression qui l'enferment dans un ghetto de malheur. Nous lui souhaitons toute la persévérance dont nous la savons capable pour enfin voir avancer avec succès son combat pour une société plus juste, pour un avenir meilleur.

Faisons confiance aux «mains magiciennes» du peuple, car elles seules viendront «défoncer la vague de la honte» causée par la lâcheté et l'égoïsme des classes possédantes, forcer l'occupant à plier bagages, forger une seconde Indépendance et saluer l'éclosion des fleurs rouges de la dignité retrouvée du peuple haïtien.

Frantz Latour

1583 Albany Ave  
Brooklyn, NY 11210  
Tel: 718-421-0162  
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud  
Port-au-Prince, Haïti  
Tél: 509-3407-0761  
Responsable:  
Yves Pierre-Louis

Email :  
editor@haitiliberte.com

Website :  
www.haitiliberte.com

**DIRECTEUR**  
Berthony Dupont

**EDITEUR**  
Dr. Frantz Latour

**RÉDACTION**  
Berthony Dupont  
Wiener Kerns Fleurimond  
Kim Ives  
Fanfan Latour  
Guy Roumer

**CORRESPONDANTS EN HAÏTI**  
Daniel Tercier  
Oxygène David

**COLLABORATEURS**  
Marie-Célie Agnant  
J. Fatal Piard  
Catherine Charlemagne  
Pierre L. Florestal  
Yves Camille  
Didier Leblanc  
Jacques Elie Leblanc  
Roger Leduc  
Joël Léon  
Claudiel C. Loiseau  
Anthony Mompérouse  
Dr. Antoine Fritz Pierre  
Jackson Rateau  
Eddy Toussaint  
Ray Laforest  
Edmond Bertin

**ADMINISTRATION**  
Marie Laurette Numa  
Jean Bertrand Laurent

**DISTRIBUTION: CANADA**  
Pierre Jeudy  
(514) 727-6996

**DISTRIBUTION: MIAMI**  
Pierre Baptiste  
(786) 262-4457

**COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES**  
Mevlana Media Solutions Inc.  
647-499-6008  
computertrusting@gmail.com

**WEBMASTER**  
Frantz Merise  
frantzmerise.com

### Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210  
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: \_\_\_\_\_

Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Ville: \_\_\_\_\_

Etat/Pays: \_\_\_\_\_

Zip Code/Code Postal: \_\_\_\_\_

Tél: \_\_\_\_\_

E-mail: \_\_\_\_\_

### Modalités de paiement

Montant : \$ \_\_\_\_\_

Chèque  Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : \_\_\_\_\_

Date d'expiration : \_\_\_\_\_ / \_\_\_\_\_

Code de sécurité : \_\_\_\_\_

### Tarifs d'abonnements

#### Etats-Unis

**Première Classe**  
 \$100 pour un an  
 \$50 pour six mois

#### Canada

\$125 pour un an  
 \$65 pour six mois

#### Europe

\$150 pour un an  
 \$80 pour six mois

#### Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an  
 \$80 pour six mois

#### Afrique

\$150 pour un an  
 \$85 pour six mois

## Haiti, chronique d'une crise électorale (33)

### K-Plim, l'improbable consensus !

Par Catherine Charlemagne

Comme prévu, le Président Michel Martelly continue d'appliquer les recommandations de la Commission consultative. Le 25 décembre 2014, il a nommé Evans Paul dit K-Plim Premier ministre. Mais cette désignation ressemble à ce qu'on appelle un coup d'épée dans l'eau ; c'est-à-dire cela ne fait ni chaud ni froid aux acteurs du conflit, surtout pas à l'opposition la plus déterminée, le MOPOD (Mouvement de l'Opposition Démocratique). Et pour cause. Si en effet le chef de l'Etat s'applique à mettre en place le Cahier de charges des Commissaires, il y a un gros hic dans le choix de K-Plim qui, sur le plan purement éthique, est difficilement acceptable pour certains à commencer par ses pairs de la Commission consultative présidentielle.

Beaucoup s'interrogent sur ce choix qui n'est pas forcément dû au hasard, compte tenu de la bonne relation existant entre les deux hommes depuis quelque temps. Bien sûr, sur le plan relationnel, c'est un choix judicieux. Puisqu'il n'existe quasiment aucune animosité personnelle entre le Président de la République et son Premier ministre désigné. Mais il y a le passage de ce chef et militant politique dans la fameuse commission mise en place par le Président lui-même. Comment peut-on accepter cette nomination quand l'intéressé faisait non seulement partie, mais a été le Rapporteur de l'instance qui a recommandé la démission de son prédécesseur, Laurent Lamothe ? M ê m e les partisans et anciens camarades de combat de K-Plim ont du mal à l'accepter et surtout à mener campagne pour lui auprès des plus réfractaires de l'opposition et du Parlement tout particulièrement, le Président du Sénat, Simon Dieuseul Desras qui, selon lui, n'était pas au courant de ce choix. Partout, ils butent sur la même réponse : K-Plim ne peut pas être juge et partie à la fois. S'il voulait briguer la Primature, il n'aurait pas dû intégrer la Commission consultative. Or, il est bruit à Port-au-Prince que l'idée de cette fameuse commission a germé dans la tête de l'ancien Fondateur et ex-Président de la *Konvansyon Inite Demokratik* (KID) qui l'a soufflée au Président Martelly.

En intégrant la commission, le Premier ministre désigné s'est lui-même mis en difficulté, face à l'opinion publique. Car personne ne peut comprendre qu'il ait poussé Laurent Lamothe vers la sortie et pris sa place ensuite. Cette attitude va certainement alimenter une fois de plus, en Haïti, le vieux dicton : « ôte-toi que je m'y mette » donnant la perception que la lutte politique dans ce pays ne rime à rien, sauf qu'à combattre le pouvoir pour s'installer à sa place. Certains s'étonnent qu'un vieux routier de la politique de la trempe de Evans Paul ait pu commettre une telle erreur de tactique qui risque de lui coûter la Villa d'Accueil (siège du gouvernement) qui aurait été sans doute, le couronnement de son long cheminement de militant politique. En tout cas, si sur le plan éthique le débat reste ouvert et peut être surmonté, sur le plan politique, l'affaire est plus compliquée qu'il n'y paraît. Si ce n'est un consensus improbable.

En Haïti, Evans Paul, plus connu sous le nom de K-Plim se passe de présentation. L'homme est de tous les combats et de toutes les luttes contre la dictature. Ancien journaliste et homme de théâtre, il demeure sans conteste un partisan de la démocratie. Ce vieux loup de la politique, s'il n'a pas occupé beaucoup de fonctions politiques, a été seulement Maire de la capitale dans les années 90. Pourtant, Evans Paul est ce qu'on appelle en Haïti un « Paka Pala », en clair un éternel présent sur la scène politique depuis ses premières prises de positions contre la dictature des Duvalier à la fin des années 70. Faisant partie des premières victimes de la terreur jeanclaudiste des années 80, celui qu'on



Evans Paul, K-Plim ne peut pas être juge et partie à la fois

appelait Kompè Plim a traversé tous les régimes post-Duvalier sans jamais avoir la chance de décrocher un poste digne de ses combats politiques.

Du CNG (Conseil National de Gouvernement) du général Henri Namphy à la présidence de René Préal II, en passant par les deux présidences de Jean-Bertrand Aristide dont il fut l'un des adeptes tout au début, K-Plim demeure un incompris, voire un marginal. Jamais trop loin du pouvoir ou carrément dans une opposition radicale, comme il en a été entre 2000 et 2004, en alliance avec la bande à André Apaid Jr du Groupe des 184, fer de lance de l'opposition au pouvoir lavalas et ayant contribué à sa chute le 29 février 2004 ouvrant ainsi la voie à l'occupation du pays par les forces multinationales de l'ONU, la MINUSTAH. Cet ancien chef d'Organisations Populaires (OP) a tout connu jusqu'à devenir un véritable leader politique qui a ses entrées et sorties dans les Chancelleries accréditées à Port-au-Prince. Au fil des ans, il a pris de l'assurance, soigne son langage et ses discours jusqu'à devenir un personnage de premier plan du paysage et de l'échiquier politique haïtien.

Longtemps il se prépare ou du moins il se positionne à décrocher un poste ministériel, voire à devenir Président de la République pour avoir été candidat à cette fonction une ou deux fois pendant ces dernières années au nom de sa mouvance : KID (Convention des Unités Démocratiques) ou sous la couleur d'autres Plateformes politiques. Dès l'arrivée au pouvoir de Michel Martelly en 2011, K-Plim, à la tête de son parti, a commencé à zigzaguer avec un positionnement très ambigu. Tantôt on le retrouve proche du pouvoir mais sans jamais tomber dans la propagande, tantôt membre de l'opposition, là encore sans grande conviction. Afin de jouer à la perfection son rôle de personnage ambivalent face au pouvoir « Tèt Kale » qui s'essouffle et une opposition qui monte en puissance, K-Plim s'est mis en retrait de son Parti en 2013. Il devient un notable politique en réserve de la République et tantôt joue l'apaisement tantôt souffle sur la braise mais avec le souci de rester compétitif dans l'espoir de jouer un rôle dans la crise préélectorale qui se déroule depuis trois ans, car officiellement, il est toujours membre de l'opposition dite modérée.

Il prend une part active à toutes les négociations, pourparlers et consultations ayant eu lieu au cours de l'année 2013 et 2014 dont celui d'El Rancho de décembre 2013. D'ailleurs, pour se distinguer et peut-être forcer son destin, au début de l'année 2014 il s'est retiré du MOPOD qui réclame la démission du Président Martelly. Par cette démarche, il devient un Conseiller occasionnel du chef de l'Etat tout en gardant sa liberté de parole, ce qui lui a permis de garder de solides relations avec l'ensemble de l'opposition qui le considère, jusqu'à sa nomination, comme l'un des leurs. Mais la donne va changer. Avec la formation de la Commission consultative présidentielle, dont il devient un membre très influent, on le suspectait déjà de vouloir se placer en Premier ministre. Et lui n'a rien fait pour contredire cette idée qui montait dans le microcosme politique de Port-au-Prince et dans le milieu diplomatique. Finalement, sa stratégie politique s'est révélée payante puisqu'il a convaincu le Président Martelly de le nommer Premier ministre pour prendre la

tête du gouvernement de consensus afin de mener à bien le plan de sortie de crise imposée par la Commission consultative. Sauf que derrière cette mécanique bien huilée, il subsiste une difficulté de taille et quasi insurmontable cette fois sur le plan politique et constitutionnel : sa ratification.

Dans cette phase du dossier, constitutionnellement, le chef du pouvoir exécutif a fait ce qu'il fallait. Il a désigné une personnalité suivant ses prérogatives. Sauf que son Premier ministre désigné risque d'essayer les plates d'une opposition qui, après avoir obtenu la tête de Laurent Lamothe, ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Si personnellement l'opposition en général n'a pas de contentieux avec Evans Paul, sa trop grande proximité avec le Palais national complique sa situation. Outre sa participation à la commission présidentielle qui pose problème, l'opposition reproche à K-Plim d'être trop proche du Président et par conséquent, craint qu'il ne pourrait lui tenir tête. Certains croient même qu'il pourrait être un Garry Conille bis.

Certes, au cours des négociations, la problématique du prolongement du mandat des parlementaires jusqu'en avril 2015 va être au centre des discussions. Mais il y a l'obstacle de la loi électorale : les sénateurs du G6 seront obligés d'accepter de la voter afin de permettre la réalisation enfin de cette élection introuvable. Et là c'est loin d'être une partie de plaisir. Donc ce n'est pas gagné d'avance pour le Premier ministre désigné ni pour le Président de la République. L'on s'est aperçu aussi que les partis et les leaders politiques qui tiennent le macadam au quotidien dans le pays et qui réclament le départ du Président ne sont pas des élus, donc ne sont liés à aucune tractation qui serait en cours au niveau du Palais national, du Parlement et de la plupart des partis politiques qui ont consenti à négocier avec le pouvoir. Pour eux, il n'y a que la tête du Président Martelly qui vaille la peine d'être négociée. Le reste n'est que leur. Parallèlement, il existe le cas des sénateurs du Groupe des six et les députés farouchement opposés à la politique « Tèt Kale » qui n'ont qu'un objectif : le renversement du chef de l'Etat par des manifestations non stop et ce, quelles que soient les circonstances.

Dans ces conditions, le pari du Président Martelly n'est pas gagné et les calculs politiques de Evans Paul non plus ne sont pas acquis. Reste maintenant le degré d'influence du futur locataire de la Primature pour convaincre ses petits camarades de l'opposition et particulièrement la bande à Moïse Jean-Charles de déposer les armes afin de favoriser son accession à la Villa d'Accueil. K-Plim qui connaît bien le monde politique haïtien doit affronter sa première grande épreuve politique non pas en tant que chef OP ou leader de l'opposition, mais en tant que futur chef de gouvernement. Et ça change tout. Sachant qu'il joue la dernière grande bataille politique de sa vie en acceptant de devenir Premier ministre dans une conjoncture, on ne peut plus difficile, il sait que tout faux pas signera la fin de sa carrière en tant qu'homme politique. En tout cas, les obstacles s'annoncent nombreux et pas seulement là où il les attendait.

A l'inverse de l'ancien Premier ministre Laurent Lamothe qui avait toute l'équipe du Palais contre lui, Evans Paul devrait en revanche faire face à l'opposition des partisans de celui-ci qui le considèrent comme un usurpateur et comptent tout faire pour l'empêcher de succéder à leur ancien champion. Les quelques parlementaires pro-Lamothe ne se font pas prier pour dire que ce n'est pas encore gagné pour l'ancien membre et Rapporteur de la Commission consultative. Ils entendent multiplier les crocs-en-jambe administratifs, constitutionnels et politiques, histoire de punir celui qui les a fait perdre leurs avantages à la Primature et au ministère de la Planification.

Enfin, Evans Paul devrait affronter une frange de la mouvance politique

## Artibonite : des directeurs d'écoles privées réclament le paiement des deux dernières tranches du PSUGO



A cause de ce programme (Psugo), il y a des écoles qui, pour l'instant, sont redevables de 4 à 5 mois de salaires à des professeurs.

Par Dieulivens JULES

L'association des directeurs d'école privée de l'Artibonite sort du silence pour critiquer la lenteur dans le décaissement du fond alloué au Programme de scolarisation universelle gratuite et obligatoire (PSUGO) initié par le président Michel Joseph Martelly. Trois (3) ans après le lancement de ce programme gouvernemental, il se recrute tant de grognons dans le camp des enseignants haïtiens à cause de multiples irrégularités enregistrées dans le processus du PSUGO. Les directeurs d'école privée de l'Artibonite à cet effet, ne cessent d'exprimer non seulement leur insatisfaction par rapport non seulement aux montants d'allocation, mais aussi à la lenteur dans le décaissement du fond. Selon, le directeur de l'institution Mixte Anténor Firmin des Gonaïves, Dossou Corvens, «les responsables avaient bien démarré le programme. Le contrat était respecté à la lettre. Mais, un an après le lancement, c'était le contraire ; le paiement ne se faisant pas à temps, la somme décaissée fort souvent n'étant pas conforme aux clauses du contrat», poursuit le directeur.

Nous avons de grandes difficultés à payer les enseignants, dit l'un des directeurs impliqués dans le programme.

Le manque de responsabilité de l'Etat haïtien dans cette affaire explique ces irrégularités. Selon le contrat, le paiement doit se faire par tranche, à raison de trois versements par année. Une première tranche, dans les premières semaines de la réouverture des classes, une 2e avant le deuxième trimestre et la toute dernière avant la fin des examens du 3e trimestre a laissé croire le directeur.

Les directeurs d'école non publique de l'Artibonite condamnent le comportement passif des responsables au niveau du secteur éducatif haïtien, qui refusent de respecter leur contrat disent-ils. L'association des directeurs d'école privée de l'Artibonite exigent le versement de la 2e et de la 3e tranche du PSUGO durant la fin de l'année. Ils menacent de tourner la page au cas où l'Etat haïtien ne prendrait pas en compte leurs revendications.

Soulignons que depuis son instauration, le programme de scolarisation universelle, gratuite et obligatoire (PSUGO) fait l'objet de beaucoup de critiques dans le secteur éducatif. Selon certains, l'éducation est une priorité du président Martelly, qui dans la pratique, reste une véritable propagande. À noter que plusieurs directeurs d'école privée au niveau de la commune des Gonaïves se sont retirés du programme de scolarisation universelle gratuite et obligatoire initié par le président Michel Joseph Martelly

qui le considère comme un traître à leur cause. Ces opposants croient qu'il a accepté le poste parce qu'il veut briser l'élan politique qui traverse la population pour fermer la parenthèse Martelly considérée comme une tache dans l'histoire contemporaine haïtienne. Bref, des obstacles, ils n'en manquent pas sur la route de K-Plim

avant de s'installer définitivement dans le fauteuil laissé vacant par Laurent Lamothe forcé et contraint à la démission sous la pulsion de la rue d'une part et de la Commission consultative d'autre part dont Evans Paul était l'un des initiateurs.

C.C



**Papeterie & Imprimerie**

Nouvelle adresse:  
101 Lalue,  
Port-au-Prince, HAITI

Tel: 4269-2770  
3643-2906

IMPRIMERIE & Papeterie Imprimerie commerciale  
Fournitures de bureau, fournitures scolaires

**Excellent Senior Care**



**Adult Daycare**

- Exercise • Meals • Recreation
- Dancing • Massage Therapy
- Computer Classes • Health Screenings
- Yoga • ESL • Bingo • Hair Cuts
- Manicures • Bowling
- Door-to-Door Transportation

Administrator: Mercedes Narcisse

**Free Consultation! Nou pale kreyòl!**

1488 New York Avenue  
Brooklyn, NY 11210  
718.928.7505 "We Care"

www.excellentSeniorCareBrooklyn.com

# Evans Paul un magouilleur recyclé !

## Archétype du politicien véreux, nouveau PM désigné



Evans Paul aux Gonaïves, flanqué des bourreaux du peuple, l'ex-dictateur et feu Jean Claude Duvalier, Michel Martelly et le général Prosper Avril

Par Thomas Péralte

Au cours des 30 dernières années passées à se pavaner sur la scène politique en Haïti, Evans Paul, un homme politique usé, était devenu comme un as-dans-le-trou de l'empire. Le sinistre Evans Paul s'était mis en réserve de la République. C'est ce qui explique sa modération pour essayer de plaire aux néo-colonisateurs qui pensent qu'ils peuvent décider de l'avenir d'Haïti pour le peuple haïtien. Ce n'est pas par un simple et pur hasard qu'il avait choisi de laisser le Mopod en début d'année pour faire cavalier seul ; c'était afin de participer au dialogue ayant abouti à la signature de l'accord d'El Rancho. Ne jamais oublier que certains hommes de la classe politique haïtienne n'agissent jamais sans les consignes des ambassadeurs des pays tuteurs.

C'est ainsi que, suite à la démission forcée du Premier ministre Laurent Salvador Lamothe, le samedi 13 décembre dernier, un Tonton Noël ou Tonton Sam a ordonné à l'occupant du Palais national, Michel Joseph Martelly, de choisir Evans Paul comme Premier ministre, dans un contexte politique très troublant. Un cadeau de Noël empoisonné pour le peuple haïtien, à n'en pas douter.

La crise politique que connaît le pays n'est autre que la résultante de la mauvaise gouvernance de Martelly et de sa tentative d'instaurer un régime totalitaire dans le pays, alors que le peuple haïtien a depuis le 7 février 1986 opté pour la démocratie. Dans cette situation de confusion et d'inquiétude, la classe dirigeante traditionnelle plaide en faveur d'un gouvernement de consensus pour essayer de sauver le pouvoir à travers des négociations ; tandis que le peuple souverain de son côté réclame à cor et à cri le départ du Palais national de Michel Joseph Martelly, la formation d'un gouvernement de consensus et l'organisation d'élections générales.

« Le problème, c'est Michel Martelly ; la solution, c'est le départ de Martelly », disaient tout récemment des milliers de manifestants. Lors de la manifestation organisée pour la première fois la veille de la Noël, le mercredi 24 décembre dernier, malgré l'appel lancé à la trêve, les manifestants chantaient : « négociation ou pas Martelly doit partir. (Pase n ta negosye ak Martelly, nou pito fè gè sivil) ». En lieu et place de négociation avec Martelly, nous préférons la guerre civile. Selon l'opposition qui gagne les rues, toute négociation assortie d'accord politique doit se faire inéluctablement autour du départ de Martelly. Martelly n'a pas été élu par le peuple, il a été de préférence sélectionné par des représentants de la Communauté internationale qui l'ont imposé à la tête du pays. Voilà qu'il l'a plongé dans une crise politique aiguë, ouvrant la voie à l'internationale une fois de plus pour décider de l'avenir du peuple haïtien.

Michel Martelly quant à lui, de par son origine politique makout duvalériste, n'a aucune culture de négociation et de consensus. Il prétend avoir des conversations avec quelques secteurs qui n'ont aucune capacité de convocation, ce pour faire passer le temps. En effet, le choix d'Evans Paul,

un représentant direct de l'oligarchie politico-médiatico-financière comme Premier ministre a déjà reçu une fin de non-recevoir des acteurs et des forces politiques impliqués dans la mobilisation, réclamant le départ inconditionnel de monsieur Martelly.

Ouvrons bien l'oeil : il est dit dans l'arrêté présidentiel nommant Evans Paul, Premier Ministre, que ce choix est fait sur la base de consensus avec les présidents des deux Chambres. Quelques heures plus tard, le président



De gauche à droite : Michel Martelly, Stevenson Jacques Timoléon et Dieuseul Simon Desras

du Sénat Dieuseul Simon Desras montrait au créneau pour dénoncer ce qui avait été dit. Il faut être clair pour tout le monde, l'avenir du Parlement doit être défini avant toute autre chose, par exemple le vote des amendements de la loi électorale de 2013 et l'éventuelle ratification d'un Premier ministre, selon Dieuseul Simon Desras. Au Sénat, le groupe des 6 a déjà dit ne pas reconnaître ce choix. « Aucun des sénateurs de ce groupe n'est prêt à ratifier Evans Paul comme Premier ministre », affirme le sénateur Pierre Francky Exius. Son collègue du Sud, Carlos Lebon, pourtant réputé proche du pouvoir, a réagi dans le même sens, en invoquant le manque d'éthique du côté d'Evans Paul, puisqu'il faisait partie de la commission qui a abouti à la démission de Laurent Lamothe.

La désignation d'Evans Paul soulève même le mécontentement des dirigeants politiques engagés dans les pourparlers avec Martelly. On peut citer entre autres : INITE, FUSION, Kontrèpèp et Ayisyen pou Ayiti représentés respectivement par Paul Denis et Sorel Jacinthe ; Rosemond Pradel et Alix Richard ; Jean William Jeanty et Jonas Coffy.

Les groupes d'opposition qui ont refusé les négociations avec Martelly, MOPOD, Forces patriotiques pour le respect de la Constitution (FOPARC), la Coordination Dessalines (KOD) et la Plateforme Pitit Desalin (PPD) - rejettent également la nomination d'Evans Paul et appellent à la poursuite de la mobilisation anti-Martelly, à la « Mobilisation non-stop, jusqu'à ce que Martelly démissionne ».

Le parti Fanmi Lavalas (FL) pour sa part, qui s'était réuni séparément avec Martelly il y a deux semaines, n'a pas encore annoncé sa position à propos de la nomination de Evans Paul et n'a pas également clarifié sa position sur la démission de Martelly que réclament les manifestants. Il y a quelques mois, le leader de FL Dr Maryse Narcisse avait déclaré que le Premier ministre Laurent Lamothe seulement devrait démissionner, mais pas le président Martelly. Cependant des milliers de militants et sympathisants

de ce parti sous la direction du Monop d'André Fardot appellent toujours à la démission de Martelly, lors de manifestations presque quotidiennes ; jusque là, le Comité exécutif de FL n'a toujours pas officiellement changé sa position.

Or, voici que la rue parle également d'Evans Paul, se souvenant de lui quand il fut maire de Port-au-Prince. Lors de son départ de la mairie, il a tout emporté, tout a été volé, pillé. Le passage de ses représentants à l'ONA sous le régime de facto Alexandre-Lartout et au ministère du commerce sous le gouvernement de René Préal a été l'objet de toutes sortes de scandales. Evans Paul était présent aux Gonaïves, à côté des bourreaux du peuple, l'ex-dictateur et feu Jean Claude Duvalier, le général Prosper Avril et Michel Martelly, au moment de la commémoration du 210<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance d'Haïti. Alors qu'il faisait partie de ceux qui avaient lancé le boycott de la commémoration du bicentenaire de l'Indépendance d'Haïti le premier janvier 2004.

Selon le site « Haïti Libre » qui a cité le Dr Enold Joseph, le Secrétaire Général de la « Konvansyon Inite Demokratik » (KID). « Evans Paul, a déjà établi son Quartier Général à la résidence du Premier Ministre sur la route

de Bourdon, et travaillerait sur la formation du nouveau cabinet ministériel. Il pourrait s'installer au plus tard mardi 30 décembre 2014 à la Primature ».

Par ailleurs, toujours selon « Haïti Libre », les députés pourraient être convoqués à l'extraordinaire le lundi 29 décembre 2014, afin de procéder à la vérification des documents d'Evans Paul, tel que requis à l'article 157 de la Constitution.

Pourtant l'ancien GNBiste se considère déjà comme Premier ministre. C'est ainsi que vendredi dernier, un jour après sa nomination, il a commencé à discourir en déclarant dans le cadre d'une cérémonie officielle honorant des jeunes : « Je ne suis pas nommé Premier Ministre pour faire la guerre à quiconque. Mais pour travailler au bien-être de tous les Haïtiens ».

Dimanche dernier au cours d'une tournée dans le département du Centre, il a déclaré à Cerca Carvajal : « Je ne suis pas du pouvoir. Je n'avais pas fait équipe avec Martelly. Je n'avais pas fait campagne pour lui. Je ne suis pas également de l'opposition. En tant que Premier Ministre, je suis un serviteur venu pour servir la société et faire avancer les choses car le pays est en crise. »

Donc, la désignation d'Evans Paul comme Premier Ministre est la récompense des colons non seulement pour services rendus, mais représente également le produit d'une soi-disant réconciliation avec les bourreaux du peuple. Paul a laissé entendre que « Le 12 janvier il n'y aura pas de tsunami politique, il y aura une entente entre les haïtiens. »

Evans Paul est véritablement un authentique ennemi du peuple, un parfait caméléon équilibriste, un comploteur contre les intérêts du peuple. Dans ce cas, les cris du peuple doivent être : A bas la dictature ! vive la démocratie. A bas l'occupation ! vive la liberté. A bas pouvoir aide !, vive pouvoir service ! A bas les ennemis du peuple ! vive la mobilisation ! A bas la réconciliation avec les bourreaux !. Vive la Justice !. A bas tous ceux qui piétinent la dignité du peuple ! vive le respect du peuple !

Suite à la page (14)

WikiLeaks révèle:

## Rudy Hériveaux en «contact étroit» avec l'ambassade américaine !! (Fin)

La semaine dernière, nous avons vu comment Rudy Hériveaux et un groupe de «modérés», y compris Gérard Gilles et Jonas Coffy, avaient essayé de prendre le contrôle du parti Fanmi Lavalas mais avaient échoué en raison de la résistance de plusieurs militants de base des organisations populaires.

Trois choses à propos de Rudy Hériveaux se dégagent de l'examen de ce que les fonctionnaires du Département d'État des États-Unis écrivent à son sujet: 1) il a soutenu la politique du président René Préal; 2) il voulait limiter les exigences et les protestations des organisations populaires de base affiliées au parti Fanmi Lavalas (FL), et 3) il avait fait appel à l'Ambassade des États-Unis pour agir comme l'avocat de FL dans ses rapports avec Préal.

Le 25 janvier 2008, Rudy Hériveaux, alors sénateur, a pris le petit déjeuner avec l'ambassadeur des États-Unis Janet Sanderson en la résidence de celle-ci. Lors de la réunion, Hériveaux « a déclaré à l'ambassadeur qu'il soutient le président Préal ; mais a déploré cependant que le président Préal n'avait pas fait montre d'un soutien réciproque en nommant des membres de Fanmi Lavalas, sinon à des postes de ministre au sein du Cabinet, du moins à des postes de Directeur général dans un ou plusieurs ministères » a expliqué Sanderson dans un câble du 7 février 2008.

Il est assez triste que « indéniablement le représentant FL le plus important dans la législature » se révélait être tout juste un peu plus qu'un maquignon politique à la recherche d'emplois gouvernementaux dans la tradition la plus vénale de la « classe politique » d'Haïti. Le mouvement Lavalas qui a émergé après la chute du dictateur Jean-Claude Duvalier en 1986 était censé se dresser contre la corruption, les magouilles politiques (brassage d'affaires), et les patronages en contrepartie.

Mais Lavalas était avant tout un mouvement progressiste, visant qu'à mettre fin à des décennies de domination étrangère en Haïti. Dès lors, il était particulièrement scandaleux que lors du petit déjeuner Hériveaux « ait suggéré que l'Ambassadeur [US] pourrait faire part de cette idée au président Préal », c'est à dire qu'il nomma quelques-uns des partisans de Hériveaux affiliés à Lavalas à des postes gouvernementaux. En bref, de façon flagrante Hériveaux demandait à Sanderson de s'immiscer dans les affaires politiques internes d'Haïti.

Il avait également dit à Sanderson qu'il ferait de son mieux « pour garder les protestations anti-gouvernementales prévues par Lavalas dans des limites de la modération », selon le câble.

« Interrogé à propos des annonces faites par des organisations de base de Fanmi Lavalas que de grandes manifestations anti-gouvernementales surviendraient après le carnaval, pour toute réponse, Hériveaux déclara qu'il allait essayer de s'assurer que celles-là se dérouleront pacifiquement et ne glissent pas dans le radicalisme, » selon ce qu'a rapporté Sanderson.

De façon ironique, malgré les services prêtés par Hériveaux et considérant son à-plat-ventrisme devant Washington, l'ambassade le considérait avec un certain dédain. « La modération du sénateur Hériveaux face à l'ambassadeur était sans doute en partie motivée par le désir de convaincre l'USG [le gouvernement des États-Unis] que Fanmi Lavalas est un acteur politique responsable qui mérite d'être inclus dans le gouvernement, » a écrit Sanderson. Elle a également compris que la « modération politique de Hériveaux n'est pas largement partagée par les militants de Fanmi Lavalas » et que « en dehors de Port-au-Prince et



Rudy Hériveaux



L'ambassadrice des Etats-Unis d'alors Janet Sanderson



Maryse Narcisse



Yves Cristalin

du département de l'Ouest, Hériveaux reste une figure périphérique. »

En dépit de cette circonspection, les États-Unis avaient approuvé les efforts de Hériveaux et de ses renégats pour prendre la direction du parti Fanmi Lavalas. Hériveaux a expliqué à Sanderson comment lui et d'autres «modérés de Lavalas », en toute duplicité, ont soutenu des mobilisations populaires afin de ne pas révéler leur vrai agenda.

« Hériveaux a fait remarquer à Poloff [l'officiel politique de l'ambassade] que le leadership FL [c'est à dire le secteur de Hériveaux] était fortement contre la manifestation prévue pour le 29 Février par les partisans de la base de FL, », selon ce qu'a écrit Sanderson dans un câble du 26 février 2008. « Selon Hériveaux, le leadership FL a été contraint de soutenir de tout son poids les organisateurs de base de peur de perdre le soutien populaire. »

Hériveaux et sa clique, « compte tenu de la perspective des élections sénatoriales qui se profilaient à l'horizon, » étaient particulièrement préoccupés par la compétition pour le siège du Sénat dans le Nord entre Nahoum Marcellus, qui faisait partie du courant de Hériveaux, et Moïse Jean-Charles, à la tête d'un courant radical Lavalas, bien que ce dernier menât sa campagne sous la bannière de Lespwa, la coalition politique de Préal.

En raison de cette compétition en particulier, « Hériveaux a souligné que le leadership de FL doit maintenir le soutien populaire parmi les membres de la base, » selon ce qu'a écrit Sanderson.

Suite à la page (14)

## Martelly l'«enfarineur» continue de les rouler

Par Fanfan la Tulipe

Michel Joseph Martelly en avait fait assez comme ça, avant sa présidence, s'exhibant de façon lascive, obscène, dans les boîtes de nuit, sur les chars carnavalesques, en Haïti ou à Brooklyn, NY. Ses accoutrements vestimentaires équivoques, ses prestations salaces et ordurières, ses propos grivois, grossiers, amusaient un certain public qui peut-être se retrouvait en lui, puisqu'il avait osé ce que d'autres avant lui n'avaient jamais osé; ce que d'autres après lui n'ont pas osé non plus; ce que ce public, au plus profond de son inconscient, souhaiterait oser.

Narcissique à l'extrême, Martelly s'était autoproclamé «président du *konpa*». Et déjà, lors de ses frasques carnavalesques il s'imaginait sans doute président d'Haïti. Pendant ces années de faste musical et de dévergondage fétard, rien n'était trop sordide, trop répugnant pour lui. Plus ça choquait, plus il s'y adonnait. Plus c'était scandaleux, dégradant et déshonorant, plus il s'y vautrait. Il prenait un plaisir malsain à s'exhiber quasiment nu, en sous-vêtements féminins tout juste pour scandaliser, pour plaire aux âmes aussi dévergondées que lui.

L'homme n'avait aucun scrupule, et il n'a pas changé depuis. Il menait à Miami une vie de voyou, de *dèjve*: pendant six mois il s'était adonné au crack. C'est ce qu'il affirmait sans honte aucune au cours d'une interview accordée à Carl Fombrun en décembre 2005. Il détournait des véhicules affectés au service de la ville de Miami, des camions transportant du ciment que ses compères allaient vendre à des particuliers. Ainsi, ses copains et lui gagnaient suffisamment d'argent pour se procurer de la drogue.

Durant l'interview, Micky s'est laissé aller à des confidences qui en disent long sur le personnage. Ainsi, il est le très proche ami de deux militaires macoutes, tortionnaires réputés, Michel François et Prosper Avril lesquels manifestent «une passion de Sweet Micky». C'est donc un mec partisan de la violence. Ainsi, de Carrefour où il a habité de 1963 à 1983, lui, le grimaud pas tout à fait *malere* aimait contempler les hauteurs surplombant Port-au-Prince, là où vivent les bourgeois, «là où il

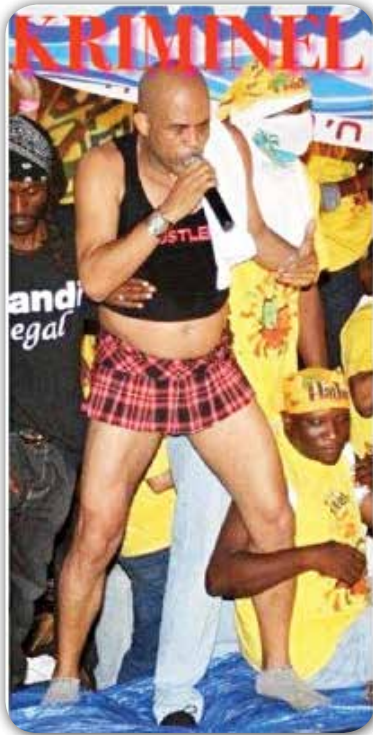


**Martelly prenait un plaisir malsain à s'exhiber quasiment nu, en sous-vêtements féminins, tout juste pour scandaliser**

n'y a pas de poussière / de la poussière qui vous bouscule le nez / et le palais et la gorge / là où la canaille ne pénètre pas». Et il se disait qu'un jour il serait un «surplombeur» habitant une villa «surplombante». Bouffées arrivistes. Bouffées d'un bouffon en herbe.

Sans doute allait-il à l'école à St. Louis de Gonzague, mais il souffrait du terrible handicap d'habiter Carrefour alors que ces camarades de classe vivaient dans les hauts et beaux quartiers. Même, il se souvient qu'une fois, il revenait d'une soirée mondaine. Ses copains lui avaient donné une roue libre pour le déposer «seulement au bas de Lalue». De là, il devait se démerder, prendre deux *taptap* pour arriver dans son maudit Carrefour, avec ses odeurs de fritures, ses *koridò founi*, les rigoles à enjamber par ci par là, les garçons jouant aux billes, les filles aux osselets, la canaille canaillant pas trop loin.

Ces images du quotidien d'un quartier *konsakonsa* lui taraudaient la cervelle. Aussi, mentalement, se réfugiait-il sur les mornes dominant la ville. À sa façon, il était un «marron», un grimaud marron. Que n'avait-il été un mulâtre ! Un *bon jan* mulâtre. Il se voyait dans une de ces belles maisons, «sur les hauteurs là où il fait frais». Il se voyait même comme ce «mari très comme il faut / qui citait Racine et Corneille / et Voltaire et Rousseau / et le père Hugo et le jeune Musset / et Gide et Valéry / et tant d'autres encore». Le petit grimaud se mulâtrisait mentalement pressé d'abandonner les *pitit Desalin* à leur sort. Son rêve, ainsi qu'il l'avouait, embarrassé, à Fombrun,



**Quelle promiscuité !**

c'était de devenir «*filthy rich*», pourri de fric, autrement dit «*filthy dirty*», dégoûtant, dégueulasse.

On n'a pas besoin d'être psychologue pour arriver à un diagnostic sûr : Martelly, est un homme aigri, frustré, envieux, qui grandissait sous le poids de ses insatisfactions, de ses rêves en plein jour de devenir un grand monsieur habitant Pacot, Pétion-Ville, Montagnes noires, Péguy-Ville et autres beaux quartiers dans les hauteurs. Il accumulait rancune, ressentiment, amertume, hargne qu'il a eu tôt fait de déverser sur la presse, sur ses opposants, sur les sans-abri, sur les parlementaires, sur certains juges, sur les femmes, une fois devenu chef.

Entre-temps, le mec devenu musicien, maîtrisant parfaitement le rythme *konpa*, se faisait une saloparde de popularité, de notoriété, jointe à celle d'un très proche ami, un frère jumeau dans la magouille, le sulfureux Laurent Lamothe, homme des sales combines en Afrique. De fil en aiguille et par on ne sait quelle filière le musicien débauché allait être repéré par le couple affairiste Bill et Hillary Clinton avide de trouver un *restavèk*, une marionnette à la mesure de leurs appétits visant à s'emparer des richesses du sous-sol

d'Haïti et à humilier une petite nation, grande pourtant, parce que historiquement accoucheuse de liberté et d'internationalisme avant la lettre.

Tous les Haïtiens honnêtes se souviennent du cauchemar électoral de 2010-2011, de l'avalissant coup de force du premier tour et de la honteuse mascarade du deuxième tour qui fit basculer Mme Manigat dans le vide d'un échec immérité. Depuis, le pays avance sous le poids des dérives insupportables d'un président narcissique, hautain, arrogant, porté à la bagarre. Le quotidien du pouvoir est fait de scandales, les uns plus scabreux, plus embarrassants, plus indécents, plus choquants que les autres.

La famille présidentielle est accusée de corruption; un juge meurt suite à de violentes pressions psychologiques exercées sur lui par le président; un dealer de drogues connu accueille le chef de l'État dans son hôtel pendant un weekend; ce même dealer de drogues disparaît subitement; le pouvoir ne s'en émeut guère; depuis trois ans des élections n'ont jamais pu s'organiser par la faute du président; l'insécurité promène ses incisives et canines dévoreuses de paisibles citoyens. N'empêche, le pays est ouvert aux affaires.

Acculé par les événements, le président ivre d'affaires se livre à une première mascarade à l'hôtel El Rancho qui finit en queue de poisson parce que maculée de sordides magouilles à l'image pas du tout honorable du chef. L'opposition s'impatiente, elle gagne les rues, les manifestations se multiplient, la foule des manifestants n'arrête pas de grossir. Le président est aux abois. Manipulé par l'ambassade américaine, relai de Washington et de la communauté internationale, il réunit onze macaques sans dents qu'il a bien enfarinés et les présente au public: le pays découvre alors une Commission consultative. Mais personne n'est dupe. *Kat yo doye*, et c'est l'ambassade US qui détient l'as d'atout.

Pamela White fait sauter le premier ministre et son gouvernement. Pour le remplacer, elle glisse Evans Paul, alias K Plume, le plus combinard, le plus roublard, le plus retors, le plus *dokale* des rats de la politique politicienne haïtienne *dokalante* (Rudy Hériveaux excepté). Elle a lancé l'hameçon, certaine que beau-

coup de poissons en mal de poste de ministre et de secrétaire d'État, en mal aussi de flairer ses aisselles diplomatiques viendront y mordre. Elle espère ainsi appâter les *ti grangou*, les gros *grangou*, les timorés, les *jewontje*, les *san santiman* qui lâcheront la dynamique de l'opposition et prôneront la démobilisation des masses parce que *manzèl* Pam a promis *pa l* à chaque ouistiti et à chaque «ouistiti», à savoir que le sort des urnes en octobre 2015 lui sera favorable.

Entretiens, on voit que la communauté internationale, de Clinton à John Kerry en passant par Ban Ki Moon et Obama, fait de son mieux pour que ne s'écroule Michel Martelly sous la poussée des revendications et manifestations des masses; Martelly, sa créature, son point d'insertion pour dépecer, «décherpiller» Haïti au couteau de ses féroces appétits. Assis sur notre petite chaise basse, nous attendons de voir qui seront les premiers à trahir les combattants du béton, à rejoindre les manoeuvres déstabilisantes de la mobilisation populaire... croissante; magouilles concoctées par l'ennemi impérialiste pour être exécutées par l'oligarchie des sans-honte et des sans-sentiments colorée de rose conzéiste; qui seront les Conzé à mordre à l'hameçon du cynique jeu coquin de Martelly et de Pamela White, la grande *ruzèz* multi-étoilée de Tabarre.

Nous ne terminerons pas cet article sans oublier de souhaiter une année 2015 marquée au coin du courage à l'équipe du journal opérant à Brooklyn, survivant dans des conditions héroïques; aux collaborateurs réguliers et occasionnels; aux lecteurs et lectrices, et par-dessus tout au peuple haïtien qui finira par vaincre les ténèbres de malheur et de honte générées par le régime Martelly.

Il est temps que Martelly démissionne. Martelly doit démissionner. Martelly doit ficher le camp. Et gare aux Conzé en attente de poste de ministre ! Surtout, que le Blanc ne s'avise pas de s'en mêler. Il y va de la santé politique et de la stabilité du pays. La gauche progressiste et révolutionnaire doit continuer sa lente reconstitution. Elle finira par voir les tripes rebelles et potentiellement victorieuses de ces fourmis cachées sous les revendications populaires. Elle est le seul espoir des masses exploitées

**RINCHER**

**Translations**  
**Cheapest in Town**  
 Birth Certificate • Resume  
 • Divorce/Marraige Certificates

Universal Book Store  
 Languages • Religious • Political  
 • History • Educational

Radio Optimum Mondiale  
 Advertising • Radios • Annonces • Nouvelles

**826 Rogers Avenue**  
**Brooklyn, NY 11226**  
**(718) 282-4033**

Email: rincherexpress@gmail.com

**LEARN A NEW LANGUAGE with RINCHER'S SYSTEM**

Spanish • English • French • Kreyòl

Kits contain a BOOK and 2 or 3 CDs  
 Price range:  
 only \$25 - \$35  
 Write, call, email, or visit:

**Universal Book Store**  
 (formerly Rincher's Book Store)  
 826 Rogers Avenue  
 Brooklyn, NY 11226  
**718.282.4033**  
 Email: rincherexpress@gmail.com

**Grenadier Multi-Service**

- **Income Tax Preparation**  
 (Rapid Refund, Electronic Filing, Business Taxes)  
*\$30 off tax preparation*
- **Translations** (English, Français, Kreyòl)
- **Immigration** (Documentation Preparation)
- **Faxing & Copies**

1583 Albany Avenue,  
 Brooklyn, NY 11210  
 Tel: 718.421.0162  
 Cell: 917.202.3833

Director: Florence Comeau

**Interlink Translation Services**

- \* Translations \* Interpreters
- \* Immigration Services
- \* Resumé \* Fax Send & Receive
- \* Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

**Tel: 718-363-1585**

**899 Franklin Avenue,**  
**Brooklyn, NY 11225**

## Kèk mo sou enstalasyon Akademi Kreyòl Ayisyen an

Onon revè Tanbou e onon pèsònèl pa m, mwen ta renmen rann omaj e felisite Komite Pou Tabli Akademi Kreyòl Ayisyen an pou dabò wòl g-dans remakab li jwe nan kreyasyon Akademi Kreyòl Ayisyen an, epi pou pèsistans li nan enstalasyon premye 33 manm Akademi Kreyòl Ayisyen an jounen 4 desanm 2014 lan, nan otèl Kinan nan Petyonvil.

Nou voye yon chapo-ba espesyal bay Fritz Deshommes ki, ankalite vis-recte Inivèsite Leta Ayisyen, e avèk tout ekip li an, jwe yon wòl kle nan alafwa pwomosyon kreyasyon Akademi Kreyòl Ayisyen an, ak nan òganizasyon estrikti pratik pou materyalize l. Kèlkeswa rezèv yon moun ta genyen sou pwosesis la, nou dwe rekonèt sila a se yon aki ekstraòdinè sitou lè nou konnen l rive anba bab yon gouvènman ki pa two renmen kesyon pwomosyon lang kreyòl ayisyen an kòm lang prensipal peyi a. Evènman an gen anpil enpòtans e li make yon moman istorik eksepsyonèl nan istwa politik lang an Ayiti.

Sepandan, se byen regretab akozde de sousi òganizatè yo pou yo akomode prezans prezidan Martelly nan seremoni enstalasyon an, yon okazyon ki ta ka yon grann evennman pou layite fyète nasyonal pèp la devan pwogrè travay valorizasyon lang li an – yon lang lelit frankofil yo te toujou enferyorize – , vin tounen yon rankont prive ant akademisyen ak akademik.

Komite Pou Tabli Akademi Kreyòl Ayisyen an te envite m pèsònèlman pou m te vin asiste seremoni enstalasyon an, e se te avèk gran plezi mwen te asepte pou m ale. Men lè m aprann te gen posibilite enstalasyon an ka fèt tou nan Palè Nasyonal, mwen voye yon tinòt bay òganizatè yo pou m konseye yo pou yo pa lese Ezekitif la itilize okazyon enstalasyon an pou poli imajdemak li nan kontèks yon kriz politik kote fòs polis gouvènman an ap reprime moun k'ap manifèste kont li. Malgre plizyè imèl mwen voye pou mande esplikasyon, pèsòn nan janm reponn mwen. Mwen finalman anile rezèvasyon tikèdavyon m pou Ayiti.

Nan yon resan opinyon ekriyen Jafrikayiti bibliye, li kesyone byen-

fonde yon seremoni enstalasyon avèk Martelly, li panse prezidan an pa t dwe menm envite ! Misye di nou vèl la ba l kè sere : « Mesyedam, franchman, si se konsa n ap bwete, nou mal pati ! Akademi Kreyòl la ta dwe yon enstitisyon nasyonal ki tabli granmounalite li depi nan vant ! Vwalatilpa, nou chwazi lage destine nou nan men yon prezidan ki bay 33 fanm ak gason pote, dekwa pou li te ale frite ann Ewòp, kote li pran san li, li avili tout pèp Ayisyen an, an bon franse mawon. Non mesyedam, nou po ko menm estat machin nan, nou gen tan kolboso li. Zòt ta di : "vous commettez dega" – gwo dega ! Èske gen yon lwa ki di se yon "Prezidan Repiblik" ki sètoblige inogire Akademi Kreyòl la ? Antouka, si "prensip" osnon "pwotokòl" sa yo ekziste kèk kote, li ta bon pou Akademi Kreyòl la bibliye yon tèks kote li montre sa aklè. Epiyou, se pa yon ti plenyen nan mouchwa an lang franse pou Akademi an ta fè nan journal Alterpresse. M pa ta vle kwè Akademi Kreyòl Ayisyen an se franse ki lang fonksyonman li tou ? » 1

An repons ak Jafrikayiti, Fritz Deshommes, ki te sèvi kòm pòtpawòl prensipal KPTAKA, poze tèt li kesyon : « Pou ki sa se Prezidan an ? Pou ki sa nou vle mete Prezidan an nan tout bagay ? Èske pa gen yon danje nan sa ? Èske sa pa bay Prezidan an yon okazyon anplis pou l bloke Akademi an ? Sitou lè nou sonje jan l te fè objeksyon sou lwa a epi pakèt tan l te pran pou l te voye bibliye l nan journal ofisyèl "Le Moniteur" ? » Misye reponn anpati pou l di se pa yon sèp kesyon pwotokòl, men yon kesyon ki « envite n reflechi sou chapant Leta a li menm, sou wòl ak estati Akademi an. Li ta menm mande n pou n rantre pi fon nan rezon ki fè manman lwa peyi a kreye enstitisyon endepandan yo epi ba yo anpil konsiderasyon. » 2

Se byen ironik malgre tout bèl elokans Deshommes deplwaye pou l jistifye patisipasyon Martelly, prezidan an pat bay tèt li ankenn jèn pou l imilye, ankò yon lòt fwa, Akademi an. Sèlman lavèy enstalasyon an, li wetire tèt li nan pwogram lan. Konpòtman sa a pat dwe siprann ankenn moun, li konfime meprizasyon Martelly toujou montre vizavi lang kreyòl la. Menm

lè l itilize kreyòl la avèk matonnri yon pèfòmè pou l eksite fanatik mizikal li yo, e pita, fanatik politik li yo, li panse lang ayisyen an se yon lang enferyè ki pa gen dwa reprezantasyon nan « bagay serye » ni nan enstitisyon entènasyonal yo. Se sa ki esplik se lang franse li chwazi pou Ayiti sèvi nan Loni ak nan Caricom. Nou sèlman regrèt òganizatè yo pat pi mefyan vizavi karakteristik Martelly sila yo.

Anreyalite prezans prezidan an ou pa pa fè ankenn diferans, paske li pa afekte ekzistans jiridik Akademi an, kouwè yon seremoni batèm (ke kire anchèf pawas la ou pa), pa afekte ekzistans biolojik yon tibebe. Ranvwaye enstalasyon an pou yon lòt lè pou mentni endepandans Akademi an, oubyen pou bay asedan pou mobilize antousyasm pèp la, pa tap yon gwo pwoblèm.

Nan de atik lengwis Robert Berrouët-Oriol bibliye resamman, misye kesyone reprezantavite ak lejitimite Komite Pou Tabli Akademi Kreyòl Ayisyen an, nan youn ladan yo li mande tèt li si Akademi an pa pito youn « lobby » oubyen youn « NGO ». 3

Nou pa dakò avèk Berrouët-Oriol sou pwèn sa a, paske nou panse antanke gwoup sitwayen ayisyen ki soti nan divès sektè sosyete a, manm KP-TAKA yo pafètman gen dwa pou yo pran inisyativ pou fonde yon Akademi Kreyòl Ayisyen, dotanpli yo plase inisyativ la devan jijman ak desizyon Palman Nasyonal Ayisyen an ki vote l an grann majorite kòm lalwa. E dotanpli tou tout Akademisyen yo se yon bann pèsonalite ki fè prèy yo nan defans lang ak kilti pèp la, kouwè Jafrikayiti di de yo « se moun ki gen dikdantan depi y ap feraye pou byennèt Ayisyen, kilti Ayisyen, lang Kreyòl Ayisyen an, ». Men nou dakò pafètman avèk gran pwèn yon dezyèm atik Berrouët-Oriol ekri sou menm kesyon an ki titre « Pour une académie créole régie par une loi fondatrice d'aménagement linguistique », ki soti kòmansman desanm sou sit li Berrouët-oriol.com, kote misye mande pou lalwa sou kreyasyon Akademi Kreyòl Ayisyen tonbe anba parapli yon lwa sou amenajman lengwistik ki limenm kouvri politik

Suite à la page (16)

## Cuba sí\*



Komemorasyon Premye me nan peyi Kiba



Defile 1e me a te yon kokennchenn espektak ki te dewoule sou « Plaza de la Revolución José Martí »

(Kontrandi patisipasyon ayisyen nan Ayèm brigad entènasyonal premye me)

Jou ki te jedi 30 avril 2009, yon del-gasyon senk manm kite Port-au-Prince abò yon vòl Aero Caribbean pou ale Havana apre yon eskal Santiago. Delegasyon an te gen ladan de manm Komite Rezistans Popilè Benwa Bar-travail (KRPBB) ak twa jèn 17 an (2 fi, yon gason) ki fè pati « Corps Juvenile pour la Protection de l'Environnement (CJPE) ». Gwoup la te reponn envitasyon Instituto Cubano de Amistad con los Pueblos « (ICAP) pou patisipe nan pwogram IVèm edisyon Brigad Mondyal 1e me nan Solidarite ak Cuba, soti 27 avril pou rive 10 me.

Akèy

Raimundo, ki te rankontre gwoup la

deja an Ayiti, resevwa delegasyon an lè li debake ayewopò José Martí epi fè yo fè konesans ak Carlos ki te gen pou mennen you nan destinasyon final yo: Campamento Internacional Julio Antonio Mella (CIJAM). Sout tout chimen otobis la ki te klere anba gwo pwojektè lalin nan, nou te kapab konstate ki jan wout yo nan bon eta e kouman nou t ap vwayaje nan yon anvivonman kote espas la byen jere. Yo te byen akeyi nou nan kan an e atmosfè konvivyal sa a te pèsiste pandan tout tan nou pase la. Depi premye kontak la Administrasyon an te fè tou sa li konnen pou mete nou alèz. Youn atitid ki te depaman ak konpòtman rijid, men ki pa t agresif, ajan imigrasyon yo ki pa t fè ankenn efò pou entèprete pawòl vizite yo ki te metrize espayòl la mal. Ositou nou felisite Direktè CIJAM nan ak

Suite à la page (16)

## Site Solèy :asasina Sonise yon jènfi sèzan!

Site solèy se 2 kalte moun k ap viv Slandan l: Malere onèt ki pa gen mwayen pou abite lòt kote ; ak mèt afè yo (bandi yo) ki aksepte viv ladan l, jan l ye a pou yo kapab mennen politik kriminel yo.

Se konsa jou ki te samdi 20 desanm 2014 lan vè 2 :00 PM, yon jèn tifi 16 lane ki rele Sonise te jwenn lanmò l ak yon bal bò kòt dwat li pandan l ta pral achte yon ti lamanjay pou manman l nan Mache Bouklin lan. Zak kriminel sou Sonise la fèt, tou kole ak baz Minustah a.

Savledi, batay ant chèf bandi yo pa pran ni konje, ni repo pou fen ane 2014 la. Okontrè se bonis y ap bay malere ak malerez inosan yo, nan voye pitit yo nan peyi san chapo. Moun yo pat menm gen mwayen pou yo pase fèt la, men kounyea yo gen yon pitit pou yo antere. Gade lapenn papa ak manman Sonise, lè Tonton Nwèl chazi ba yo kado lanmò sa a. Zam pa janm sispann tite nan Site a. Anpil moun ap mande, men ki kote kriminel yo jwenn bal sa yo, si yo pa gen yon fò k ap alimante yo ! Se chak jou bal ap tite nan katye tankou: Belekou, Boston, nan pwojè, lye site ak solèy 17 pou n site sa yo



Sonise yon jèn tifi sèzan tonbe anba bal bandi legal yo ! Ki lè pou jenès peyi a jwenn yon souf ?

sèlman. Se lajounen kou lannwit jèn gason pa gen dòmi nan je ; se youn ap veye lòt, youn vle fini ak lòt, youn pa vle lòt kòmmande, men poukisa tout konfli sa a ?

Youn nan bagay kèk lidè politik ak kèk gwo komèsan yo toujou fè, se chache gen monopol bandi yo nan site a pandan y ap envesti gwo lajan pou kenbe koripsyon anpèmanans. Youn

nan bagay malonèt yo rive fè se kapte jèn gason ak fanm k ap viv nan mizè yo ; sitou sa ki pa kapab ale lekòl ak sila yo ki pa gen yon metye pwofesyonèl nan men yo. Yo itilize yo nan sèl objektif, pou regle zafè pèsònèl pa yo, pou mete presyon sou popilasyon an kenbe l an-notaj. Se 3 bagay k ap fini ak moun Site Solèy se Grangou, Ensekirite ak Imilyasyon. Poukisa moun k ap distribye zam lou ak minisyon yo pa mete lekòl pwofesyonèl pou jèn fi ak jèn gason nan katye popilè sa a pito ? Youn nan bagay moun k ap finanse zak kriminel sa yo pa panse, youn jou yo kapab ak tout fanmi yo viktim tou anba men kriminel yo.

Mwen ta swete pou ane 2015 lan, bagay yo chanje ! Boujwa yo k ap peye kriminel yo ta pran konsyans se youn latriviye granmoun, jèn ak timoun inosan k ap viktim nan zak ensekirite yo lage nan komin lan. Ayiti ka chanje, men fòk gwo bacha yo pran konsyans. An n pratike yon lòt lidèchip pou n kapab genyen yon lòt Ayiti, kote lavi chak moun kapab asire. Konsa nou pap pèdi lòt Sonise ankò anba bal mawon bandi ap tite.

Daniel Tercier

## La contestation en Haïti contre le pacte Lamothe-Martelly

Par Jacques NESI

La contestation qui est engagée depuis quelques semaines et dont l'amplification laisse perplexes les analystes, ne vise pas un homme. Elle ne cible pas une personnalité politique émergente de la scène politique de mai 2011. La contestation vise un pouvoir, un système, un régime néo-patrimonial, kleptocratique : la gestion des biens publics, des ressources nationales que fait le régime "mickiste" le rapprochant de ce qu'on a connu en Haïti vers les années 80. En effet, une combinaison bien huilée d'accès aux appareils administratifs, policiers, d'inclusion de la classe dominante associée aux institutions répressives (armée, police, justice...) avait permis au régime Duvalier de pérenniser sa main mise sur le système politique. Michel Martelly lui, a emboîté le pas. La contestation actuelle vise le renversement d'un système que de nombreux témoignages décrivent comme étant caractérisé par la prédation des ressources nationales, la multiplication des taxes, des prélèvements obligatoires, qui condamnent la diaspora, les catégories les plus faibles à une véritable saignée. La contestation vise le mode de gouvernance d'un homme qui dirige l'Etat comme ses entreprises privées où les flux d'où qu'ils viennent ne sont destinés qu'à l'augmentation du patrimoine financier de ses clans, de ses réseaux.

La contestation qui a abouti au départ de Laurent Lamothe cible l'effondrement d'un homme jeune, un brasseur qui grâce à ses audaces a pu réussir dans les affaires, dans des milieux où d'autres concurrents ont échoué, un homme qui régnait à passer ses week-end en Haïti, qui se

gargarise des formules à l'envi de la diplomatie d'affaires, de « Haïti is open for business ». Le succès de Laurent Lamothe faisait miroiter des rêves de conquête politique, à des entrepreneurs qui ont réussi à la diaspora au prix de pratiques criminelles et frauduleuses. Sa réussite est le résultat de pratiques de domination qui banalisent les mécanismes coercitifs, juridiques. Au Parlement, les députés et sénateurs intériorisent des pratiques néo-patrimoniales qui les conduisent à désigner conjointes, proches, amis à des postes diplomatiques. Le vote du premier ministre a été acquis au prix de pots de vin, de violation des règles constitutionnelles. Jamais la marchandisation du vote n'a atteint son point culminant, par la construction de pactes tacites, invisibles obscurs avec les secteurs en provinces et à la capitale, qui n'avaient pas accès aux valeurs marchandes.

Cet investissement procure à M. Lamothe arrogance, mépris ; sa pénétration dans le champ politique haïtien n'était ni inscrite dans les règles, ni dans l'accès naturel au poste de premier ministre. Elle découlait de « dynamiques arrangements, de négociations, de compromis » à la base de ce que les acteurs au parlement et l'ancien premier ministre lui-même construisaient comme des configurations d'actions, au sein d'un univers de partage avec son "président". Ce pouvoir acquis n'avait de comptes à rendre ni aux parlementaires, ni à la presse locale. Les relations entre le parlement co-dépositaire de la légitimité et le premier ministre n'étaient pas celles d'un chef de gouvernement issu de sa majorité, mais celles d'un chef de tribus qui structurait ses relations avec ses interlocuteurs par le rejet, l'appui des projets aux retombées locales. Les députés

géraient eux-mêmes, à l'exemple de leur chef, les dotations budgétaires, dans une totale opacité. Que de vols, de rapines organisés par des députés, et des agents intérimaires, face à des populations apeurées, forcées de se soumettre à des petits "parrains" locaux!

Les maires révoqués, remplacés par des agents intérimaires, deviennent des auxiliaires des parlementaires auprès desquels ils sont de véritables exécuteurs sans répit ; de vrais valets qui doivent confiance, soumission, gémissement. A travers ce mode de gouvernance de Lamothe-Martelly, c'est un nouvel Etat qui se dessine. C'est un Etat-pâtissier qui consent à commercialiser ses ressources par tranches, et aucune institution ne parvient à y mettre fin. Sous le règne Lamothe-Martelly, la justice, la police, le parlement, la diplomatie... tout s'y soumet ; l'Etat sous Lamothe renonce à ses prérogatives de prévenir tout ce qui représenterait violations, malversations ; tout ce qui constitue une menace pour sa réinvention, corruption, danger, perversion pour consolider pratiques pernicieuses, malversations, prédatrices de ressources. La légitimité de Lamothe n'était pas acquise, elle a été donc déconstruite parce qu'elle signifiait aux yeux des contestataires qui crachent leur courroux et leur colère une déviation, une dérive.

Dans ce contexte, comment comprendre la contestation d'un premier ministre en fonction ? Comment ce premier ministre qui disposait d'atouts symboliques et matériels a cédé sous les coups de boutoir des manifestants ? Comment comprendre la protestation sociale dans son combat contre la prédation systémique ?



De gauche à droite Michel Martelly, Madame Guillaume Duperval et Laurent Lamothe

Ne faut-il pas comprendre cette protestation sociale en dehors de la dimension matérielle ? On peut poser par hypothèse que la fabrication de la contestation est le résultat d'un rejet qui préexistait à la démission de Laurent Lamothe. L'engagement des manifestants obéit à l'expression d'un civisme, il est aussi l'expression d'un ras le bol d'une population marginalisée qui vit au-dessous du seuil de pauvreté alors que son premier ministre vit comme un prince saoudien, au mépris des règles ordinaires de l'action politique en pays occupé et dominé. La contestation n'a pas seulement une dimension économique : on le sait, depuis le séisme de 2010 qui a causé des pertes estimées à 10 milliards de dollars selon les données de la Banque mondiale, la croissance a

été de 3.4 %, reposant sur les rentrées fiscales et sur l'augmentation des transferts de fonds de la diaspora, un haïtien sur quatre est sous-alimenté. Mais la misère s'est intensifiée et les mesures gouvernementales visant à amortir les inégalités sociales ne sont pas porteuses de changements visibles, malgré le tintamarre publicitaire. La contestation est alimentée par la recherche de bien-être, de survie, par le mépris qu'affichent les dominants dans leurs luttes pour le pouvoir dans le champ politique. Si certains soulignent le lien entre la démission du premier ministre et les règlements de comptes au sein des tribus ventrues au pouvoir, on ne peut nier que le paroxysme que connaît la crise soit dû à un désir d'une nouvelle

Suite à la page (15)



### IRA KURZBAN and the Law Firm of KURZBAN KURZBAN WEINGER TETZELI & PRATT P.A.



The attorneys of Kurzban Kurzban Weinger Tetzeli and Pratt P.A. are consistently listed in the Best Lawyers in America, Chambers, the International Who's Who of Business Lawyers, the Who's Who of the World, the Who's Who of America, Super Lawyers Magazine, and the South Florida Legal Guide as South Florida's most prominent attorneys.

#### Miami Office

2650 SW 27th Ave  
Miami FL 33133

Tel: 305-444-0060 • Fax: 305-444-3503  
Toll-Free: 800-730-0007

#### Jacksonville Office

10752 Deerwood Park Boulevard South  
Jacksonville FL 32256

Tel: 904-536-3556 • Fax: 904-394-2956

We handle medical malpractice, personal injury, commercial litigation, and immigration cases throughout the United States.

[www.kkwlaw.com](http://www.kkwlaw.com)

## La PNH serait-elle un repaire de bandits légaux ?

Par Isabelle L. Papillon

Depuis un certain temps, des voix s'élèvent pour dénoncer l'embauchage dans la Police Nationale d'Haïti (PNH) d'individus venus de toutes parts. Cette situation a créé une certaine méfiance de la part des citoyens ; vu que des hommes revêtus d'uniformes de police commettent des actes répréhensibles. De plus, toutes les institutions républicaines ont été vassalisées par le pouvoir tétakale néo-duvalériste ayant à sa tête Michel Joseph Martelly, imposé par la Communauté internationale dans l'unique but de perpétuer la politique de domination, d'exploitation et d'exclusion des masses populaires. Il faut toutefois rappeler que monsieur Martelly, lui-même, avait eu à déclarer : « la Police est le bras armé de mon gouvernement. » Donc, il peut agir à sa guise au sein de cette institution devenue un repaire de bandits légaux, puisque ce gouvernement est constitué de bandits légaux qui tuent et qui volent.

On n'est pas sans savoir que le crime et le vol constituent les caractéristiques fondamentales de la dictature rétrograde dans le système capitaliste. Malgré la lutte du peuple haïtien durant plus de 25 ans pour l'instauration d'institutions démocratiques et d'un Etat de droit démocratique, les forces rétrogrades et impérialistes continuent à se mettre résolument en travers du chemin de la démocratie.

C'est dans cet ordre d'idées qu'on a placé monsieur Martelly au pouvoir. Et, malgré toutes les dérives qu'il a commises, on l'a maintenu au pouvoir. Maintenant, les dénonciations ne cessent de pulluler à l'endroit du pouvoir. En date du 17 décembre 2014, le RNDDH a adressé une lettre ouverte au directeur général de la PNH, Godson Orélus pour attirer son attention sur les dérives qui sont en train d'être commises dans l'institution qu'il dirige. Cette lettre est signée par son directeur exécutif, Pierre Esperance, en voici la teneur :

Le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) s'empresse d'attirer votre plus sérieuse attention sur une situation qui risque de saper les efforts de professionnalisation consentis par la Police Nationale d'Haïti (PNH), et d'amenuiser encore plus la confiance de la population dans l'institution que vous dirigez.

Monsieur le Directeur Général, Le RNDDH a appris que trente-huit (38) individus, pistonnés par le Palais National, sont sur le point d'intégrer la vingt-cinquième (25ème) promotion de la PNH. Ils se retrouvent aujourd'hui à l'Ecole Nationale de Police (ENP) où ils ont été irrégulièrement admis à suivre la formation devant leur permettre d'intégrer l'institution policière.

Le RNDDH estime judicieux de vous informer que ces individus sont en fait des proches du pouvoir qui s'étaient rendus en Equateur prendre part, pendant deux (2) mois, à une formation sur le thème de la Sécurité Rapprochée. A leur retour, le contexte sociopolitique d'alors et la vigilance citoyenne n'ont pas permis au Palais National de les caser. Alors, leurs noms ont tout simplement été inscrits sur une liste préparée par le Palais National et acheminée au Service de Recrutement Permanent de la Police Nationale d'Haïti.

Ces aspirants policiers ne se sont donc inscrits dans aucun des seize (16) bureaux d'inscription de la PNH. De plus, étant pistonnés, ces aspirants policiers n'ont pas franchi les étapes obligatoires avant d'être habilités à suivre la formation proprement dite à l'Ecole Nationale de Police (ENP), pour devenir agents de la PNH. Ils n'ont pas subi le test intellectuel ni les épreuves physiques, ils n'ont pas réalisé les entrevues ni n'ont été auscultés. Ils n'ont pas non plus été soumis à l'enquête de moralité.



**Godson Orélus, qui s'est vêtu de rose à Miami, aura le courage de prendre en considération la dénonciation flagrante du RNDDH**



**Cérémonie de graduation d'une promotion de la police nationale d'Haïti**

Selon les informations fournies au RNDDH, plusieurs d'entre eux présentent de grandes difficultés de lecture et d'écriture. Et, se sachant pistonnés, certains d'entre eux ont affiché, tout au long de leur formation, un comportement irrévérencieux à l'égard de leurs moniteurs. D'ailleurs, n'était-ce l'intervention des autorités gouvernementales, certains de ces trente-huit (38) aspirants policiers auraient déjà été renvoyés de l'Ecole Nationale de Formation (ENF) pour rébellion, indiscipline et désobéissance.

Monsieur le Directeur Général, La Directive Générale No 62 de la Police Nationale d'Haïti, du 30 novembre 1999 relative à la mise en œuvre d'une procédure de recrutement permanent d'agents de police (premier degré, présélection) au niveau des Directions Départementales de la Police Nationale d'Haïti, précise clairement en son article 2.1 les conditions à remplir pour faire acte de candidature. Parmi ces conditions se retrouvent celles qui suivent :

- Etre de nationalité haïtienne et n'avoir jamais renoncé à sa nationalité,
- N'avoir jamais été condamné à une peine afflictive ou infamante
- Etre âgé d'au moins 18 ans et de 30 ans au plus, au moment de l'inscription
- Ne pas être titulaire d'une pension de retraite ;
- Avoir sa résidence sur le territoire de la République d'Haïti
- Présenter les aptitudes intellectuelles, physiques et morales exigées pour l'exercice de la fonction d'agent de police
- Avoir réussi au moins la quatrième (Brevet fondamental) dans un établissement secondaire reconnu par le Ministère de l'Education Nationale
- Jouir de ses droits civiques
- Avoir, sous toise, une taille d'au moins 1,67 m pour les hommes et 1,60 m pour les femmes.

Or, selon les informations que détient le RNDDH, seuls six (6) de ces aspirants policiers, âgés de vingt-six (26) à trente (30) ans, ont l'âge requis par la Loi. Il s'agit de :

1. Pierre Richard PIERRE
2. Randolph BAZILE
3. Marc Gregor GERMAIN
4. Philippe TANIS
5. Irmeline AUGUSTIN
6. Jean David PIERRE NOËL.

Les trente-deux (32) autres aspirants policiers restants sont âgés de trente et un (31) ans à quarante-cinq (45) ans. Il s'agit de :

1. James DAMUSCAR

2. Briere JEANTY
3. Jean Marie MERILIE
4. Jean Patrick MAITRE
5. Jean Gusma BONHOMME
6. Kenol LAGUERRE
7. Luckner POLISMON
8. Jean Albert CARRIERE
9. Mario BELOTTE
10. Frantz BEJAMIN
11. Yvenor MASSENA
12. Vladimir JEAN-LOUIS
13. Peterson DAVIS
14. Roosevelt MILFORT
15. Michael VILMENEY
16. Roberto PETIT FRERE
17. Jean Lones CADESTY
18. Gina SYLVESTRE

19. Enock PARAISON
20. Marie Suxe JN JACQUE EX-UME

21. Serge King ALIX
  22. Claudy Junior MENARD
  23. Sincha MONTFLEURY
  24. Guy Marie JEAN GILLES
  25. Christopherson LYSIUS
  26. Jean Philippe PETIT FRERE
  27. Ernst GERMAIN
  28. Michel Eddy THIMOTE
  29. Loukely FRANÇOIS
  30. Elmile MOTEZI
  31. Max Herby PÉROU
  32. Makentosh MARCELUS
- Monsieur le Directeur Général, La PNH étant la première institution à donner l'exemple du respect des Règles de droit, elle se doit d'être prudente quant à l'intégration d'individus dans ses rangs. En effet, comment porter un citoyen à respecter la Loi et les Règles établies si l'institution chargée de "prévenir les infractions et de rechercher activement les auteurs pour les traduire devant les juridictions compétentes", n'arrive même pas à respecter ses propres règles ?

Monsieur le Directeur Général, Point n'est besoin de vous rappeler que la PNH est une institution apolitique. Or, ces trente-huit (38) aspirants policiers risquent de faire glisser l'institution vers sa politisation ; ce qui constituera une menace pour le respect des droits humains et l'établissement d'un Etat de droit démocratique en Haïti.

Conséquemment, les incidences d'actes irréfléchis sur le fonctionnement de l'institution policière, comme l'intégration de ces trente-huit (38) aspirants policiers, peuvent être énormes.

C'est pourquoi le RNDDH juge qu'il est urgent de stopper cette dérive et de prendre les mesures drastiques qui s'imposent pour interdire l'intégration de ces trente-huit (38) aspirants policiers dans la vingt-cinquième promotion de la PNH.

Comptant sur votre prompt intervention dans le cadre de ce dossier, le RNDDH vous transmet, Monsieur le Directeur Général, ses distinguées salutations.

Il reste à savoir si le directeur général de la PNH, Godson Orélus, qui s'est vêtu de rose à Miami, aura le courage de prendre en considération la dénonciation flagrante du RNDDH et de prendre les dispositions qui s'imposent afin de débarrasser cette institution aussi prestigieuse de tous les bandits légaux du pouvoir tétakale.

## Nomination du Premier Ministre Duperval qualifiée de « coup bas et de croc-en-jambe politiques »

Par Jacques Kolo Pierre



**Dr. Florence Duperval Guillaume**

Ceux et celles de l'opposition politique toutes tendances confondues qui croient encore que le président Joseph Michel Martelly peut leur céder une pouce de terrain politique en leur octroyant le poste de Premier Ministre, se trompent mille fois. Le chef de l'Etat qui est surtout conseillé en ces temps d'ébullition politique par l'ex-président René Préval qui s'est réfugié du côté de Marmelade, cherche à décrier l'atmosphère et à créer une ambiance propice pour rouler dans la farine l'opposition politique qui s'est montrée naïve. M. Martelly qui fait face à la crise la plus aigüe depuis son accession en mai 2011 à la Magistrature Suprême de l'Etat se trouve empêtré dans la crise qu'il a créée et cherche une porte de sortie en attendant de rebondir pour de bon. Et pour y arriver, tous les coups sont bons même s'ils seraient voués à l'échec.

Le choix fait par le Palais National du Ministre démissionnaire de la Santé Publique, Dr. Florence Duperval Guillaume pour occuper le poste de Premier Ministre par intérim donne déjà une idée de la partie de carte qui est en train de se jouer. La Première Dame de la République Sophia Martelly qui avait juré par deux fois d'avoir la tête de Laurent Lamothe à la Primature dont elle l'a accusé de faire main basse sur toutes les ressources de l'Etat, a fini par avoir gain de cause. En plaçant à la Primature Mme Duperval Guillaume antérieurement choisie par Mme Martelly pour occuper le Ministère de la Santé Publique, la famille présidentielle a le contrôle total de l'Exécutif dans ses deux composantes. Il s'agit d'une carte de "coup bas", véritable "croc-en-jambe" de la part du président qui a déjà initié de nouvelles consultations politiques avec l'opposition pour la désignation d'un Premier Ministre de consensus. En prenant cette décision qualifiée d'unilatérale, le président Martelly remet en cause les négociations politiques qu'il a déjà initiées.

En réaction, le Sénateur William Jeanty qui intervenait le lundi 22 Décembre sur les ondes de Radio Vision 2000 à l'émission "Invité du Jour", a qualifié de "provocation la décision unilatérale du président Martelly de procéder à la nomination d'un autre Premier Ministre en absence de con-

sensus ». « Cette décision vient jeter de l'huile au feu », a-t-il lancé, ajoutant que M. Martelly doit négocier avec les vrais acteurs dans le cadre d'une solution à la crise. Le Sénateur Jeanty qui est le responsable du parti "Kontra Pèp la (Contrat du Peuple)" a cité notamment le Regroupement MOPOD, Fanmi Lavalas, Plate-forme "Pitit Dessalines" et le Parlement. Selon lui, le nouveau Premier Ministre doit être une figure consensuelle qui ne symbolise pas la continuité du régime Martelly-Lamothe aux yeux de la population.

Tout compte fait, le Chef de l'Etat a sorti le "grand jeu coquin" dont, lui seul, a le secret à travers un scénario politique cynique et irréfléchi dont les conséquences immédiates peuvent être néfastes pour le pays. Il cherche à assouvir ses intérêts propres et ceux de son clan. L'intérêt du pays étant relégué à l'arrière-plan. Le président Martelly sait pertinemment que le Premier Ministre qu'il aura à désigner ne pourra pas être ratifié par le Parlement en Chambre séparée, vu la fragilité du quorum au Sénat de la République. Sur un effectif de vingt (20) sénateurs en fonction sur un total de trente (30), le quorum requis est de seize sénateurs (16) pour la ratification tant du Premier Ministre désigné que de son énoncé de politique générale.

Avec la nomination du Dr. Duperval Guillaume, la famille Martelly et Co s'est assurée de la continuité au niveau de la Primature. Ce serait un gouvernement Lamothe bis. Le Chef de l'Etat a passé des instructions pour que le désordre et la gabegie administrative soigneusement entretenus par Laurent Lamothe et son gouvernement à la Primature soient étouffés pour ne pas faire l'objet de scandales. Les linges

*Suite à la page (15)*

### GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

**Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269**  
**1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226**  
**(between Clarendon Rd & Avenue D)**

## CHERY'S BROKERAGE



*Evans Paul:*

## Archetypal Scheming Politician Nominated as New PM

by Thomas Péralte

Over the past 30 years that he has strutted on Haiti's political stage, politician Evans Paul has become something like the empire's ace-in-the-hole. This is why he has always moderated his message in an effort to please the neocolonialists who think they can decide Haiti's future. It is no coincidence that he chose to leave the Patriotic Movement of the Democratic Opposition (MOPOD) earlier this year to go it alone and to participate in the dialogue that led to the signing of the El Rancho accord in March. Some elements of Haiti's political class never act without instructions from the embassies of imperialist nations.

After the forced resignation of Prime Minister Laurent Lamothe on Dec. 13, President Michel Martelly gave Haiti a booby-trapped gift on Christmas Day, Dec. 25, possibly ordered by Santa Claus or Uncle Sam, when he nominated Evans Paul, alias Konpè Plim or K-Plim, as Prime Minister.

Constitutionally, the nomination is supposed to be approved by the Parliament. But indications are that laws might be bent or even broken to put Evans Paul in power.

Haiti is in the midst of a political crisis created by Martelly's poor governance and attempt to establish a totalitarian regime, while the Haitian people want democracy. In this situation of confusion and anxiety, the traditional ruling class is calling for negotiations with President Martelly to reach a power-sharing deal. But the masses marching in the streets are no longer interested in cutting any deals or compromises with Martelly. They demand Martelly's resignation, the formation of a provisional consensus government, and the organization of elections.

"The problem is Michel Martelly," cry protesters almost daily around Haiti. "The solution is the Martelly's departure."

For the first time ever, a massive demonstration was held on Christmas Eve, Dec. 24, despite calls for a holiday truce. "Negotiations or not, Martelly must go!" the protesters chanted. Another chant was: "Instead of negotiations with Martelly, we'd prefer civil war."

According to demonstrators in the streets, any negotiations or political agreement must simply be around how Martelly is going to step down. Martelly was not elected by the people, they say. He was instead imposed by the "international community" (i.e. U.S., France, Canada) as head of state. Now he has plunged Haiti into a deep political crisis, setting the stage for the imperialists to once again meddle in the sovereign internal affairs of the Haitian people.

Michel Martelly, due to his political roots among the Duvalierist Macoutes, is not disposed towards negotiations and consensus. He claims to have had dialogue with some groups which don't represent anybody. It is just a way to run down the clock until Jan. 12, when he thinks he can disband Parliament and rule by decree. Indeed, Martelly's choice of Evans Paul, a clear representative of Haiti's political-financial-media oligarchy, has been rejected by all the leaders and political forces



**On Christmas day, Haitian President Michel Martelly nominated perennial politician Evans Paul (above) as his new Prime Minister**

involved in the mobilization. They continue to call for Mr. Martelly's unconditional resignation.

The presidential decree naming Evans Paul as Prime Minister said that the choice was made on the basis of consensus with the presidents of Parliament's two Chambers. However, a few hours later, Senate President Simon Desras Dieuseul denied this.

"It should be clear to everyone that the future of the Parliament must be defined before anything else, for example, any vote on amendments to the Electoral Law of 2013 or the possible ratification of a Prime Minister," Desras said.

In the Senate, the six Senators who have been blocking Martelly's efforts to ram through his Electoral Law also say that they don't support his move. "None of the senators in this group is ready to ratify Paul Evans as prime minister," said Sen. Pierre Francky Exius.

His colleague from the South, Sen. Carlos Lebon, said the same thing, citing Evans Paul's lack of ethics since he was part of the Presidential Commission that proposed Prime Minister Laurent Lamothe's resignation.

The nomination of Evans Paul has also raised the hackles of political leaders engaged in talks with Martelly, including those of the parties INITE, FUSION, Kontrapèp and Haitians for Haiti, represented respectively by Paul Denis and Sorel Jacinthe, Rosemond Pradel and Alix Richard, Jean William Jeanty, and Jonas Coffy. Opposition groups which have refused negotiations with Martelly – MOPOD, Patriotic Forces for Respect of the Constitution (FOPARC), the Dessalines Coordination (KOD), the Platform of Dessalines Children (PPD) – also reject the nomination and call for "Non-Stop MobilThe Lavalas Family party, which met separately with Martelly last week, has not yet announced its position on Evans Paul's nomination, nor has it recently clarified its stand on Martelly's resignation. Months ago, when the uprising was still young, FL leader Dr. Maryse Narcisse said only Prime Minister Laurent Lamothe should resign, but not President Martelly. As thousands of FL militants and sympathizers now call for Martelly's resignation in almost daily demonstrations, the FL's Executive Committee has still not formally changed its position.

The street is also full of talk

about Evans Paul. People remember when he was the mayor of Port-au-Prince from 1991 to 1995. When he stepped down, there was nothing left in the town hall. Everything was stolen, looted. Paul's partisans also ran the National Insurance Office (ONA) under the de facto regime of President Boniface Alexandre and Prime Minister Gérard Latortue (2004-2006). They then ran the Commerce Ministry under President René Prével (2006-2011). There were all sorts of scandals. Evans Paul also traveled to Gonaïves to take part in the commemoration last year of the 210th anniversary of Haiti's independence alongside President Martelly, the late former dictator Jean-Claude Duvalier, and former dictator Gen. Prosper Avril (whose soldiers beat up Paul and then nationally televised his battered face). At the same time, Paul was among the coup-fomenting politicians who boycotted the Haiti's Bicentennial organized by President Jean-Bertrand Aristide in 2004.

"Evans Paul has already established his headquarters at the Prime Minister's residence on the Bourdon road and is working on the formation of a new cabinet," said Dr. Joseph Enold, the Secretary General of Paul's longtime organization the Convention of Democratic Unity (KID), according to the pro-government website Haiti Libre. "It could be installed as Prime Minister by Tuesday (Dec. 30)."

Haiti Libre also reported that parliamentarians could be summoned to an extraordinary session on Dec. 28, 2014 to audit Paul's documents, as required by Article 157 of the Constitution.

But the former pro-coup politician already considers himself Prime Minister, even without Parliamentary approval. "I have not been appointed Prime Minister to make war on anyone," Paul said on Dec. 26, the day after his appointment, "but to work for the well-being of all Haitians."

While touring the Center Department on Dec. 28, he told a crowd in Cerca Carval: "I am not from the government. I was not on Martelly's team. I did not campaign for him. I am also not in the opposition. As Prime Minister, I am a servant who comes to serve society and make things advance because the country is in crisis."

Clearly, Evans Paul thinks he has the post in the bag. Perhaps he knows something, heard in some corridors of power, that nobody else does?

So the appointment of Evans Paul as Prime Minister appears to be his reward for services rendered to the imperialists. It is also the product of a so-called reconciliation with the executioners of the people.

"On Jan. 12, there will be no political tsunami," Paul said. "There will be an agreement among Haitians."

Evans Paul is truly a genuine enemy of the people, a scheming chameleon, always plotting against the people's interests. In this case, the people's interests and their demands are: Down with dictatorship, long live democracy! Down with occupation, long live sovereignty! Down with the enemies of the people, long live the mobilization! Down with reconciliation with the executioners, long live justice! Down with those who trample the dignity of the people, long live respect of the people!

## WikiLeaked Diplomatic Cables

Reveal:

## Rudy Hériveaux is a "Close Contact" of the U.S. Embassy in Haiti

by Kim Ives

(The last of three articles)

Last week, we saw how Rudy Hériveaux and a group of "moderates," including Gérard Gilles and Jonas Coffy, tried to take over the Lavalas Family party but failed due to the resistance of militant grassroots popular organizations.

Three things about Rudy Hériveaux emerge from reviewing U.S. State Department reports about him: 1) he supported the policies of President René Prével; 2) he wanted to limit the demands and protests of the grassroots popular organizations affiliated with the Lavalas Family party (FL), and 3) he appealed to the U.S. Embassy to act as the FL's lawyer in its dealings with Prével.

On Jan. 25, 2008, then Sen. Rudy Hériveaux had breakfast with U.S. Ambassador Janet Sanderson at her residence. During the meeting, Hériveaux "told the Ambassador he supports President Prével" but "lamented, however, that President Prével had not reciprocated this support by appointing Fanmi Lavalas members, if not to cabinet minister posts, at least to Director General positions in one or more ministries," Sanderson explained in a Feb. 7, 2008 cable.

It is sad enough that "undeniably the most prominent FL representative in the legislature" reveals himself to be little more than a horse-trading politician, angling for government jobs in the most venal tradition of Haiti's "political class." The Lavalas movement that emerged after the fall of dictator Jean-Claude Duvalier in 1986 was supposed to stand against corruption, political *magouilles* (wheeling and dealing), and *quid pro quo* patronage.

But the Lavalas was above all an anti-imperialist movement, aimed at ending decades of foreign domination of Haitian affairs. Therefore it was particularly outrageous that during the breakfast meeting Hériveaux "suggested the [U.S.] Ambassador might bring this idea up with President Prével," i.e. that he name some of Hériveaux's FL partisans to government posts. In short, Hériveaux was blatantly asking Sanderson to meddle in Haiti's internal political affairs.

Hériveaux also told Sanderson that he would do his best "to keep planned Lavalas anti-government protests within bounds," according to the cable.

"Asked about announcements by Fanmi Lavalas grass roots organizations that large anti-government demonstrations would occur after Carnival, Hériveaux said he would try to make sure that these remained peaceful and did not slip into radicalism," Sanderson reported.

Ironically, despite Hériveaux's service to and groveling before Washington, the embassy viewed him with some disdain. "Senator Hériveaux's moderation in front of the Ambassador was no doubt in part motivated by the desire to convince the USG [U.S. government] that Fanmi Lavalas is a responsible political actor that deserves inclusion in the government," Sanderson wrote. She also understood that "Hériveaux's political moderation is not widely shared by Fanmi Lavalas militants" and that "[o]utside of Port-au-Prince and the West Department, Hériveaux remains a peripheral figure."

Despite this circumspection, the U.S. approved of the efforts of Hériveaux and his renegades to take over the Lavalas Family party. Hériveaux explained to Sanderson how he and other "Lavalas moderates" duplicitously supported popular mobilizations so as not reveal their



**In its secret cables, the U.S. embassy recognized that Lavalas Sen. Rudy Hériveaux (above) had "ideological differences" with his party's "grass roots partisans," whom he tried to keep from slipping "into radicalism."**

true agenda.

"Hériveaux noted to Poloff [the embassy's political officer] that FL leadership [i.e. Hériveaux's sector] was strongly against the planned protest scheduled for February 29 by FL grass roots partisans," Sanderson wrote in a Feb. 26, 2008 cable. "According to Hériveaux, FL leadership was compelled to throw their support behind the grass roots organizers for fear of losing popular support."

Hériveaux and his clique, "[w]ith the prospect of senate elections looming," were particularly worried about the contest for the North's Senate seat between Nahoum Marcellus, who was part of Hériveaux's current, and Moïse Jean-Charles, who led a radical Lavalas current although he ran under the banner of Prével's Lespwa political coalition.

Because of this fight in particular, "Hériveaux underscored that FL leadership has to maintain popular support among grass roots members," Sanderson wrote.

She erroneously concluded that Hériveaux and his branch of the "FL appears to be preaching the right doctrine to politically position itself for dominance."

However, the "right doctrine" did not work, and the Haitian masses were not duped by the posturing of Hériveaux and his group. Moïse Jean-Charles handily trounced Nahoum Marcellus in the 2009 Senate race. Marcellus, like Hériveaux, went on to become an ally of President Michel Martelly. Sen. Moïse Jean-Charles has become one of the most prominent leaders of the current nationwide uprising denouncing Martelly's corruption and demanding his resignation.

Although she saw Hériveaux's clique as "educated and politically savvy," Sanderson recognized that they had "ideological differences" with FL's "grass roots partisans" and that this would "remain an impediment to restructuring" the party under Hériveaux's leadership.

### Hériveaux's treachery in the 2009 election controversy

The U.S. Embassy cables trace how in early 2009, Dr. Maryse Narcisse's FL Executive Committee briefly entered into an alliance with Hériveaux in an internal FL dispute prior to April 2009 parliamentary elections. Narcisse and Hériveaux proposed one list of candidates while another "moderate" faction, led by former Aristide Prime Minister Yvon Neptune and former Chamber of Deputies President Yves Cristalin, proposed another.

In a Jan. 30, 2009 cable, Sanderson told Washington that the FL Executive Committee's "relative organizational and popular strength" gave the Narcisse/Hériveaux alliance an "advantage in the dispute" with the Neptune/Cristalin group.

continued on p(13)

**Dr. M. Menard**

Doctor of Naturopathy  
Certified Natural Health  
Professional Holistic  
Health Coach

917.549.1875

www.mynsp.com/menard

Le docteur de la Communauté  
Haïtienne à New York



**Dr. Kesler Dalmacy**

1671 New York Ave.  
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

**Souhaite à tous ses clients  
et Bonne Année**

**Dwinel Bédard**

Fondateur de la loge  
**L'Alpha et l'Oméga #1**

1367 Flatbush Avenue  
Brooklyn, NY 11210

**(718) 284-4122**

**NEW BONNY'S  
TAILOR SHOP**

2720 Farragut Road  
(between Flatbush & E.  
28<sup>th</sup> St.) Brooklyn,  
NY 11210

**718-532-0080**

**Multiple Service  
Center**

Fritz Cherubin  
1374 Flatbush Avenue  
Brooklyn, NY 11210

**718-421-6787**

**JJ's Fritaille**

Griot • Tassot • Cabrit • Acra  
4021 Glenwood Road  
(corner of Albany Ave.)  
Brooklyn, NY 11210

**347.636.2850**

**Dr. H. Claude Douze**

1881 West Oakland Park Blvd.  
Fort Lauderdale, FL 33311

Phone: 954-739-9009

Cell: 954-600-1212

**Dr. Pierre Michael  
Smith, DMD &  
Dr. Edwin Smith**

16125 NE 18th Avenue  
North Miami Beach, FL 33162

**305.949.2766**

**Dieuveille Accounting  
& Tax Services**

8226 ne 2nd Avenue  
MIAMI, FL 33138

**305-757-7670**

**Will Cargo  
Service**

Shipping  
Willo 628 Parkside Avenue  
Brooklyn, NY 11226

**347-219-1369**

**Guarino  
Funeral  
Home**



9222 Flatlands Ave  
Brooklyn, NY 11236

**718-257-2890**

**Alpha Car &  
Limo Inc.**

1113 East 34th Street  
Brooklyn, NY 11210

**718-859-2900**

DRIVERS NEEDED NOW!

**Global Paralegal  
Services**

Jean F. Joseph

- Immigration Services
- Divorce • Bankruptcy
- Translations
- Income Tax Preparation
- All Legal Forms & Resumés

1776 Nostrand Ave.  
Brooklyn, NY 11226

718.282.8986 office

347.261.4703 cell

**COLIMON**

**EXPRESS SERVICES**

30 NE 54th Street  
Miami, FL 33137

**305-754-0232**

**MIZIK DEPOT**

Bazile Jean-Berthol  
13170 N.W. 7th Avenue  
Miami, FL 33168

**786-285-2313**

**Elicie Fashion**

Supply & Beauty Salon

11882 West Dixie Highway  
Miami, FL 33161

**305-893-3609**

**305-303-4325 cell**

**EXPEDITE  
CARE PHARMACY**

"Nou pale kreyòl"

2283 Nostrand Ave.  
(Corner Ave. I)  
Brooklyn, NY 11210

**718-758-0800**

**GLENWOOD  
TIRE SHOP**

4405 Glenwood Road,  
Brooklyn, NY 11203

**718-434-0108**

**ABC Bakery**

(formerly Au Beurre Chaud)

Marie & Lesly  
1625 Nostrand Ave.,  
Brooklyn, NY 11226

**718.282.0838**

**TAP TAP**

**HAITIAN RESTAURANT**

**Fine Haitian Cuisine**

**819 5th Street**

**Miami Beach, FL 33139**

**305-672-2898**

**GROWING ROOSTER  
ARTS**

**VIDEOS, CDS, DVDS**

100 Lafayette Street, New York, NY 10013

**212-334-6260**

**SHIP YOUR  
NYC TO**

SPECIAL PRICES:

**\$1200** PER CA

TRUCKS: **\$125** P

THE ONLY FREIGHT COLLECTOR  
OWNS THEIR SHIP



CALL FOR A

**DEVON SH**

- CARS • TRUCKS
- BUSES • CONSTRUCTION
- ROLL-ON •

CALL FOR SPECIAL PRICES

DELIVERIES RECEIVED AT:  
51 PORT TERMINAL BLVD  
BAYONNE, NJ 07002

**718-243**

# Wishes Joyeux Noël 2014 Année 2015



**Prime Time  
Driving School & Bus Co.**  
Learn to Drive • Cars • Buses  
1626 Nostrand Avenue &  
1 Hillel Place,  
Brooklyn, NY  
**718-859-8526**  
www.primetimebusco.com

**DR. JOEL H. POLIARD**  
5000 NE 2ND AVE MIAMI,  
FL 33137  
**305-751-1105**

**YC Shipping**  
Serving the Haitian  
community for 25 years  
1796 Nostrand Avenue  
Brooklyn, NY 11226  
**718-826-2675**  
**917-704-0021**

**Ovi's Place**  
Specializing in Grilled  
Chicken & Salads  
2925 Avenue H  
Brooklyn, NY 11210  
**(718) 421-1640**

**IRS PROBLEMS?**  
Back Taxes, Corporations  
FRANTZ BOISSON, EA  
Licensed by US Treasury Department  
3415 Ave. I, B'klyn, NY  
**(718) 462-2085**

**GREAT LEGACY  
AUTO SCHOOL**  
8402 Flatlands Avenue  
Brooklyn, NY 11236  
Danny & Martine Dorestil  
**718-676-4514**  
**718-942-4242**

**VIRGILE'S**  
TUXEDO & BRIDAL SHOP  
Rent & Sales  
for all Occasions  
8210 N.E. 2nd Avenue  
Miami, FL 33138  
**305-757-4822**  
701 N.E. 13th Street,  
Fort Lauderdale,  
FL 33304  
**954-760-4142**

**J. ANTHONY  
ARCHER, ND, CNHP**  
424 Albany Avenue, #6E  
Brooklyn, NY 11213  
**718-771-2719**  
www.naturalhealthfirst.com  
Email: archer@mynsp.com

**Elie & Associates  
Tax & Multiservice**  
9822 NE 2nd Ave., 2nd Fl.,  
Suite 3, Miami Shores, FL 33138  
**305-758-2008**  
**786-487-9131**  
Cell: 305-762-2757

**Chaco Shipping**  
Fedex • DHL • UPS • AmeriJet  
Laptop/Desktop Computer Repair  
NoPin • CallDirek • Digicel • Star Pinless.  
**Income Tax**  
2916 Clarendon Road  
Brooklyn, NY 11226  
**718-282-9372**

**Bethel Christian Church**  
(Disciples of Christ, Inc.)  
Jerome Hérold, Founder & Pastor  
885 E. 34th Street  
Brooklyn, NY 11210  
**718.909.5288**  
www.bethelchristianny.org

**CAR FROM  
HAITI:**

**AUTO TECH DRIVING  
SCHOOL**  
Driving Lessons \* 5 Hr. Class \* Road  
Test Scheduling \* Car for Road Test  
1776 Nostrand Avenue, Brooklyn, NY 11226  
**718.859.2200 • 646.377.8294**  
www.autotechdrivingschool.net

**HCC**  
HAITIAN CENTERS COUNCIL, INC.  
**HAITIAN  
CENTERS COUNCIL**  
FREE Fitness classes, cooking demo,  
health education  
FREE Metro Card for HIV Testing  
Payless for translations: French & Creole  
No Food, No Problem/Find if you qualify  
for Food Stamps  
Haitian-American Community Coalition  
123 Linden Blvd. 3rd floor,  
(between Bedford & Rogers Aves.)  
Brooklyn, NY 11226  
**718.940.2200**

**Rapid Immigration  
& Tax Services**  
16709 NE 19th Ave. &  
13049 W. Dixie Highway  
North Miami, FL 33161  
**305-895-3288 off**  
**786-306-3767 cell**

**LE BIZARRE**  
ROSAS-JEAN-CLAUDE  
"PLAY-BOY"  
HAUTE  
COUTURE  
4024B Glenwood Rd.  
(Corner of Albany Ave.)  
Brooklyn, New York  
Bus Phone 718 434 1694  
Cell 347 351 9883  
Home 718 241 2858  
We Offer Special Late Night  
Emergency Service  
EXPERT  
TAILORING & ALTERATIONS  
BRAIN www.Rosas-Rosias.com

**Arthur & Associates  
Law Offices**  
Family & Criminal Law  
1501 Newkirk Ave.  
Brooklyn, NY  
**347-240-2876**

**Ben Photo Express  
54 Multiservices**  
Merus Benoît  
166 NE 54th Street, Miami, FL 33137  
**786-274-6086**  
**786-273-2430 cell**  
benphotob@hotmail.com

**ESTEVE  
ENTERPRISES Inc.**  
Income Taxes • Real Estate  
8402 Flatlands Avenue  
Brooklyn, NY 11236  
**718- 251-1889**

**PHARMACIE DU  
PEUPLE**  
3001 Clarendon Road  
Brooklyn, NY 11226  
**718-941-1013**

**GRENADIER  
TAX SERVICES**  
Rapid Refund • Electronic Filing  
• Business Taxes  
\$30 off tax preparation with this ad  
1583 Albany Avenue  
Brooklyn, NY 11210  
**718.421.0162 • 917.202.3833 cell**

RECEIVE  
A SPECIAL GIFT  
WHEN YOU BRING THIS  
AD WITH YOUR  
SHIPMENT.

PER FOOT

CTOR IN NEW YORK THAT  
(M/V GREY SHARK)

POINTMENT.

**IPPING INC.**

KS • TRAILERS  
RDUCTION EQUIPMENT  
ROLL-OFF

CK-UPS IN BROOKLYN.  
HOURS: • MON-FRI 8AM - 5PM  
• SAT-SUN 9AM - 3PM  
NOU PALE KREYÒL  
**3-2929**

**Technic Driving School**  
Raoul St. Flavin  
1207 Rogers Avenue  
Brooklyn, NY 11226  
**718-282-7792**

**FADKIDJ  
Variety Store**  
Come visit our new address!  
13868 West Dixie Highway  
North Miami Beach, FL 33161  
**786.507.4841**

**DEE'S  
TRANSMISSION**

- Transmissions Rebuilt
- Resealed & Installed
- Shocks • Brakes
- Tune-Ups
- Mufflers

2470A Bedford Avenue  
Brooklyn, NY 11226  
**718-693-3674**

**Grenadier Books**  
Pour vos cadeaux de Noël  
Livres • CDs • DVDs • T-Shirts  
• Parfums • CallDirek

1583 Albany Ave., B'klyn, NY  
**718-421-0162**

**THE LAMBI FUND  
OF HAITI**  
1050 CONNECTICUT AVE.  
NW, 10TH FLR.  
WASHINGTON, DC 20036  
**202-772-2372**

**CHERY'S  
BROKERAGE**  
1786 Nostrand Avenue  
Brooklyn, NY 11226  
**718-693-8229**

# Al-Qaïda n'est pas impliqué dans les attentats du 11-Septembre !



Tous les témoignages cités dans le rapport de la Commission présidentielle d'enquête sur le 11-Septembre reliant ces attentats à Al-Qaïda sont faux.



James Mitchell et Bruce Jensen, superviseurs du programme de conditionnement de la CIA. Mitchell avait été désigné en 2012 évêque mormon, mais il fut contraint de démissionner lorsque l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours apprit son activité.

Par Thierry Meyssan

Les extraits rendus publics du rapport de la Commission sénatoriale sur le programme secret de torture de la CIA font apparaître une vaste organisation criminelle. Thierry Meyssan a lu pour vous les 525 pages de ce document. Il y a trouvé la preuve de ce qu'il avance depuis des années.

## Présentation du rapport

La partie déclassifiée ne correspond qu'à un douzième du rapport initial.

Le rapport lui-même ne porte pas sur le vaste système d'enlèvement et de séquestration que l'US Navy a mis en place durant les mandats du président George W. Bush ; un programme qui a conduit à enlever partout dans le monde et à séquestrer plus de 80 000 personnes sur 17 bateaux à fond plat stationnés en eaux internationales (ces navires sont : USS Bataan, USS Peleliu, USS Ashland, USNS Stockham, USNS Watson, USNS Watkins, USNS Sister, USNS Charlton, USNS Pomeroy, USNS Red Cloud, USNS Soderman, USNS Dahl, MV PFC William B Baugh, MV Alex Bonnyman, MV Franklin J Phillips, MV Louis J Huage Jr, MV James Anderson Jr.). Il se contente d'étudier 119 cas de cobayes humains soumis à des expérimentations psychologiques à Guantánamo et dans une cinquantaine de prisons secrètes, de 2002 à fin 2009, soit un an après l'élection de Barack Obama.

Les extraits du rapport n'indiquent pas sur quels critères ces cobayes humains ont été choisis. Ils se contentent d'indiquer que chaque prisonnier dénonçait le suivant, tout en indiquant que ces aveux n'ont pas été extorqués, mais appris. En d'autres termes, la CIA a veillé à justifier ses choix en fabriquant des dénonciations a posteriori. Dans le rapport initial, les noms des agents et des contractants de la CIA impliqués ont été remplacés par des pseudonymes. En outre, les extraits déclassifiés ont été très largement censurés, principalement pour effacer les noms des complices étrangers de la CIA.

## Le contenu du rapport

J'ai lu en entier les 525 pages des extraits publics du rapport. Cependant, je

suis loin d'en avoir tiré toutes les informations car de nombreuses recherches sont nécessaires pour interpréter les passages caviardés. Ses séances de conditionnement étaient effectuées dans une cinquantaine de prisons secrètes sous la responsabilité de « Alec Station », l'unité de la CIA chargée de suivre Oussama Ben Laden. Les infrastructures, le personnel et les transports étaient sous la responsabilité du « Groupe de reddition et de détention » de la CIA. Les séances étaient conçues et réalisées sous la supervision de deux psychologues contractants qui se constituèrent en 2005 en société. Les autorisations d'utilisation des techniques de conditionnement étaient données au plus haut niveau, sans spécifier que ces tortures avaient pour but de conditionner et non d'extorquer des informations.

Le vice-président Dick Cheney, la conseillère de sécurité nationale Condoleezza Rice, le secrétaire à la Justice, John Ashcroft, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, le secrétaire d'État Colin Powell et le directeur de la CIA George Tenet ont participé à des réunions à ce sujet à la Maison-Blanche. Ils ont assisté à des simulations à la Maison-Blanche et ont visionné des enregistrements de certaines séances ; enregistrements qui ont été ultérieurement et illégalement détruits. Ces réunions avaient évidemment pour but de « mouiller » ces personnalités, mais il n'est pas possible d'établir lesquelles d'entre elles savaient à quoi étaient utilisés ces techniques.

Cependant, en juin 2007, Condoleezza Rice fut personnellement briefée par le contractant de la CIA qui supervisait les expériences. La conseillère de sécurité nationale autorisa la poursuite des expériences, mais diminua le nombre de tortures autorisées. Les extraits publics du rapport contiennent une analyse détaillée de la manière dont la CIA a menti aux autres branches de l'administration Bush, aux médias et au Congrès.

## Les expériences du professeur Martin Seligman

L'extrait public du rapport confirme que la CIA a mené des expériences basées sur les travaux du professeur Martin Seligman (théorie de « l'impuissance apprise »). Elles n'avaient pas pour but



Dianne Feinstein, présidente de la Commission sénatoriale du Renseignement, a rendu public, le 9 décembre 2014, un extrait de son rapport classifié sur le programme secret de torture par la CIA [1].



John O. Brennan fut directeur adjoint de la CIA (2001-05) et à ce titre directeur du Centre national anti-terroriste. Il fut le principal artisan du programme secret de fabrication d'aveux sous la torture. En 2009, il devint conseiller du président Barack Obama sur les questions de Sécurité de la Patrie. Il a été nommé directeur de la CIA en 2013.



Martin Seligman, concepteur du programme de conditionnement de la CIA.

d'obtenir des aveux ou des renseignements, mais bien d'inculquer un discours ou un comportement aux sujets. La plupart des citations que la presse a faites des extraits du rapport prète à confusion. En effet, la CIA parle des « méthodes de conditionnement » sous l'appellation de « méthodes non-standard d'interrogatoire » (non-standard means of interrogation). Hors contexte, on peut donc penser que le terme « interrogatoire » désigne la recherche d'information alors qu'il désigne des séances de conditionnement des sujets.

Tous les noms des tortionnaires ont été censurés dans l'extrait déclassifié du rapport. Cependant, on reconnaît Bruce Jessen sous le pseudonyme de « Grayson Swigert » et James Mitchell sous celui de « Hammond Dunbar ». À partir du 12 avril 2002, les deux hommes supervisèrent le programme. Ils étaient physiquement présents dans des prisons secrètes. En 2005, ils se constituèrent en société commerciale, Mitchell, Jessen & Associates (désignée comme « Company Y » dans le rapport). De 2005 à 2010, leur firme fut payée 81 millions de dollars. Par la suite, ils furent employés par l'Armée de Terre pour conduire un programme comportemental sur 1,1 million de soldats états-unien.

En mai 2003, un officier senior de la CIA a saisi l'inspecteur général de l'Agence en faisant valoir que les travaux du professeur Seligman étaient fondés sur les tortures pratiquées par le Nord-Vietnam pour obtenir des « confessions à des fins de propagande ». L'officier mettait en cause le programme de conditionnement. Sa notification ne fut pas suivie d'effet. Au demeurant, il commettait une petite erreur en citant le Nord-Vietnam, les recherches de Seligman étaient basées, comme les pra-

tiques des Nord-Vietnamiens, sur des travaux coréens.

## La manière dont les tortionnaires se sont protégés

Selon la Commission sénatoriale, le programme de torture de la CIA a été ordonné par le président George W. Bush, le 17 septembre 2001, soit six jours après les attentats. Il avait pour unique but de donner des moyens extraordinaires à l'enquête sur les attentats du 11 septembre 2001. Cependant, ce programme a été immédiatement développé en violation de certaines instructions du président. Par conséquent, dès les attentats commis, la CIA, à l'insu de la Maison-Blanche, s'est efforcée de fabriquer de faux témoignages attestant mensongèrement de la culpabilité d'Al-Qaïda.

Le président George Bush et les parlementaires ont été trompés par la CIA qui

- a obtenu des autorisations de pratique de certaines tortures en masquant leur finalité véritable

- et a faussement présenté des aveux inculqués comme s'ils avaient été extorqués sous la torture.

Lorsque le président Bush a reconnu, le 6 septembre 2006, l'existence du programme de tortures secrètes de la CIA, il a défendu cette pratique en arguant qu'elle avait permis d'obtenir des renseignements qui sauvèrent des vies. Il se fondait sur les rapports mensongers de la CIA et ignorait que celle-ci fabriquait des preuves au lieu d'en chercher. Dès lors, la presse atlantiste a sombré dans la barbarie et a débattu du bien-fondé ou non de la torture en la présentant comme un mal pour un bien.

Les tortionnaires ont veillé à se couvrir juridiquement. Ainsi ont-ils demandé l'autorisation de pratiquer au département de la Justice. Mais celui-ci ne s'est prononcé que sur la légalité des méthodes employées (isolation, enfermement dans une petite boîte, mise en scène d'enterrement, utilisation d'insectes, etc) et non pas sur le programme dans son ensemble. La plupart des juristes n'autorisaient que des postures particulières en ignorant leurs conséquences psychiques une fois combinées. Toutes les autorisations ont été réunies en août 2002. Les dirigeants de la CIA qui ont autorisé ces expérimentations ont spécifié par écrit que les cobayes humains devaient être incinérés s'ils succombaient durant le conditionnement ou qu'ils devraient rester enfermés à vie s'ils survivaient.

## Des « aveux » fabriqués

Que l'on comprenne bien : la Commission sénatoriale ne dit pas que les aveux des détenus de la CIA sont légalement incorrects parce qu'obtenus sous la torture, elle expose que la CIA n'a pas interrogé ces détenus, mais qu'elle les a conditionnés pour qu'ils revendiquent des situations et des actes qui leurs sont étrangers. La Commission précise que les agents de la CIA n'ont pas même cherché à savoir ce que les détenus avaient avoué lors d'interrogatoires précédents aux autorités qui les ont arrêtés. En d'autres termes, non seulement la CIA n'a pas cherché à savoir si Al-Qaïda était impliqué ou non dans les attentats, mais son action n'a eu d'autre but que de fabriquer de faux témoignages attestant mensongèrement de l'implication d'Al-Qaïda dans les attentats du 11-Septembre.

La Commission sénatoriale ne discute pas de savoir si les aveux des cobayes humains ont été extorqués ou inculqués, mais après avoir expliqué que les superviseurs étaient des experts du conditionnement et pas des interrogatoires, elle détaille longuement le fait qu'aucun de ces « aveux » n'a permis d'anticiper quoi que ce soit. Elle démontre que la CIA a menti en prétendant qu'ils avaient permis d'empêcher d'autres attentats. La Commission n'écrit pas que les informations sur Al-Qaïda contenus dans ces aveux sont des fabrications, mais elle note que tout ce qui était vérifiable était faux. Ce faisant, la Commission dément explicitement les arguments qui furent utilisés pour justifier la torture et annule implicitement les témoignages qui furent utilisés pour relier Al-Qaïda aux attentats du 11-Sep-

tembre.

Ce rapport confirme, de manière officielle, plusieurs informations que nous avions présentées à nos lecteurs et qui contredisent et invalident les travaux des think tanks atlantistes, des universités et de la presse depuis le 11-Septembre, aussi bien en ce qui concerne les attentats de 2001 eux-mêmes qu'en ce qui concerne Al-Qaïda.

À la suite de la publication des extraits de ce rapport, il apparaît que tous les témoignages cités dans le rapport de la Commission présidentielle d'enquête sur le 11-Septembre reliant ces attentats à Al-Qaïda sont des faux. Il n'existe plus à ce jour le moindre indice permettant d'attribuer ces attentats à Al-Qaïda : il n'existe aucune preuve que les 19 personnes accusées d'être les pirates de l'air se soient trouvées ce jour-là dans l'un de ces quatre avions, et aucun des témoignages d'anciens membres d'Al-Qaïda revendiquant les attentats n'est authentique [2].

Le rapport confirme ce que nous révélions en 2009

En octobre 2009, j'avais publié une étude sur ce sujet dans la revue russe Odnako [3]. J'y affirmait que Guantánamo n'était pas un centre d'interrogatoire, mais de conditionnement. En outre je mettais en cause personnellement le professeur Seligman. Un an plus tard, l'article ayant été traduit en anglais, des psychologues états-unien menèrent campagne pour demander à Martin Seligman de s'expliquer. Pour toute réponse, celui-ci nia son rôle de tortionnaire et lança une procédure judiciaire contre moi et le Réseau Voltaire à la fois en France et au Liban où je résidais. En définitive, le professeur Seligman donnait instruction à ses avocats de cesser les procédures après que nous ayons publié une de ses lettres suivie d'une explication de texte [4]. Martin Seligman poursuivit identiquement tous ceux qui traitèrent ce sujet, comme Bryant Welch du Hunffington Post [5].

## Et maintenant

**La sénatrice Diane Feinstein est courageusement parvenue à publier une partie de son rapport, malgré l'opposition de l'actuel directeur de la CIA, John Brennan, jadis chargé de contrôler ce programme de torture.**

Le président Barack Obama a annoncé qu'il ne poursuivrait aucun des responsables de ces crimes, tandis que des défenseurs des Droits de l'homme se battent pour que les tortionnaires soient traduits en justice. C'est le moins que l'on puisse faire.

Cependant, les vraies questions sont ailleurs : pourquoi la CIA a-t-elle commis de tels crimes ? Pourquoi a-t-elle fabriqué des aveux permettant de relier artificiellement Al-Qaïda aux attentats du 11-Septembre ? Et par conséquent, Al-Qaïda n'ayant aucun rapport avec les attentats du 11-Septembre, qui donc la CIA a-t-elle cherché à protéger ? Enfin, le programme de la CIA ne concernait que 119 cobayes humains, que sait-on des 80 000 prisonniers secrets de l'US Navy ?

## Thierry Meyssan

Notes

[1] « Study of the CIA's Detention and Interrogation Program - Foreword, Findings and Conclusions, and Executive Summary », US Senate Select Committee on Intelligence, 9 décembre 2014.

[2] Cf. L'Effroyable imposture, suivi de Le Pentagate, par Thierry Meyssan, préface du général Leonid Ivashov, Demi-Lune éd.

[3] « Le secret de Guantánamo », par Thierry Meyssan, dnako (Russie), Réseau Voltaire, 28 octobre 2009.

[4] « Une lettre de Martin Seligman », par Martin Seligman, Réseau Voltaire, 20 juin 2010.

[5] « Fort Hood : A Harbinger of Things to Come ? », Bryant Welch, Hunffington Post, 18 mars 2010. Et le droit de réponse : « A Response to Bryant Welch », Martin Seligman.

Réseau Voltaire International  
15 décembre 2014

# Lettre de Janvier à Obama : la dernière

Par Jacqueline ROUSSIE

Monsieur le Président,  
Comme des millions de personnes attachées à la liberté, j'ai eu une immense émotion en apprenant votre décision de rendre la liberté aux trois derniers des cinq cubains si injustement emprisonnés aux USA. Ce premier pas, ainsi que le rétablissement annoncé, des relations diplomatiques de votre pays avec Cuba, devrait ouvrir une nouvelle ère de respect mutuel entre vos deux pays.

Je ne doute pas que cette décision aura ajouté une touche de bonheur au sein même de votre famille pour ces fêtes de fin d'année. Avec cette lettre, qui est la soixante quatorzième que je vous écris, je voudrais vous parler d'un autre cas douloureux, passé sous silence, lié aux relations entre Cuba et les Etats-Unis, celui d'Ana Belén Montes. Ce cas aurait quelque chose à voir avec ce « mystérieux espion cubain » que les autorités cubaines ont libéré avec Alan Gross. Vous n'avez pas encore mentionné son nom, mais selon la revue Newsweek, cet homme est vraisemblablement Rolando Sarraff Trujillo qui, alors qu'il travaillait à la direction de l'Intelligence Cubaine, était au service de la CIA.

Ce Rolando Sarraff Trujillo serait à l'origine de l'arrestation des Cinq, et aussi de celle d'Ana Belén Montes.

Cette dernière a été arrêtée le 20 septembre 2001 à l'âge de 44 ans, pour activités d'espionnage au bénéfice de Cuba. Elle a été condamnée en octobre 2002 à 25 ans de réclusion. Elle a échappé de peu à la condamnation à mort. Elle est depuis dans une cellule d'isolement de la prison du Federal Medical Center, située dans les installations de la base aéronavale Fort Worth, au Texas. Elle est sans courrier, avec pour seules visites, celles de sa proche famille. Elle ne peut avoir de relations avec aucune détenue, ni téléphoner, ni recevoir de journaux, ni même regarder la télévision ; personne ne peut s'enquérir de sa santé. Elle n'existe qu'en tant que la prisonnière FMC 25037-016.

Avant son arrestation, elle était un haut cadre à la DIA (Defense Intelligence Service), et donc connaissait tout en matière de politique hostile de son pays envers Cuba. Elle a déclaré après avoir eu connaissance de sa sentence : (...) Votre honneur, je suis devant vous



Ana Belén Montes

aujourd'hui pour une activité à laquelle je me suis livrée parce que j'ai obéi à ma conscience plutôt qu'à la loi. Je crois que la politique de notre gouvernement vis-à-vis de Cuba est cruelle et injuste, profondément agressive, et je me suis sentie moralement dans l'obligation d'aider l'île à se défendre contre nos efforts de lui imposer nos valeurs et notre système politique. Nous avons fait preuve d'intolérance et de mépris à l'égard de Cuba depuis plus de 40 ans. Nous n'avons jamais respecté le droit pour Cuba de choisir sa propre voie vers ses propres idéaux d'égalité et de justice. Je ne comprends pas pourquoi nous devons continuer à dicter aux Cubains comment ils doivent choisir leurs dirigeants, qui peuvent ou ne peuvent pas être leurs dirigeants, et quelles sont les lois appropriées pour ce pays. Pourquoi ne pouvons-nous pas laisser Cuba poursuivre son propre chemin, comme l'ont fait les Etats-Unis depuis plus de deux cents ans

"Ma manière de réagir à notre politique Cubaine a peut-être été moralement condamnable. Peut-être que le droit pour Cuba d'exister libre de toute pression politique ou économique ne justifie pas les informations secrètes que j'ai transmises pour l'aider à se défendre. Je peux seulement dire que j'ai fait ce qui me paraissait être juste pour réparer une grave injustice."

"Mon plus grand désir est de voir des relations amicales s'établir entre les Etats-Unis et Cuba. J'espère que mon cas contribuera d'une certaine manière à encourager notre gouvernement à abandonner sa politique hostile envers Cuba et à collaborer avec la Havane dans un esprit de tolérance, de respect mutuel, de compréhension..."

En fait à sa façon, Ana Belén Montes obéissant à sa conscience, a été précurseur des prémices des nouvelles relations entre Cuba et les Etats-Unis qui s'établissent aujourd'hui.

Cette femme qui mérite tout notre respect, si elle était à son tour libérée, mettrait un point final aux arrestations douloureuses liées à des décennies de politique scandaleuse de votre pays envers Cuba.

Ana Belén Montes graciée, monsieur le Président, nous donnerait la belle image de votre gouvernement prêt à abandonner sa politique hostile envers Cuba et à collaborer avec La Havane dans un esprit de tolérance, de respect mutuel, de compréhension.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

Le premier janvier 2015  
Jacqueline Roussie  
64360 Monein (France)

à  
Monsieur le Président Obama  
The White House,  
1600 Pennsylvania Avenue N.W.  
Washington DC 20500 (USA)

Copies envoyées à : Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Kathryn Ruemmler et à Messieurs. Joe Biden, John F. Kerry, Rand Beers, Harry Reid, Eric Holder, Denis MacDonough, Neil Eggleston, Rick Scott, et Charles Rivkin, ambassadeur des Etats-Unis en France.

PS : Je vous joins les paroles de la chanson « Ana Belén Montés » écrite par le chanteur David Rovics.

(Voir page 18 David Rovics, l'éternel rebelle)

## Chanson pour Ana Belén Montés

Le juge a dit : vingt-cinq ans  
Puis il a tapé avec son marteau et opiné du chef

Vous avez mal agi, vous avez trahi notre confiance

Maintenant, nous vous tenons et vous avez perdu

A présent vous passerez des décennies derrière des barreaux d'acier ;

Vous pensiez pouvoir vous jouer de nous, mais là c'est du vrai

Vous donniez des secrets à l'ennemi

Vous allez maintenant vivre en prison sur la terre de la liberté

Je voudrais juste vous remercier pour tout ce que vous avez fait

Aujourd'hui je suis déchiré

Ana Belen Montes, vous êtes un espion comme je les aime

continued from page (9)

But on Feb. 3, 2009, two days before the official announcement, Haiti's Provisional Electoral Council (CEP) President Frantz Verret and Director Pierre-Louis Opont told the embassy that the CEP had "decided to exclude all Fanmi Lavalas candidates from the upcoming Senate elections, based on a what Embassy and others believe is a strained reading of the electoral law, and the fact that two FL factions submitted competing candidate lists." Deputy Chief of Mission Thomas Tighe wrote in a Feb. 4, 2009 cable.

The CEP officials told the U.S. embassy that "since none of the FL candidates' registration documents bears the authorization of party leader Jean Bertrand Aristide, Haiti's electoral law dictates their exclusion," Tighe wrote.

After the ruling, Narcisse "submitted to the CEP on February 9 a mandate purportedly signed by Aristide authorizing her to designate FL candidates for elections, as well as to assume other authorities of the party leader." Ambassador Sanderson wrote in a Feb. 11, 2009 cable. "The document, dated April 27, 2004 in Jamaica and typed in French, is Narcisse's response to CEP officials..."

Here is where Hériveaux politically stabbed Narcisse in the back, the cables show. The same day, Hériveaux "told the press February 9 that he was surprised by the existence of this document [i.e. Aristide's signed letter]," thereby ending his "uneasy alliance with Narcisse since November 2008," according to Sanderson. Already Hériveaux had "privately signaled [to the U.S. embassy] his willingness to talk with Cristalin" and his "moderate" faction, which claimed Narcisse's "docu-

ment is not authentic" but "was created by superimposing the text on a photocopy of Aristide's signature."

Cristalin and the "moderates then submitted their own list of candidates to the CEP that was identical, but for one name," to Narcisse's list. This managed "to bring Senator

Rudy Hériveaux and Deputy Sorel Francois over to their camp." Sanderson explained in a Feb. 17, 2009 cable, but "lacking the Aristide endorsement that the CEP had demanded, the new list was also rejected out of hand."

The conflict between Narcisse and Cristalin/Neptune factions continued for some time after FL's disqualification in February 2009, but Hériveaux, "who has made overtures to both sides in recent months, remains isolated from both groups," Sanderson explained in a May 29, 2009 cable which relates a May 4, 2009 meeting between the U.S. Embassy's political counselor and Dr. Narcisse. "While Narcisse seemed to hold open the possibility of compromise with FL moderates such as Neptune and Cristalin, she dismissed Senator Rudy Hériveaux as in no way authorized to speak for or lead FL. Narcisse claimed that the electoral authority had offered to accept the Lavalas Senate slate if Narcisse and Hériveaux jointly endorsed the party list, but she had refused to sign, because to do so would have implied recognition of Hériveaux as a Lavalas representative."

**Hériveaux and his former allies today**  
Hériveaux and his "moderates" were never successful in taking over the FL during Aristide's exile in South Africa, but ironi-

cally, since Aristide's return to Haiti on Mar. 18, 2011, at least one of them has managed to find a key role in the party.

Former Sen. Louis Gérard Gilles, who was one of Hériveaux's closest allies, now sits on the Narcisse-led FL Executive Committee with Aristide's benediction. Nevertheless, Gilles is distrusted by the Lavalas base for today advocating negotiations with President Martelly, who is barely clinging to power in the face of almost daily demonstrations demanding his resignation.

Former Deputy Jonas Coffy, another Hériveaux collaborator, became the leader of the Haitians for Haiti, founded by former prime minister Yvon Neptune. Phélito Doran, another Haitians for Haiti leader, is Martelly's Minister for Liaison with the Parliament. Nonetheless, in October 2014, Coffy's party joined the launching of the Platform of Dessalines Children (PPD), which has been calling for Martelly's resignation. Eventually, the contradictory positions of Haitians for Haiti caught up to Coffy when he, like Gilles, advocated negotiations with Martelly, and the PPD expelled him.

Nonetheless, Hériveaux, as Martelly's Communications Minister, remains the most reviled of the "Lavalas moderates." Today, he is the butt of popular jokes and scorn for calling anti-government protestors "cockroaches." The secret U.S. diplomatic cables, given by WikiLeaks to *Haiti Liberté*, paint the portrait of a consummate opportunist, who, as U.S. Ambassador Kenneth Merten observed in a Nov. 10, 2009 cable, never enjoyed as a political leader either "formal authority or grassroots support."

# Nicolas Maduro envoie une lettre « aux Cinq »



De gauche à droite : Gerardo Hernandez, Fernando Gonzalez, Antonio Guerrero, René Gonzalez et Ramon Labanino

Président de la république Bolivarienne du Venezuela  
Caracas, 20 décembre 2014

Héros et frères,  
Gerardo Hernandez Nordelo  
Antonio Guerrero Rodriguez  
Ramon Labanino Salazar  
Fernando Gonzalez Llorc  
René Gonzalez Schwerert

Infinie fut notre joie en vous voyant jeudi dernier, marcher sur la terre révolutionnaire de Cuba. Je ne pense pas exagérer en disant qu'à ce moment là, les frontières ont disparu : l'allégresse partagée fut une seule dans toute la Grande Patrie.

En vous, compagnons, en l'exemplarité transcendante de chacun d'entre vous, respandit la dignité du Peuple cubain et de toute notre Amérique. La loyauté et l'engagement que vous avez incarnés dans les prisons étasuniennes traduisent de façon exacte les paroles de l'Apôtre : « c'est seulement dans l'accomplissement triste et austère du devoir que se trouve la véritable gloire ». Vous vous êtes couverts de gloire : c'est la récompense pour le sacrifice accompli par un révolutionnaire quand il est authentique et abandonne tout au service de sa Patrie.

Vous n'avez pas plié devant l'acharnement de l'empire et vous

J'ai obéi à ma conscience plutôt qu'à la loi, avez-vous dit lors de votre procès secret

Vous n'avez rien gagné pour votre travail, votre fichier déclassifié le prouve  
Des plans d'assassins des Etats-Unis vous avez averti les Cubains

Et fait d'autres bonnes actions dont ils ne nous parleront jamais

Mais ici sous ce soleil cubain  
Je voudrais juste vous remercier pour tout ce que vous avez fait

Aujourd'hui je suis déchiré  
Ana Belen Montes, vous êtes un espion comme je les aime

Haut placée dans les rangs du mi-

avez fait face avec un courage admirable à toutes les difficultés et toutes les adversités. Gerardo, Ramon, Tony, René et Fernando : nous revendiquons aujourd'hui à travers vous la lutte de tous les Peuples qui ne renoncent pas à leur détermination à être libres. Et je sais que du ciel des justes, le Commandant Chavez se réjouit avec nous.

La lumière qui éclaire le témoignage de vos prouesses est le sens et la raison d'être du Peuple de Marti : le Peuple qui a tant espéré votre retour, le Peuple qui voit en votre libération la fin définitive du blocus criminel auquel Cuba a été soumise pendant 55 ans.

Seul l'amour fait naître la mélodie... Je reviens à ce vers de Marti pour reconnaître en vous la chanson d'amour la plus pure, pour Fidel, pour Raul et pour l'héroïque Peuple Cubain. Je vous embrasse et avec moi, vous embrassent tout le peuple fraternel de Bolivar et de Chavez qui vous gardaient toujours dans leurs cœurs.

Toujours unis et dans la bataille !  
Chavez vit et la lutte continue !  
Hasta la victoria siempre !  
Indépendance et Patrie Socialiste

Viviremos y venceremos !

Cuba debate 21 décembre 2014  
Traduit par irisinda  
LGS 26 décembre 2014

ministère de la défense, vous avez servi le bien commun

Travaillant seule, nuit et jour, vous n'avez fait que ce vous deviez

De tous les grands que j'ai connus, il y en a peu qui soient plus grands

Qu'une femme qui obéit à une loi supérieure, et que le juge appelle traître

Mais ici sous ce soleil cubain  
Je voudrais juste vous remercier pour tout ce que vous avez fait

Aujourd'hui je suis déchiré  
Ana Belen Montes, vous êtes un espion comme je les aime

LGS 27 décembre 2014

## LACROIX MULTI SERVICES

Tel: 718-703-0168 \* Cell: 347-249-8276

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair





### Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.  
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la  
Communauté Haïtienne  
à New York

### Joel H. Poliard M.D., M.P.H.

Family and Community  
Medicine  
Public health and Pediatrics



5000 N.E. Second Ave,  
Miami FL, 33137

tel. (305) 751-1105

## SINCÈRES REMERCIEMENTS

Suivant qu'il a été annoncé dans les colonnes de *Haiti Liberté* la semaine dernière, ce fût dans l'après-midi du Samedi 27 Décembre 2014 qu'ont été chantées les funérailles de Madame Sanélie Florestal à la Salle d'assemblées des Témoins de Jéhovah au 12700 Boulevard Métropolitain Print aux Trembles, Mont Réal Québec, entourée d'une nombreuse assistance de parents et d'amis es venus tant du Canada que de la Floride; de New-York que de Boston; de New-Jersey que d'Haïti, pour un dernier adieu à cette femme généreuse, honnête et vertueuse que fût Sanélie. Ainsi, les familles remercient tous ceux et celles qui ont payé de leur présence pour venir les assister et les reconforter dans ce moment funeste et difficile et les prient de trouver ici l'expression de leur grande reconnaissance.

Signé  
Ducas Florestal

### Suite de la page (4) WikiLeaks révèle: Rudy Hériveaux en «contact étroit» avec l'ambassade américaine !

Elle a conclu à tort que Hériveaux et sa branche de « FL semble être en train de prêcher la doctrine qu'il fallait qfin de se mettre politiquement en position de domination. »

Comme, la « doctrine qu'il fallait » n'a pas fonctionné, et que les masses haïtiennes ne se sont pas laissées duper par les gesticulations de Hériveaux et son groupe. Moïse Jean-Charles a battu Nahoum Marcellus haut la main dans la course électorale de 2009 pour le Sénat. Aujourd'hui Marcellus, comme Hériveaux, sont devenus des alliés du Président Michel Martelly ; quand le sénateur Moïse Jean-Charles, lui est devenu l'un des dirigeants les plus éminents du soulèvement national en cours, dénonçant la corruption de Martelly et exigeant sa démission.

Même si elle a perçu la clique de Hériveaux comme « instruite et politiquement avertie, » Sanderson a reconnu qu'ils avaient des « différences idéologiques » avec la « base des partisans » de FL et que cela « reste un obstacle à la restructuration du parti » sous la direction de Hériveaux.

### La trahison de Hériveaux lors de la controverse de l'élection de 2009

Les câbles de l'ambassade américaine retraçant comment au début de 2009, le Comité exécutif de FL du Dr Maryse Narcisse a brièvement conclu une alliance avec Hériveaux lors d'un conflit interne FL avant les élections législatives d'avril 2009. Narcisse et Hériveaux proposèrent une liste de candidats tandis qu'une autre faction « modérée », dirigée par l'ancien Premier ministre d'Aristide, Yvon Neptune et l'ancien Président de la Chambre des Députés Yves Cristalin, en proposait une autre.

Dans un câble du 30 janvier 2009, Sanderson a écrit à Washington que « la force organisationnelle et populaire relative » du Comité exécutif FL a donné à l'alliance Narcisse/Hériveaux un « avantage dans le différend » avec le groupe Neptune/Cristalin.

Mais le 3 février 2009, deux jours avant l'annonce officielle, le président du Conseil électoral provisoire d'Haïti (CEP) Frantz Verret et le directeur Pierre-Louis Opoint ont dit à l'ambassade que le CEP avait « décidé d'exclure tous les candidats de Fanmi Lavalas des prochaines élections sénatoriales sur la base de ce que l'Ambassade et d'autres croient être une lecture forcée de la loi électorale, et le fait que deux factions FL ont soumis des listes de candidats en concu-

rence », selon ce qu'a écrit le chef de mission adjoint Thomas Tighe dans un câble du 4 février 2009.

Les fonctionnaires du CEP ont dit à l'ambassade américaine que « puisque aucun des documents d'enregistrement des candidats FL ne porte l'autorisation du chef du parti Jean Bertrand Aristide, la loi électorale d'Haïti dicte leur exclusion, » selon ce qu'a écrit Tighe.

Après cette décision, Narcisse « a soumis au CEP, le 9 Février, un mandat prétendument signé par Aristide, l'autorisant à désigner les candidats FL pour les élections, et à assumer d'autres responsabilités du chef du parti », a écrit l'ambassadeur Sanderson dans un câble du 11 février 2009. « Le document, en date du 27 Avril 2004, en provenance de la Jamaïque et tapé en français, est la réponse de Narcisse aux fonctionnaires du CEP... »

Voici où Hériveaux a politiquement poignardé Narcisse dans le dos, ainsi que les câbles le démontrent. Le même jour, Hériveaux « a déclaré à la presse, le 9 février, qu'il a été surpris de l'existence de ce document [c'est à dire la lettre signée d'Aristide], » mettant ainsi fin à son « alliance précaire avec Narcisse depuis Novembre 2008, » selon Sanderson. Déjà Hériveaux avait « en privé signalé [à l'ambassade des États-Unis] sa volonté de parler à Cristalin » et sa faction « modérée », qui avaient prétendu que « le document [de Narcisse] n'est pas authentique » mais « a été créé par la superposition du texte sur une photocopie de la signature d'Aristide. »

Cristalin et les « modérés ont ensuite soumis au CEP leur propre liste de candidats identique » à celle de Narcisse « sauf pour un seul nom ». Ce qui eut pour effet « d'amener le sénateur Rudy Hériveaux et le député François Soré dans leur camp », c'est ce que Sanderson a expliqué dans un câble du 17 février 2009, mais « manquant l'approbation d'Aristide que le CEP avait demandée, la nouvelle liste a également été rejetée sur le champ ».

Le conflit entre la faction de Narcisse et celle de Cristalin / Neptune a continué pendant un certain temps après la disqualification de FL en Février 2009, mais Hériveaux, « qui a fait des ouvertures aux deux parties au cours des derniers mois, reste isolé des deux groupes, » selon ce que Sanderson a expliqué dans un câble du 29 mai 2009, concernant une réunion du 4 mai 2009 entre le conseiller politique de l'ambassade américaine et le Dr Narcisse. « Alors

que Narcisse semblait garder ouverte la possibilité d'un compromis avec les modérés FL tels que Neptune et Cristalin, elle a rejeté le sénateur Rudy Hériveaux nullement autorisé à son avis à parler au nom de FL encore moins à en être le leader. Narcisse a affirmé que l'autorité électorale avait offert d'accepter la liste de candidats Lavalas au sénat si Narcisse et Hériveaux approuvaient conjointement la liste du parti, mais elle avait refusé de signer, parce que ce faisant reviendrait à reconnaître Hériveaux en tant qu'un représentant de Lavalas ».

Hériveaux et ses « modérés » n'ont jamais réussi à prendre la direction de FL pendant l'exil d'Aristide en Afrique du Sud ; mais, de façon ironique, depuis le retour d'Aristide en Haïti le 18 mars 2011, au moins un d'entre eux s'est arrangé pour trouver un rôle clé dans le parti.

L'ancien sénateur Louis Gérard Gilles, qui était l'un des plus proches alliés de Hériveaux, siège maintenant au Comité exécutif de Fanmi Lavalas, sous la direction du Dr. Maryse Narcisse avec la bénédiction d'Aristide. Néanmoins, la base de Lavalas se méfie de Gilles qui aujourd'hui préconise des négociations avec le Président Martelly, qui s'accroche de justesse au pouvoir face à des manifestations quasi quotidiennes exigeant sa démission.

L'ancien député Jonas Coffy, un autre collaborateur de Hériveaux, est devenu le leader de Ayisyen pou Ayiti, parti fondé par l'ancien Premier ministre Yvon Neptune. Phélito Doran, un autre leader de Ayisyen pou Ayiti, est ministre de Martelly pour les relations avec le Parlement. Néanmoins, en Octobre 2014, le parti de Coffy rejoint le lancement de la Plate-forme Pité Desalin (PPD), qui n'a cessé de réclamer la démission de Martelly. Éventuellement, les positions contradictoires du parti Ayisyen pou Ayiti ont fini par rattraper Coffy quand, comme Gilles, il a préconisé des négociations avec Martelly, donc là, le PPD l'a alors expulsé.

Néanmoins, Hériveaux, comme ministre de la Communication de Martelly, reste le plus honni des « modérés de Lavalas. » Aujourd'hui, il est l'objet de plaisanteries populaires et de mépris pour avoir traité les manifestants anti-gouvernementaux de « cafards. » Les câbles secrets américains diplomatiques, donnés par WikiLeaks à Haïti Liberté, peignent le portrait d'un opportuniste consommé, qui, ainsi que l'a observé l'Ambassadeur Kenneth Merten dans un câble du 10 novembre 2009, n'a jamais joué soit « d'autorité formelle soit de soutien de la base » en tant que leader politique.

### Suite de la page (4)

On savait que les forces occupantes au service des pays impérialistes dominant Haïti, n'allaient pas rester inactives. Ainsi, elles viennent de concocter ce lundi 29 décembre un quelconque accord tripartite pour essayer une fois de plus de sauvegarder leur atout Michel Martelly au pouvoir. Ils ont dicté à leurs laquais de signer ce pacte dit « tripartite ». Ainsi Michel Martelly pour l'Exécutif, Dieuseul Simon Desras le récalcitrant pour la galerie, homme de paille

sans aucune conviction et Stevenson Jacques Timoléon pour le Parlement, ainsi que Anel Alexis Joseph du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, se sont mis d'accord pour prolonger le mandat des parlementaires.

Au point 5 de cet accord, il est prévu que les députés resteront en poste jusqu'au 24 avril 2015 et les sénateurs au 9 septembre 2015. Toujours dans ce document, l'exécutif prend l'engagement de former un Conseil électoral inspiré de l'esprit de

l'article 289 de la constitution. Une fois mise en place, en janvier prochain, cette nouvelle structure électorale aura 120 jours pour organiser les prochaines élections.

L'accord prévoit également la convocation à l'extraordinaire de la

chambre des députés. Ces derniers vont devoir travailler entre autres sur le vote des amendements à la loi électorale, la ratification de la politique générale du premier ministre nommé Evans Paul et de son gouvernement, le vote de certaines lois dont celle sur

le fonds national de l'éducation ; tout cela avant le 12 janvier. Brrrr !

Face à ce « pacte tripartite », les forces populaires doivent donner une réplique appropriée, montrer aux ennemis des masses que rien ne pourra arrêter un peuple en mouvement.

## L&M COMPLETE

### Auto Service

- Engine Work • Brakes
- Transmissions • Electric System
- Tune-up • Tires • Starters • Etc.

4911 Avenue H  
(corner Utica Avenue)  
Brooklyn, NY 11234

Nou pale kreyòl!

Ask for Serge  
347.965.6541

## VLC AUTO REPAIR

- Engines • Transmissions
- Brakes • Starters
- Oil Change • Alternators
- Inspections

547 Albany Ave. Brooklyn, NY 11203  
Nou pale kreyòl!  
718.363.2873

## BED STAR


### Car & Limo Service

- 24 Hour Radio Dispatched
- Fast Response • All Airports

528 Empire Blvd., Bklyn, NY 11225  
718.771.2299

## LA DIFFERENCE AUTO SCHOOL

### LEARN TO DRIVE



La Différence Auto School

836 Rogers Avenue  
(between Church Avenue & Erasmus Street)  
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère

Tel: 718-693-2817  
Cell: 917-407-8201

## GREAT LEGACY AUTO SCHOOL



"At Great Legacy We Convert Your Fears Into Confidence"

8402 Flatlands Avenue  
Brooklyn, NY 11236  
(718) 676-4514  
(718) 942-4242

Martine Dorestil, Owner  
Danny Dorestil, General Manager

5 Hour Classes  
Defensive Course Saturday 9AM

## Marc Tire Shop



### Tires Repaired:

Plugs, Patches, Balancing  
New Tires, Used Tires  
Battery Recharged  
New Batteries

Mande pou Sergo!

2916 Farragut Road  
Brooklyn, NY 11210  
718-434-9069

sales se lavent en famille, dit-on. Les nombreux contrats déjà négociés avec terme de référence à l'appui par l'ex-Premier Ministre Jean Max Bellerive ont été revus, corrigés et renégociés au détriment de l'Etat par Laurent Lamothe. Donc, le président est solidairement responsable du désordre administratif et financier orchestré par le Premier Ministre démissionnaire qui a vite fait de laisser le pays pour ne pas être l'objet de mandat d'arrêt de la part de la justice. D'ailleurs, les avocats, Newton Saint-Juste et André Michel ont déjà déposé au Parquet de Port-au-Prince une plainte contre l'ex-chef de la Primature, Laurent Lamothe pour "corruption et gabegie".

Le président Martelly sera de toute façon éclaboussé par n'importe quel scandale au niveau de la Primature où la gestion des affaires de l'Etat a été faite de façon approximative. Les ressources de l'Etat étaient gérées et continuent de l'être comme bien personnel de M. Lamothe. Pour mieux assurer la transition à la Primature, le Président en bon manoeuvrier a fait sortir une liste de cinq "personnalités premier ministres" pour amuser l'opinion, donnant ainsi conversation à tous ceux et toutes celles qui sont passionnés de politique. Ces personnalités sont tous des proches du Chef de l'Etat en passant par Evans Paul de la KID qui était membre de la Commission Consultative, Jude Harvey Day, ancien Ministre de la Planification, Charles Jean-Jacques, Ministre démissionnaire des Affaires Sociales, Duly Brutus, Ministre démissionnaire des Affaires Etrangères et des Cultes. Il fut, à titre de Député du peuple, un fervent supporteur du Coup d'Etat militaire de septembre 1991 qui a fait plus de quatre mille morts, selon des organisations de droits humains. Wilson Laleau, ministre démissionnaire du Commerce et de l'Industrie.

Le Président Martelly qui a recueilli moins de sept cent mille voix au deuxième tour d'une élection présidentielle controversée sur

quatre millions et demi de citoyens en âge de voter, veut diriger le pouvoir sans partage, alors que le pays s'engouffre dans une crise politique et économique sans issue... Par cette décision de nommer un Premier Ministre par intérim, Mr. Martelly consacre de fait la fin des négociations avec la classe politique pour une sortie de crise acceptable avant le 12 janvier 2015 date qui consacra la caducité du Parlement. Il donne ainsi raison au MOPOD et à la Plate-Forme Pitit Dessalines qui avaient boudé une invitation du Palais National pour des entretiens politiques avec le Chef de l'Etat. Ces organisations ont fait remarquer que la seule issue à cette crise est le départ sans condition de M. Martelly. D'ailleurs, elles ont projeté d'autres manifestations de rue pendant toute la saison des fêtes.

Les proches de Sophia Martelly qui jubilent après la nomination du Dr. Duperval, se sont plaints du fait que Laurent Lamothe s'est accaparé de tout, même du plus petit contrat pour la fourniture de bureau et du matériel informatique à des Ministères. Pourquoi Madame Duperval a-t-elle été choisie pour occuper ce poste même momentanément? Serait-elle la seule qui peut nettoyer "les écuries d'Augias" en faveur de son clan conduit par son mentor Sophia Martelly? Pour l'instant, le clan Sophia Martelly fait la fête et se réjouit du fait que l'homme le plus puissant sur l'échiquier s'est retiré sur la pointe des pieds sans le moindre respect des convenances pour liquider les affaires courantes en attendant l'installation d'un nouveau Premier Ministre ratifié par le Parlement en vertu de la Constitution haïtienne.

Entre temps, le Chef de l'Etat se démène comme un beau diable dans son bédouin pour trouver un successeur à Laurent Lamothe. Il mène des consultations avec la classe politique depuis tantôt une semaine, suite au rapport d'une Commission Présidentielle qui lui a recommandé entre autres le départ du Premier Ministre Lamothe, le renvoi des neufs mem-

bres du Conseil Electoral et du Président du CSPJ, Me Arnel Alexis. M. Martelly a le vent en poupe, même s'il est pressuré par l'international, notamment le Core Group qui lui demande de doter au plus vite le pays d'un nouveau gouvernement et d'un Conseil Electoral pour l'organisation des joutes à venir.

Pourtant la classe politique se bouscule pour rencontrer le président Martelly dans l'espoir de trouver un poste ministériel ou de Directeur Général. Au nombre desquels figurent le groupe des quatre composés de Kontra Pèp, Inite, Fusion des Socio-démocrates et Ayisyen pou Ayiti ; des représentants du Groupe des vingt-deux partis et partucules politiques ainsi que l'Organisation du peuple en Lutte (OPL) avec qui le président Martelly avait eu le jeudi 18 Décembre des pourparlers dans le cadre d'une sortie de crise.

Le coordonnateur du Peuple en Lutte (OPL) Sauveur Pierre Etienne dont le nom figure sur une liste des premiers ministres estime que la préoccupation première de sa formation politique est la tenue d'élections transparentes, honnêtes et libres dans le pays dans un environnement viable. Il a plaidé entre temps pour la prorogation du mandat des parlementaires pour éviter, dit-il, un vide institutionnel le 12 janvier prochain. Sauveur Pierre Etienne qui dit n'être pas intéressé ni de près ni de loin au Poste de Premier Ministre pour n'avoir pas eu de majorité au parlement, était un fervent défenseur de l'Accord d'El Rancho auquel il avait pris une part active.

Le Député Saurel Jacinthe du parti INITE fondé par l'ex-président René Préval presque à la fin de son mandat n'était pas trop abondant, se contentant de déclarer qu' "il n'y a pas eu encore d'accord politique avec le président Martelly". Parallèlement, Michel Martelly passe à l'offensive et met son plan en œuvre. Il se croit mettre de la situation au moment où c'est l'opposition qui, dans le cadre de négociations sérieuses, devrait lui choisir un premier ministre de

consensus. Et dans ce cas précis, le consensus devrait être trouvé avant la désignation du nouveau premier ministre. Sans ce consensus, il n'y aucune possibilité pour un premier ministre d'être ratifié au parlement, notamment au Sénat de la République.

La Plate-forme "Pitit Dessalines" fraîchement créée à la faveur des manifestations de rue a boudé l'invitation du président Martelly. Assad Volcy (OTAN), ancien employé de René Préval au Palais National qui faisait office de porte-parole dit ne pas reconnaître l'autorité du président. Il croit que M. Martelly devrait plutôt démissionner avant la fin de l'année. Même son de cloche du côté du regroupement politique MOPOD qui dit poursuivre la mobilisation dans les rues pour obtenir le départ de Martelly qui représente l'autre corne du Taureau. Cette Plate-forme a été l'objet de contestation de la part de Biron Odigé et consorts. M. Odigé de la FOPAK s'est plaint du fait que la Plate-forme a été mise en place sans son accord au préalable, alors qu'il était joignable dans les geôles de la prison ou il était incarcéré avec d'autres camarades pour ses convictions politiques, s'était-il confié sur les ondes de Scoop FM. Pour l'instant, la Plate-forme "Pitit Dessalines" et MOPOD sont les deux seules entités à pouvoir continuer la mobilisation anti-Martelly sur le macadam pour réclamer sa démission avant la tenue des prochaines élections dans le pays.

Fanmi Lavalas, une organisation politique qui a fait l'expérience en deux fois du pouvoir est en train de jouer sur deux tableaux à la fois. Par la voix de son candidat désigné à la présidence, Maryse Narcisse, Fanmi Lavalas dit tenir haut la flamme de la mobilisation dans les rues pour la satisfaction des revendications du peuple haïtien. Le Staff dirigeant conduit par Maryse Narcisse a eu des pourparlers politiques avec le Chef de l'Etat sur la crise. "Nous avons été rencontrer le Chef de l'Etat pour l'écouter", a lancé Maryse Narcisse,

la Coordinatrice du Comité Exécutif de Fanmi lavalas.

Justement, les yeux sont rivés sur l'organisation politique Fanmi Lavalas "la principale et véritable force politique" du moment. Il est relayé dans les milieux diplomatiques à Washington que l'ex-président Aristide aurait déjà reçu chez lui à Tabarre plusieurs diplomates de haut rang sur la solution de la crise.

La mobilisation de rue n'a pas perdu de sa valeur ni de sa substance politique. Ils étaient plusieurs milliers à cracher leur opposition à Michel Martelly qui continue de faire la sourde oreille, face aux revendications de la population résumées pour l'instant en un seul point à savoir son départ du pouvoir. Chauffés à blanc et emmenés par des représentants de la Plate-forme "Pitit Dessalines, du MOPOD et de Fanmi Lavalas, les manifestants ne veulent plus entendre parler de négociation avec le Chef de l'Etat haïtien. Aucune négociation n'est possible avec le président Martelly, en dehors des discussions pour lui permettre de préparer son départ du pouvoir" ont indiqué des membres de la Table de concertation. Ils appellent à la formation d'un gouvernement de transition devant organiser des élections générales avec un nouveau conseil électoral provisoire et dans le meilleur délai. " Tant que Michel Martelly sera au palais, la paix et la sérénité qu'il faut pour organiser de bonnes élections" ne viendront pas, ont-ils fait savoir.

Pour l'instant, les dés sont jetés pour Michel Martelly qui se trouve entre le marteau et l'enclume politiques. Le 12 janvier 2015 reste une date butoir. La démocratie quelle que balbutiante qu'elle soit est irréversible. Personne ne peut prétendre ramener le pays en arrière à l'époque des Duvalier où la parole était bannie et les droits de la personne annihilés. La République doit survivre. Les institutions démocratiques ayant failli, il ne reste que le pouvoir de la rue pour trancher dans un sens ou dans un autre.

Jacques Kolo Pierre

offre politique, respectueuse de l'extension des droits sociaux ( accès à l'éducation, à l'alimentation, à la santé...). Les dominés veulent, et ce n'est pas nouveau, le changement de leurs conditions de vie.

Mais la contestation est aussi le résultat des effets des pratiques de domination. C'est la deuxième hypothèse. Au début de notre analyse, nous avons tenté de cerner les causes actuelles de la contestation ; mais depuis dimanche 21 décembre, l'opinion publique apprend la nomination d'un premier ministre par in-

terim. Le problème ce n'est pas la désignation de la personne, mais c'est l'effet qu'elle induit sur les populations, et notamment sur les manifestants. La désignation du premier ministre intérimaire procède de la même logique créatrice de tensions et qui a concouru à la crise entraînant la démission de Laurent Lamothe. Et la désignation de Paul et celle de Madame Guillaume appartiennent au même processus, aux mêmes modes de gouvernement. Ceux-ci induisent des effets sur les dominés. Puisque le premier ministre intérimaire et les quatre noms des anciens premiers

ministres pressentis appartiennent au clan présidentialiste, on peut comprendre l'instinct de survie du président de la République qui tente de sacrifier l'avenir politique d'Evans Paul, si réellement ce dernier avait un futur politique. Et sa présence active depuis sa désignation sur l'arène politique, comme c'est le cas depuis l'Accord d'El Rancho, vise à freiner le mouvement de contestation qui traverse l'une des périodes les plus glorieuses depuis 1986. Le pouvoir se construit dans un rapport de forces et la survie du pouvoir mickiste ne sera que le résultat de renversement

de luttes fractionnelles au sein des dominés. A ce jeu, M. Paul prend le risque de sécréter une nouvelle vague contestataire, face à un président jouissif et dépensier qui ne lui laisse pas de grandes marges de liberté pour nourrir ses réseaux de « grands mangeurs ».

L'initiative présidentielle de proposer le nom d'Evans Paul est un test qui risque de renforcer la contestation, puisqu'elle donne une lecture confirmée des « pratiques de domination ». Ce sont elles qui ont forgé des grilles de « compréhension », d'expression des revendications

en termes de participation politique, de respect, de protection de leur leader, de dignité, d'accès au bien être. Le pouvoir dominant tel qu'il apparaît depuis 2011 traverse l'une de ses crises parce qu'il symbolise l'anti-patriotisme, la mise en croix de la souveraineté d'Haïti au gré des logiques de puissance nord-américaine et européenne. D'où cette tentative persistante de manifestants de revisiter les rapports des deux représentants de la république fractionnée, l'une sous le commandement de Dessalines, l'autre sous Pétion.

J.N

**Greater Brooklyn Gastroenterology Care**

**Michel Jose Charles MD, FAGG, AGAF**  
Board Certified Gastroenterology

**Office Locations**

3621 Glenwood Rd, Brooklyn NY 11210  
9408 Flatlands Ave, Brooklyn NY 11236  
1381-B Linden Blvd, Brooklyn NY 11212

**By Appointment Only**

Tel: 718-434-0202 / 718-869-1501  
E-mail: charlesmjcharles@hotmail.com  
"Giving care, one patient at a time."

**RADIO PA NOU**

1685 Nostrand Avenue  
Brooklyn, NY 11226

**67 Khz**

www.radyopanou.com

Depuis 2002

- Nouvelles
- Analyse
- Publicité

Fondateur: Jude Joseph

Bureau:  
(718) 940- 3861

Studio:  
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702  
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992  
(718) 469- 8511

**Soleil Radio d'Haïti**

**Radio Soleil d'Haïti**

Nouvelles • Opinion  
Analyse • Musique

www.radiosoleil.com

1622 Nostrand Avenue  
Brooklyn, NY 11226

(718) 693-1025  
(718) 693-5100  
(718) 693-7806

**Christine M. Mosse MD**



**Internal Medicine Board Certified**

2336 Second Avenue (at 120th Street)  
New York, NY 10035

Office hours by appointment

**212-987-5200**



Moniman José Martí

tout kolaboratè l yo pou pwofesyonalis yo ak kamaradri yo. Nou gen yon panse espesyal pou Eva, Fidelia ak Gisel ki te fè gwo jantiyès ak nou.

**Jounen travayè yo**

Selebrasyon 1e me a te yon kokennchenn espektak ki te dewoule sou « Plaza de la Revolución José Martí » ki te dekore pou sikonstans la ak foto jeyan yon bann gwo lidè sosyalis Kiben ak entènasyon. Manifestasyon sa a, yon veritab larivyè moun k ap desann nan yon melanj son ak koulè, te charye drapo ak pankat sou kadans chante revolisyone ak im masyal akonpaye ak eslogan chaje chalè patriyotik, an kominyon ak solidarite fratèl san (100) sitwayen trannsis peyi ki fòme brigad entènasyon ki te vin temwaye rekonesans yo pou revolisyon kibèn an ak senkant ane rezistans yo anba atak sistèm enperyalis la. Li te nòmal pou se plizyè kowòt jèn tout laj, ki reprezante avni nasyon an, ki te klotire mach efrayik sa a. Ekip netwayaj motorize ki t ap suiv manifestasyon an te ajoute yon nòt agreyab lè yo te tanmen travay la menm kote seremoni an te fini.

**Palè konvansyon**

Rankont Mondyal Solidarite ak Cuba nan Palè Konvansyon an te yon reyisiz, lè ou konsidere aspè solanèl kote a, nivo òganizasyon an, kalite pwotokòl la ak kontni mesaj yo.

. Ochan pou Santral Travayè Cuba a nan okazyon swasanndizyèm anivèsè li epi pou senkant lane revolisyon san rete.

. Sipò pou kanpay liberasyon senk ewo kibèn ki fèmen nan prizon meriken sou kont lenjistis.

. Denonsyasyon blokis kriminèl USA a kont Cuba.

. Rekonesans pwogrè sosyete kibèn an fè gras ak sistèm sosyalis la, sitou nan domèn lasante ak edikasyon.

. Ekspresyon gratitud pou rezilta koperasyon kibèn an avèk pèp toupatou nan non entènasyonalis.

Soti Havana pou rive Cienfuegos Vwayaj Havana/Cienfuegos 3 me a pou travèse Santa Clara 7 me te pèmèt nou apresye planifikasyon estrik anviwonman iben ak ritil la san konte pwòpte lari ak wout yo. Nou remake tou yon bon valè inite lojman ta merite yon kouch penti. Sejou nou nan otèl Pasacabellos la te hòtpòt. Sa ki te diferan ak rejim estrik kan an. Sèvis la te odyapazon sòf yon ti reta pou on detay yo lè konsa. Espèktak yo te wo nivo e yo te kite plas pou patisipasyon envite yo.

**Vizit nan yon lekòl pou atis**

Se byen domaj jou ki te 4 me a, aköz pa t gen ase tan, yo te oblije divize brigad

la an twa gwoup pou yo chak te chwazi vizite swa yon sant edikasyon espesyal, swa yon lekòl a, swa yon lekòl primè. Kwakilanswa, vizit Lekòl A Benny Moré a te divètisan e chaje ak enterè. Anplis plizyè pèfòmans elèv yo, ki pa t twò long e ki demontre metriz vwa yo, enstriman mizik yo ak teknik dans yo, Direktris la te montre li dispoze pou ba nou enfòmasyon. Li esplik nou metòd seleksyon elèv yo ki soti nan senk lokalite pwòch, opòtinite yo ofri yo pou pèfeksyon yo pita nan nivo reyional onson nasyon epi pataje orè yo ant kourikouloum regilye ak aprantisaj atistik.

**Komite defans revolisyon an**

Nan aswè nou te soti al rankontre ak Komité de Defensa de la Revolución (CDR) Kominote Simón Bolívar la epi familiarize nou ak travay komite a ki gen ladjan:

. Prezève inite pami manm komite note a

. Komemore dat ki enpòtan pou yo

. Òganize aktivite atistik ak kiltirèl pou fanmi travayè yo

Manm brigad la pa t manke fè tab gani yo onè (fwi yo te prepare espesyalman pou yo) pandan yo t ap dyaloge ak fanmi yo epi vizite inite lojman yo. Yon seri bèl ti kay desan, koperasyon aktif ant leta bolivaryen Venezuela ak Leta sosyalis Cuba a te pèmèt konstwi.

**Santral travayè yo**

Maten 5 me a te rezève pou travay pwodikitif kote nou te rankontre ak dirijan Santral Travayè Kiben ak Travayè Sosyal yo nan yon izin tretman fwi, apre nou te patisipe nan yon aktivite ranmase mango. Apre responsab yo te prezante tèt yo, yo te fè yon istorik òganizasyon an, wòl yo nan sistèm pwodiksyon an ak pwosede yo suiv nan izin nan. Yon kolasyon te mete bout nan sòti enstriktif sa a.

**Vizit nan yon rafinri**

Mèkredi 6 me vè 8 è 30 nan maten, nou fè yon kout pye nan Rafinri Camilo Cienfuegos, yon konplèks chimik enpozan ki te redemare nan 2006 avèk kolaborasyon Venezuela nan kad akò ALBA a (Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América). Komite ki te resevwa nou an, nan yon sal konferans plezan ak konfòtab, te kontan bay espikasyon sou fonksyonman izin nan. Li te reponn tout kesyon nou san detou, sitou sa ki konsènen itilizasyon kabiran ki anplis ak risk potansyèl gaz k ap sòti nan chemine yo ka genyen pou anviwonman an.

Vizit yon sant medikal Nan apremiti nou te gen opòtinite vizite PoliklinikFabio Di Celmo ki gen de sant pi lwen ki sou kontwòl li. Selon pawòl responsab la, yo ouvè 24 sou 24 e yo trete tout kalte maladi. Responsab la te prezante nou kolaboratè li yo epi akonpaye nou pou fè tou etablisman an pandan l ap founi nou enfòmasyon nesè ak kòmantè apwopriye. Apre sa gwoup la rankontre plizyè nan 23 etidyan (22 Ondriyen ak yon Venezyelyen) k ap patisipe nan Nouvo Pwogram Medsin Latino Ameriken an. Apranti doktè yo te montre bon volonte yo pou ranseye nou sou etid yo ak dewoulman pwogram lan.

lang ann Ayiti nan tout fasad li : « Vizyon pwoblematik lengwistik ayisyen an, ke m pataje avèk lòt kolèg, se yon vizyon sitwayen ki vle anbrase chan lengwistik la nan globalite li. Vizyon sa a fonde sou efektivite “dwa lengwistik” yo ak “dwa lang”. “ [Konsèp] dwa lang” lan, ki vle di e ki konsakre rekonesans ak primote lang matènèl la – kreyòl –, se yon dwa èt-imen fondamantal pou tout Ayisyen. Akozdesa, rekonesans dwa lang matènèl la dwe kore avèk lòt dwa fondamantal yo ki konsiyè nan Konstitisyon 1987 lan. “Dwa lang” bay Leta ayisyen obligasyon pou li mete lwa ki ale nan sans politik lengwistik li alafwa nan espas piblik la ak nan chan edikasyon. Se sèl garanti legal e enstitisyonèl yo, konsiyè okòmansman nan kad yon lwa amenajman lengwistik ki oblijan, ki kapab rasanble monokreyòl ayisyen yo alantou yon revandikasyon pou yo fè respekte dwa lang matènèl yo e fè li rekonèt e pwomote alafwa nan espas piblik la e nan chan edikasyon. » Nou dakò enfiniman avèk vizyon sa a, paske li rekonèt pwoblematik lengwistik ayisyen an gen plizyè fasad ki makonnen youn nan lòt, eke li enpòtan pou gen ann Ayiti yon nouvo lwa amenajman lengwistik ki òdone yon nouvo politik sou lang e ki korije enjistis lengwistik k'ap dire depi pliske de syèk la.

Berrouët-Oriol fè byen lè l kesyone otorite ak mwayen Akademi Kreyòl Ayisyen an genyen pou l ekzekite objektif li bay tèt li yo. Kòm ekzanp Berrouët-Oriol site de alinea nan atik 6 lwa sou Akademi Kreyòl la : 1) « [AKA ap] pran tout dispozisyon pou tout enstitisyon leta kou prive fonksyone nan lang kreyòl la selon prensip, regleman ak devlopman lang nan ; 2) « [AKA ap] pran tout dispozisyon pou ede popilasyon ayisyen an jwenn tout sèvis li bezwen nan lang kreyòl la. »

Berrouët-Oriol di objektif sa yo se majè, michan objektif yo ye, e li mande si yo « deklaratif, eksitatif ouwa obligwa ? Ak ki mwayen konkrè Akademi Kreyòl la pral fè aplike jan dispozisyon sila yo epi verifike si yo efikas ? Eske l pral konte sou bon volonte enstitisyon yo pou obligasyon nou prezime pou itilize lang ki ini tout Ayisyen an, kreyòl la, vin respekte toupatou nan Administrasyon piblik ak sektè prive yo ? » Misyè reponn pou l di : « Tip vizyon sa a sou pwoblematik lengwistik ayisyen an mande èd Leta paske amenajman lengwistik la se dabò e avan tou zafè Leta. (...) Selon vizyon sa a, se wòl Leta ayisyen an pou l lejifè yon lwa lengwistik espesyal ki estipile yon manyè ase laj dwa ak obligasyon lengwistik yo. » 4 Nou dakò absoliman avèk rekòmandasyon sa yo, e konsèy misye yo

enpòtan si nou vle kesyon dwa lang lan apwoche avèg rigè ak nan yon kad legal. Sepandan nou pa wè genyen ankenn kontradiksyon ant kreyasyon Akademi Kreyòl Ayisyen an, ki deja yon fè istorik, ak rekòmasyon Berrouët-Oriol yo pou yon lwa amenajman lengwistik ki kouvri dwa lang pèp ayisyen an ansanm ak rapò lengwistik yo an Ayiti. Toulède ka mennen sou de ray paralèl men avèk yon destinasyon komen (yon destinasyon ki trase, eklere e enfòme pa lwa amenajman lengwistik la).

Kreyasyon Akademi Kreyòl Ayisyen an se yon fè istorik nou pa dwe chèche ni denye, ni revèsi si nou vle pwogrè kontinye fèt nan sans vizyon pou tabli respè dwa lang lan. Natirèlman, kenbe yon rega kritik sou Akademi an se yon dwa, e menm yon obligasyon, men nou ka sipòte l pandan n'ap sipòte adopsyon ak ekzekisyon yon lwa amenajman lengwistik ki kouvri tout dwa lang ak rapò lang an Ayiti.

Tontongi (Editè revü Tanbou)

NÒT 1. Tcheke Jafrikayiti : « Akademi Kreyòl : Felisitasyon men atansyon » : <http://www.forumhaiti.com/t16258-akademi-kreyol-felisitasyon-men-atansyon>

**Santa Clara**

Se avèk enpasyon nou t ap tann 7 me rive pou nou ale Santa Clara. Ebyen nou pa t desi wè, Konplèks moniman Che Guevara a nan dimansyon ewo lejandè Revolisyon Kiben an ki gen pòtre li plakade toupatou nan lemonn. Otan memorial an souvni konbatan yo kòmmande respè, otan mize yo konsakre pou Che a fòse kiryozi. Diferan pyès ekspozisyon kit anndan kit deyò kabin tren blende a fè nou sonje yon epizòd selèb nan lit kont diktati Batista a ki montre akèl entelijans Kòmandan Guevara kòm estratèj militè. Yon otorite minisipal te pran plezi pou rakonte n yon fwa ankò batay Santa Clara a li remete l nan kontèks istorik li, anmenmtan li montre enpòtan li e ki jan viktw sa a te dènye kout tiwèl ki met yon bout nan youn nan diktati fewès Karayib la. Se avèk gwo satisfaksyon nou te retounen nan CIJAM.

**Flann nan Havana**

Samdi 9 me, eskal Casa de la Amistad, mezon lamitye, anvan pwomnnad lavil la: wòch poli, vout ak kolonad, amenajman espasyal fonksyonèl k ap benyen nan vèdi, achitekti solid e enpozan, mezon ki pote non li byen. Se Ariane ki te gen jantiyès gide nou nan pwomnnad atravè Laavan modèn nan. Apre yon detou ki mennen nou travèse yon mache enteryè, nou rekonèt nou sou yon gwo bouva bode ak vila ki blayi nan lonbraj yon bann gwo pyebwa. Katye rezidansyèl, sektè komèsyal, kay ak bilding plizyè etaj defile. Kolonn moun rasanble nan kafou pou grenpe otobis ki sanble pa sifi pou demann nan. Gen ti pwoblèm lojman men yo ba nou asirans: “Cuba, pèsonn pa dòmi nan lari”.

**Malecón ak ansyen Havana**

Anfèn nou rive sou Malecón, yon ale ki detire distans kote je nou pa rive. Gen yon ansyen fò ki kanpe sou pwen lanmè a kou yon sentinèl k ap veye sou vil la. Ansyen Havana ap resevwa kèk kout plimo pou fè l bèl devan je lèpasan. Nou flannen nan zòn rezève pou atis yo anvan nou debouche sou pak José Martí, kote estati powèt militan an ap domine. Apre sa pye nou mennen nou nan ri Obispo ki bonde ak moun ki pran wout magazen, restoran, atelye, etalaj atizan onson otèl Papa Hemingway rann selèb la tankou myèl ki wè siwo. Oj son ak koulè, janmdebwa degize kwaze nou ak yon atitid plezan. Apre nou fè kèk kout je sou tit zèv boukinis yo te ekspoze, ti twoup nou an, Delegasyon Matinikè a te vin ranfòse, foure kò l nan yon taksif anfas lanmè a. Machin nan kondi nou san pèdi tan nan

Casa de la Amistad kote otobis yo t ap tann pou mennen nou tounen nan kan entènasyon Julio Antonio Mella a.

**Jou manman yo**

Yon gwo espektak atistik te kouwoonnen dènye jou kan an. Plizyè jèn atis, komedyen, dansè kominote alantou yo ki t ap anime sware a te bay yon kokenn kalite pèfòmans. Gwoup mizikal ki te suiv yo a te montre yo ka kenbe nivo a e yo pa t manke pa kapte atansyon asistans lan. Yo te rezève yon moman espesyal pou manman yo ki te pataje yon gato ak tout moun. Nou te separe byenta e nou te eseye pa sonje retou tout delegasyon yo nan peyi pa yo ki te prevwa pou lanmen 10 me.

**Konklizyon**

Vwayaj Cuba sa a, yon premye pou chak nan manm Delegasyon Ayisyen an, revele l yon eksperyans rich e inik. Apa konkretizasyon yon rev se te okazyon ideyal, malgre tan an te limite, pou te familiarize nou ak sosyete Kiben an epi mod fonksyonman li. Kèlkeswa lide favorab yon moun ta genyen anpatan, li pa fouti ranplase efè sa yon moun viv. Sèl bagay nou regrèt: nou pa t la depi premye jou pwogram nan. Beny solidarite sa a avèk Cuba, bò kote lòt kanmarad lemon anyte, te ba nou kouraj epi ranfòse detèminasyon nou pou goumen pou libète pèp yo ak avènman yon monn miyò, yon monn ki jis kote moun pa eksplwate moun ankò.

Guy-Gérald Ménard 10 jen 2009  
\*Chante Jean Ferrat anrejistre apre yon vwayaj de mwa edmi li fè Cuba an1967.

**VENUS RESTAURANT**  
Specializing in Caribbean & American Cuisine  
We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..  
670 Rogers Avenue (Corner of Clarkson Ave) Brooklyn, NY 11226  
“Venus, l'endroit idéal”  
**718-287-4949**

**AMBIANCE EXPRESS**  
• Restaurant  
• Fritaille  
• Patés  
2025 Nostrand Avenue (just off Farragut Road) Brooklyn, NY  
General Manager: Marie S  
**718.434.4287**

**KATOU RESTAURANT**  
5012 Ave M (Entre E. 51 et Utica) 10h am - 10h pm  
Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn  
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou  
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel - Dinde - Poulet - Cabri - Boeuf - Légumes  
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir  
Appelez le **718-618-0920**  
Livraison à domicile  
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

**kréol FLAVOR**  
CATERING & TAKE-OUT  
Now 2 Locations in Brooklyn  
1738 Flatbush Avenue (b/t Aves I & J) **718.258.0509**  
2816 Church Avenue (b/t Nostrand & Rogers Aves.) **718.856.2100**



## Offensive impérialiste contre le Venezuela dénoncée par le PCV

« Non aux sanctions américaines, soutenues par l'UE »  
**Communiqué du Parti communiste vénézuélien (PCV)**

Le secrétaire-général du Parti communiste du Venezuela (PCV), le député Oscar Figuera, a défendu le fait que ce lundi, « certains faits nous démontrent qu'on installe le cadre pour une nouvelle offensive contre le Venezuela », une conséquence de la « politique agressive de l'impérialisme nord-américain et européen, qui s'intègre à la campagne de la droite vénézuélienne et de franges de l'oligarchie du pays ». Figuera a explicité sa dénonciation comme une mise en garde adressée « à notre peuple » et comme un appel destiné à « attirer l'attention des peuples du monde entier ». C'est pourquoi il faut, dit-il, « défendre la nécessité de renforcer les mécanismes de solidarité et d'échange au niveau international » avec les mouvements populaires et les partis politiques révolutionnaires.



**Le Président Nicolas Maduro et le secrétaire-général du Parti communiste du Venezuela, le député Oscar Figuera**

« venezuéliens pacifiques ».

### Contre-Révolution

Figuera a fait sa déclaration à la fin de la réunion hebdomadaire du Bureau politique du PCV, et a réaffirmé le fait que l'impérialisme nord-américain et européen renforcent « de plus en plus » leurs « actions contre-révolutionnaires contre le processus politique, social, économique, culturel et militaire vénézuélien ». Il a souligné que le pays n'a cessé, pendant toute l'année, de faire face à des situations difficiles, orchestrées par les « secteurs néo-fascistes ». Il a souligné que cette dernière semaine, « des éléments nous permettent de considérer qu'est en train de se mettre en branle toute la machinerie impérialiste de l'extrême-droite fasciste contre le Venezuela, pour frapper très fort en 2015 ».

### Agression contre le Venezuela

Le dirigeant communiste met en lumière tout un « ensemble de déclarations et de décisions adoptées par le Congrès des États-Unis et le gouvernement nord-américain accompagnant ces politiques », qui comptent aussi sur le soutien de l'Union européenne et du Parlement européen. Il considère que les sanctions adoptées par les États-Unis visent à lancer une agression contre le peuple vénézuélien, tout en « prétendant défendre les droits de l'Homme et les éléments qui se sont révoltés, en usant de violence, assassinant des citoyens vénézuéliens dans les émeutes de février-mars 2014 ».

Figuera considère que les institutions de l'impérialisme nord-américain et européen « adoptent des décisions pour, en violation de la souveraineté et de la Constitution et la légalité vénézuélienne, pousser à la libération » des leaders de l'opposition actuellement incarcérés.

Le PCV rejette ainsi fermement et intégralement la loi « signée par le président Obama ». Tout comme il dénonce la résolution du Parlement européen qui reprend telle quelle « la position de la droite vénézuélienne, selon quoi il y a des détenu(e)s, qui sont des citoyen(ne)s vé-

### Consolider une direction collective

Le dirigeant communiste considère qu'il est de la « plus haute importance », « pour faire face à cette situation, d'agir dans la bonne direction, l'élément fondamental est la nécessité de développer et renforcer les instruments pour l'unité populaire révolutionnaire. Il s'agit de consolider les espaces de direction collective ». Il a également souligné qu'il est fondamental de renforcer le processus de construction du Grand pôle patriotique Simon Bolívar, comme « espace anti-impérialiste ».

### Approfondir le processus

Figuera a commenté le fait que, pendant l'année 2014, le « PCV a travaillé en ce sens, non seulement dans l'effort organisationnel et politique, mais aussi en livrant des propositions au président Nicolas Maduro, destinées à construire des politiques qui permettent d'approfondir le processus révolutionnaire ». Il soutient que la vision du PCV est que pour défendre le processus politique et social vénézuélien, il faut l'« approfondir ». Il défend également le fait de « frapper les secteurs qui ne jouent pas franc jeu », qu'ils soient hors ou dans le processus révolutionnaire. Sur les propositions, il a indiqué que le PCV a présenté cette année un projet sur la nécessité de développer une nouvelle politique économique révolutionnaire, ainsi qu'un « changement dans la politique travail du gouvernement envers le monde du travail ».

Sur ce dernier point, il a souligné que le PCV est convaincu qu'à mesure que nous avancerons dans les processus de participation ouvrière et populaire, « nous consoliderons ce processus de transformation ». Un autre aspect, a-t-il exposé, est la nécessité fondamentale d'un développement productif souverain : dans les villes, dans le secteur industriel ; dans les campagnes, dans l'agriculture, l'élevage. Il a également mentionné une transformation profonde du système fiscal vénézuélien, qui permette d'éliminer la TVA, « impôt régressif », et d'élever les taxes sur le grand



**Pour faire avaler la couleuvre cubaine par les Républicains, Obama sanctionne le Venezuela**

capital. Il a souligné que l'on doit imposer une politique économique qui permette de revenir sur la dépendance du Venezuela vis-à-vis de la rente pétrolière et des importations, afin de garantir le développement souverain et durable de l'économie du pays.

Une autre proposition, a-t-il souligné, est une opération « Main propres » dans le Ministère du Pouvoir populaire pour le Processus social du travail : « Il est nécessaire d'éliminer les mécanismes qui permettent la corruption et les conduites patronales, dans un ministère qui doit être au service de la défense des travailleurs, de la classe ouvrière ».

Sur cet aspect, une grande avancée a été la mise en place de groupes techniques, en accord avec le Ministère du Travail, Jesus Martinez, mais un de ces groupes « a été dissous, selon nous, sur décision du vice-ministre Elio Colmenares, dont nous exigeons la destitution ». Le député a exprimé le fait qu'il aspire à ce que nous « ayons la maturité afin de trouver nos chemins unitaires », face à la situation de la situation complexe de l'économie vénézuélienne, comme conséquence, d'une part, de la « faiblesse productive nationale », d'autre part, de la politique impérialiste visant à « faire chuter les prix du pétrole » pour toucher les « pays qui ne sont pas subordonnés aux intérêts de l'impérialisme nord-américain ».

Solidarité-internationale  
 28 décembre 2014

## Un avion d'Air Asia disparaît, avec 162 personnes à bord !

Par Gaël Vaillant

Un avion d'Air Asia avec 162 personnes à bord a perdu le contact avec les autorités aériennes indonésiennes peu après son décollage d'Indonésie pour Singapour, dans la nuit de samedi 27 à dimanche 28 décembre 2014. Parmi les sept membres de l'équipage, un Français.

Le 8 mars dernier, un avion de la Malaysia Airlines, le vol MH370, disparaissait en mer, sans que l'on sache encore aujourd'hui ce qu'il est advenu de son sort. Neuf mois après, un Airbus de la compagnie indonésienne Air Asia a perdu le contact avec les autorités aériennes peu après son décollage de Surabaya (In-

donésie) pour Singapour.

Cet appareil A320-200 transportait sept membres d'équipage, dont un Français, et 155 passagers, dont seize enfants et un nourrisson, a ajouté le porte-parole. Selon des médias indonésiens, 149 Indonésiens, trois Coréens, un Britannique et un Malaisien sont à bord.

Un porte-parole du ministère des Transports indonésien a précisé que le contact a été perdu avec le vol QZ 8501 à 6h17 heure locale (00h17 heure de Paris) soit 42 minutes après avoir décollé. Il a ajouté que l'avion avait demandé à être dérivé peu avant la perte de contact. Selon un communiqué de la direction de l'aviation civile de Singapour, le contact a été perdu dans l'espace aérien



**Un Airbus A320 de la compagnie Air Asia, pareil à celui qui a disparu en mer. (Reuters)**

indonésien, à "200 milles nautiques (environ 350 km) au sud-est de la frontière entre les régions d'information de vol de Jakarta et de Singapour".

Le JDD 28 décembre 2014

¡Hasta siempre Comandante!,  
 Chavez pour toujours!

## Cuentos del araño\* / Histoires\*\* du vendeur de gâteaux

RÉVOLUTIONNAIRES  
 5. Le 4 février 1992 \*\*\*

Le 4 février 1992, l'opération fut un succès dans le Zulia [1], elle fut un grand succès à Maracay, à Valencia [2] aussi. Mais ici à Caracas, le plan n'a pas marché pour diverses raisons. Notamment parce qu'à l'École militaire quelqu'un nous a trahis. La décision que le commando avait laissé entre mes mains était prise, je n'avais qu'à appuyer sur un bouton, en fonction de quelques informations qui me parvenaient, et tout particulièrement l'une d'elles : le retour de Carlos Andrés Pérez le lundi soir.

Je vais le dire pour la première fois : l'«Indien» Perez Ravelo, aujourd'hui général, commandant de la brigade à Paragualpoa ; et bien cet Indien, mon filleul, était lieutenant et il était à la Garde présidentielle. Il devait entre autres tâches, m'informer de l'arrivée du Président, et il me l'a confirmé le vendredi après-midi.

C'est donc sur la base de cette information, et quelques autres, que j'ai pris la décision, le lundi 3 février à minuit, et nous avons commencé à alerter tout le monde. Le dimanche nous avons commencé à diffuser l'information par étapes : nous avions un système de sécurité qui fonctionnait presque à cent pour cent. Mais le dimanche soir l'information a été reçue par un officier qui travaillait à l'Académie militaire, c'est une personne que j'aimais beaucoup, comme un fils, vraiment, et je repense à lui avec affection. Il se trouve que ce jeune homme était amoureux de la fille du directeur de l'Académie militaire et qu'il avait perdu cette fibre révolutionnaire que nous lui avions tous connue durant plusieurs années, depuis qu'il était cadet. Il avait même été exclu en tant que cadet et je l'avais aidé à être réintégré, parce qu'il était déjà dans notre mouvement.

J'étais à l'époque chef de sport et je l'ai aidé à rédiger la lettre de motivation pour sa réinsertion. Je fus l'un de ceux qui défendirent le plus son retour. Il fut réintégré non pas grâce à moi, mais à ses capacités. Il avait un bon niveau, sauf dans une matière, mais il était déjà en troisième année, et en tout cas, finalement il obtint son diplôme. Mais ce jeune homme nous a dénoncés. Évidemment, avec un pied en enfer et l'autre peut-être au purgatoire, entre deux eaux... Il ne raconta pas tout et ils le harcelèrent par la suite. Par exemple,



Hugo Chávez Frías

il n'avait pas dit que j'étais le chef du mouvement, il n'avait pas non plus parlé d'Arias Cardenas\*\*\*\*.

Il dit à son chef, son général et beau-père : «Écoutez, il y a un coup d'État qui se prépare, ils vont prendre l'Académie et je devrai vous faire prisonnier, mais je ne veux pas le faire.» Ici à Fuerte Tiuna, il donna d'autres noms, ceux de quelques-uns de ses camarades. Mais il s'arrêta là. Ils l'interrogèrent plusieurs fois, mais il ne donna pas plus de détails. Cependant, tout ce qu'il avait dit permit au Haut commandement de prendre les mesures nécessaires à Fuerte Tiuna [...] (à suivre)

Notes de l'auteur :

[1] État frontalier, situé juste à l'est de la frontière entre le Venezuela et la Colombie.

[2] Ville du Venezuela, capitale de l'État de Carabobo, à l'ouest de Caracas.

Ndlr.

\* **Araño**: vendeur de gâteaux (en forme d'araignée) [du mot *araña* : araignée].

\*\* **Histoires** racontées par Chávez au cours de ses allocutions télévisées «Allô Presidente !» pendant ses 14 années au pouvoir, dont 300 ont été collectées par deux journalistes cubains et traduites par Karine Alvarez

\*\*\* Le 4 février 1992 est la date du coup d'État raté de Chávez à la tête du *Mouvement bolivarien révolutionnaire-200*. Malgré son échec, cette date marque pour le leader vénézuélien le début de sa « Révolution bolivarienne ».

\*\*\*\* **Arias Cardenas** : militaire qui participa au coup d'État du 4 février. Il fut gracié ainsi que les autres conspirateurs par le président d'alors Rafael Caldera. Il est actuellement ambassadeur du Venezuela à l'ONU.

### Immaculé Bakery & Restaurant

2 Locations en Brooklyn



Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue  
 (entre Hawthorne & Winthrop)  
 Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue  
 (entre Linden & Martense)  
 Tél: 718.941.2644

### HAÏTI EN ONDES & SÉRUM VÉRITÉ



Tous les dimanches de 2 h à 4 h p.m.

Deux heures d'information et d'analyse politiques animées par des journalistes chevronnés haïtiens à la pointe de l'actualité tels:

Jean Elie Th. Pierre-Louis, Guy Dorvil, Dorsainvil Bewit, Claudy Jean-Jacques, Jean Laurent Nelson, Henriot Dorceant, et pour Haïti Liberté, Kim Ives.

En direct avec Bénédicte Gilot depuis Haïti. Soyez à l'écoute sur Radyo Panou & Radyo Inite.

# Un tag pour ne pas oublier l'exécution sommaire de Marcel Numa et Louis Drouin !

Par Lafontaine Orvild et Milo Milfort

Une image symbolique de dimension d'au moins 3 mètres de long et de près de 5 mètres de large s'impose contre le mur nord-ouest du cimetière de Port-au-Prince dans le quartier Bas Peu de Chose. Celle-ci représente le Graffiti de Marcel Numa et de Louis (Milou) Drouin Jr, unis dans l'immortalité et réunis encore une fois à l'endroit même de leur exécution le 12 novembre 1964.

Cette action artistique que constitue le tag est l'initiative de l'organisme *Devoir de Mémoire*, conduit par Ralph Allen, un proche de l'une des victimes, dans la lignée de commémorer le cinquantenaire de l'exécution des deux jeunes sous la dictature de François Duvalier.

Visuellement très fort et facile d'accès, il constitue une démarche pérenne qui indique qu'une atrocité ou qu'un crime a été commis à cet endroit précis. Il est réalisé dans un contexte où il y a non seulement un silence de cimetière sur les crimes commis durant la période dictatoriale des Duvalier, mais aussi une absence de traces de mémoire. Depuis son érection, le graffiti ne cesse d'attirer les regards. Des riverains, curieux et passants s'arrêtent pour l'admirer, dans cet endroit où les camions embarquent et déchargent des cargaisons de sable et de pierres à coté de la ravine communément appelée Bois de Chêne et non loin de la station de bus, assurant le trajet entre Port-au-Prince et des villes de province.

« C'est dommage ! Les hommes qui ont commis cette atrocité sont déjà morts. Nous ne pouvons juger les morts », s'indigne Junior Dany, chauffeur de camion de sable qui travaille sur les lieux. « Cela m'attriste profondément. C'est une action inhumaine et féroce », renchérit un jeune ébéniste très connu dans la zone sous le nom de Rasta, rencontré à proximité de son atelier d'ébénisterie.

On n'aurait pas nécessairement besoin d'exonération pour l'esquisser, toutefois, *Devoir de Mémoire* a dû obtenir l'autorisation d'affichage de la Mairie de la Capitale, selon les informations recueillies par les journalistes.

*Devoir de Mémoire* est un collectif de victimes du régime duvaliériste qui rappelle régulièrement l'ampleur des exactions commises par le régime. Ses initiatives s'inscrivent dans une démarche visant à sensibiliser les jeunes générations au devoir de mémoire et de vigilance. Le collectif estime que l'évocation du souvenir est indispensable pour éviter les pièges du passé et de ne pas les reproduire.

## La sombre histoire derrière l'exécution

Numa et Drouin ont été faits prisonniers et transportés à Port-au-Prince sur un bateau des Gardes-Côte, puis, jugés par un tribunal martial, bien que n'étant pas militaires, et par la suite, condamnés à mort.

Duvalier a décidé de faire un spectacle de leur mort, en décrétant pour le jour de l'exécution, la fermeture de tous les services de l'Etat et en obligeant les fonctionnaires à venir au cimetière. Il a fermé les écoles et les directeurs ont dû amener leurs élèves.

Plusieurs centaines de personnes vivant en dehors de Port-au-Prince ont été transportées par bus pour assister à l'exécution. Les journalistes de la presse parlée, écrite et télévisée convoqués. Tous ceux qui étaient là ont dû venir de gré ou de force.

Deux mats dressés devant le mur du cimetière ; on fait avancer Numa et Drouin. Deux Tontons Macoute en civil, portant des lunettes noires, leur lient les mains dans le dos et les attachent aux poteaux. Les soldats du peloton d'exécution saisissent leurs fusils, les chargent, les ajustent à l'épaule et tirent. Pendant que les corps de Numa et de Drouin glissent à terre, un soldat s'avance et leur donne le coup de grâce.

Les deux jeunes appartenaient



Ce tag est un geste symbolique pour que personne n'oublie ces deux jeunes qui ont affronté le régime de terreur de Papa Doc

au mouvement *Jeune Haïti*, qui regroupait plus d'une centaine de jeunes, militant contre la dictature.

## Pour que personne n'oublie !

La représentation de l'exécution sommaire de Numa et Drouin n'est pas la première action allégorique réalisée en mémoire des victimes. Le regretté de mémoire, prêtre spiritain, Jean Claude Bajeux, dont les membres de la famille ont été incarcérés et exécutés, a apposé en 1986, une plaque sur le mur du cimetière en hommage aux deux victimes. Ce qui est frappant est que ce geste mythique n'a pas trop duré. Une intempérie (cyclone Gilbert) a détruit le mur en 1989. Depuis, rien n'a été fait pour sceller l'endroit de lieu de mémoire.

« Si vous cherchez une place en leur nom, vous n'allez pas la trouver. Si vous cherchez une rue en leur nom, vous n'allez pas la trouver. Si vous cherchez leurs noms dans un livre scolaire, vous n'allez pas les retrouver », s'indigne le groupe Action Citoyenne Responsable (ASIRE en créole) lors d'un discours prononcé le 12 novembre 2014 à l'occasion d'une cérémonie d'hommage rendu à Numa et à Drouin.

L'organisation ce jour là a exposé une banderole présentant les deux personnages lors de leur exécution ordonnée par le président François Duvalier. La dite action s'inscrit dans la lignée de saluer la mémoire de ces jeunes et apprendre de leur vie et de leur mort.

« Marcel Numa et Louis Drouin et leurs compagnons étaient des patriotes, ils sont morts pour que d'autres Haïtiens puissent vivre. (...) Ils se sont sacrifiés pour leur pays et ont lutté pour une société nouvelle en

Haïti. Ils sont morts pour combattre la dictature et pour conquérir les droits dont nous jouissons aujourd'hui », prononce l'association assurant que les oublier est une aberration.

« Elle [l'action] permet aux habitants de la zone de se questionner sur l'urgence de faire de l'entrée du cimetière un lieu de mémoire et de recueillement », estime pour sa part Allenby Augustin, membre d'Asire qui est un groupe de citoyens et citoyennes cherchant à sensibiliser la société en faveur d'un travail de mémoire et à faire la lumière sur les conséquences néfastes de la dictature duvaliériste sur la vie politique, économique, sociale et culturelle d'Haïti.

Cependant, il ne peut s'effectuer en dehors de la participation de l'Etat souligne-t-il. « Un tag, pour qu'il ait toute son ampleur en plus de l'apport de la société civile, doit être pris en compte et intégré dans une politique de devoir de mémoire instituée par l'Etat », admet Augustin.

Il indique, par ailleurs, qu'un « travail de mémoire témoigne un sentiment de dignité et de respect à l'égard des victimes. Il permet d'atteindre le plus de gens possible. L'idée c'est de sensibiliser la population sur les crimes qui risquent de rester dans l'oubli ».

« Malheureusement, beaucoup de gens ne se rappellent de l'atrocité qu'ont subi Numa et Drouin. Le tag est un geste symbolique pour que personne n'oublie ces deux jeunes qui ont affronté le régime de terreur », renchérit et conclut Elizabeth Pierre-Louis, membre d'Asire.

**Cet article a été produit dans le cadre d'un atelier sur la justice transitionnelle tenu à la Fondation Connaissance et Liberté (Fokal) en novembre 2014.**

P-au-P, 16 déc. 2014

**PAUL J. JOURDAN**  
ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place  
Brooklyn, NY 11210

Phone:  
**(718) 859-5725**  
**(347) 898-7514**

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings

Law Office of  
**DENNIS MULLIGAN**

**DENNIS MULLIGAN,**  
Attorney-at-Law

All aspects of Immigration Law

- TPS
- Residency
- Citizenship

Over 20 years experience

**Nous parlons français**

11 Broadway  
New York, NY 10004  
(near all trains)  
**646-253-0580**

# David Rovics, l'éternel rebelle

David Rovics, chanteur, compositeur américain indépendant et membre de l'IWW (*Industrial Workers of the World*), est constamment sur la route, rejoignant le terrain de toutes les luttes. Ses chansons sont une image permanente, précise et active de l'autre histoire américaine, celle qu'Howard Zinn a racontée dans son *"People's History of United States of America"*.

Sa musique concerne des sujets d'actualité tels les guerres de 2003 en Irak, l'anti-mondialisation, le désarmement nucléaire, la justice sociale.

Rovics a été un critique virulent

de l'ancien président George W. Bush, du Parti républicain, de John Kerry, et du Parti démocrate. Critique des politiques du gouvernement des Etats-Unis, il affirme que la « politique étrangère du gouvernement américain représente les intérêts des entreprises » et que « le gouvernement américain n'aime pas la démocratie soit aux Etats-Unis mêmes soit à l'étranger. »

Ci-dessous sa chanson à l'adresse du président Obama (et plus largement, du Parti Démocrate), écrite en 2011.

## J'attends toujours le changement

Je me souviens  
qu'en 2008  
Un Démocrate est  
devenu chef d'Etat  
Son parti a triomphé  
au Congrès aussi  
Puis nous avons observé pour voir ce  
qu'ils  
allaient faire  
De vagues promesses et des signes en-  
courageants  
On essayait tout juste de lire entre les  
lignes  
Ces choses prennent du temps, c'est  
entendu  
Et je sais que la patience peut être une  
bonne chose  
Je ne suis pas un génie, mais je ne suis  
pas stupide  
Et j'attends toujours le changement à  
venir

Beaucoup ont pensé qu'il était arrivé  
Nous nous sommes sentis chanceux  
d'avoir survécu  
À toutes ces années d'un gouverne-

ment  
de droite  
Qui utilisait la peur et la haine comme  
combustible  
Maintenant, nous  
sommes de l'autre côté  
Et nous nageons toujours à contre-  
courant  
Les guerres continuent, de bonnes  
gens meurent  
Des missiles  
pleuvent du ciel  
Une fois j'ai rêvé que vous étiez mon  
meilleur copain  
Mais j'attends toujours le changement  
à venir

Les prisons se  
remplissent de pauvres  
Victimes de la même guerre contre la  
drogue  
Les banquiers voyagent en sièges de  
première classe  
Alors que des familles se retrouvent  
dans la rue  
A travers le pays on  
ferme des écoles  
Dans une autre ville  
en faillite  
Du pétrole gît au fond  
de la mer  
Et maintenant vous voulez forer pour  
en avoir plus  
Et comme tout le monde d'où je viens  
J'attends toujours le changement à ve-  
nir

Je ne sais pas mais je me plais à penser  
Nous pouvons nous tirer l'un l'autre  
du bord  
du gouffre  
J'ai entendu dire avec  
un soupire  
Cette nation est trop jeune pour mourir  
Mais le système est en faillite et ce que  
je  
comprends  
C'est que le changement doit venir par  
d'autres moyens  
Pouvez-vous entendre des chuchote-  
ments  
dans l'air  
Ce qu'il nous faut c'est une place Tahrir  
En attendant que cela arrive à Wash-  
ington  
Je vais attendre pour le changement à  
venir  
J'attends toujours le changement à ve-  
nir "

**MENEZ JEAN-JEROME**

Attorney at Law

**Real Estate**  
**Immigration-Divorce**

4512 Church Avenue  
Brooklyn, NY 11203

**Nou pale kreyòl!**

**(718) 462-2600**  
**(914) 643-1226 CELL**

**Murette's**  
BANQUET HALL

Baby Shower • Weddings • Conferences • Dinner Events • Repass  
• Birthdays • Graduation • Much More!

**4618 Avenue N (btwn Schenectady & E. 46th), Brooklyn, NY**  
Nou pale kreyòl!  
**Tel: 646.474.7560**

**M**ODOD ak SNJBD, Salye laprès pale, ekri ak televize ki te fè deplasman maten an pou kouvrir aktivite si la.

1-MODOD, SNJBD, menm jan ak platfòm pitit Desalin, MOPOD, toujou nan menm dinamik mobilizasyon pasifik yo renouvle angajman ak detèminasyon nou nan batay demokratik la, kont ti ekip kale tèt konwonpi, konpyon sa a ki gen nan tèt li (Michèl Malfini) ki chak jou pi plis vle reyenstore yon rejim: boutdi, sanginè ak diktatorial nan peyi a.

2-MODOD ak SNJBD, yon lòt bò kondane ak tout fòs yo swadizan arete (maltre) prezidansyèl Michèl Malfini pran pou dezinye konseye l, konpayon lit GNBis li, frèdam li Evans Paul alyas K PLIM pou vin ranplase ansyen premye minab la (Loran Gagòt). N ap raple pou tout moun KPLIM te deja kòmanse pèdi PLIM aprè tout dezòd, demagoji li menm ak akolit li yo te fè nan ministè komès, ONA...sou prezidan Préval an 2008. N

ap raple menm KPLIM sa a yon ti tan aprè, Prezidan Préval te fin pouse do l deyò ta pral trouve l nan yon opozisyon san rout, kote Jozèf Lanbè te di l se ZÈB li pa jwenn ki fè l ap ranni, kote l te reponn pito se zèb se pa dwòg. Jounen jodi a men moun y ap pran pou modèl la, yon nonm k ap bouske po patat, bannann ak zèb.

3-MODOD ak SNJBD, kondane ak tout dènye rigè desizyon: kriminèl, teyoris ak diktatorial Michèl Malfini ak 2 ti konseye: san prestij, san pèsonalite ak san konviksyon: Youri Latòti di Misyè 30% ak Jozèf Lanbè pou libere sèt fwasi, manyè ouvèt 300 prizonnye, kote plis pase 80% ladan yo se bandi notwa ki te kondane pou zak sasinay, vyòl, kidnaping, dròg, elatriye. N ap rale nan lane 2014 la nan mwens pase 3 mwa Michèl Malfini ak konseye kriminèl li yo klandestinman fè ouvè 3 prizon: Kwadèboukè, Okap ak St Mak pou mete bandi ak kriminèl parèy yo deyò toujou nan pèspektiv aprè 12 janvyè pou

touye: jounalis, Dirijan nan òganizasyon k ap defann dwa moun yo, Militan ak Dirijan òganizasyon ak pati politik ki pa nan opozisyon k ap lalo la.

Après tout konsta sa yo, MODOD ak SNJBD mande a tout sektè sa yo òganizasyon baz, polilè, fanm, ti machann, elèv lekòl, profesè, chofè taks, sendika chofè yo pou leve kanpe jou kap 1er janvyè 2015 lan a 9h sou plas dam nan pou y al bay Prezidan Sweet MIMI monnen pyès li ak katon rouj nan men nou e yon lòt bò pou di non ak ekip sanginè, kriptè, dilèdròg sa yo nan tèt peyi a e sitou pou fè echèk ak projè kriminèl, diktatorial ak anti-nasyonal ekip kale tèt sa yo.

VIV AYITI, VIV PAPA DESALIN, VIV PLAT FÒM PITT DESALIN!!! VIV DEMOKRASI! ABA DIKTATI

**Coordinateur :**  
**Jose Benoît Louissaint**  
**Secr : Simon Kesler**  
**Porte parole : Jécôzias Pierre**

## Arrestation de 112 immigrants haïtiens !

**U**n groupe de 112 immigrants haïtiens dont 93 hommes et 19 femmes ont été arrêtés à bord d'un bateau près de l'île Great Exuma, aux Bahamas, le jeudi 25 décembre 2014. Leur embarcation a été interceptée par la Force de défense royale de cet Archipel aux 700 îles et îlots situés dans l'océan Atlantique, a appris le GARR.

Selon un communiqué du gouvernement, les 112 ressortissants-es haïtiens seraient transférés à Nassau, la capitale des Bahamas, pour être déportés ensuite en Haïti. Soulignons qu'en avril 2014, 132 Haïtiens dont 104 hommes, 22 femmes et 6 enfants ont été arrêtés à bord d'un bateau dans les environs de "Ragged

Island" dans le sud de l'Archipel des Bahamas, au cours d'une opération de surveillance de la Police locale.

Le GARR (Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés) se sent de plus en plus préoccupé par rapport au nombre élevé d'Haïtiens et d'Haïtiennes qui risquent de temps à autre leur vie dans des voyages clandestins en quête de mieux être. Tout en exhortant ceux et celles désireux de laisser le pays à entamer des démarches légales, il recommande aux autorités haïtiennes de mettre au centre de leurs préoccupations le bien-être de la population qui attend avec impatience une amélioration de ses conditions d'existence.

# Directory Classified

Tel: 718-421-0162  
editor@haitiliberte.com

### ADOPTION

Unplanned Pregnancy? Caring licensed adoption agency provides financial and emotional support. Choose from loving pre-approved families. Call Joy toll free 1-866-922-3678 or confidential email: Adopt@ForeverFamiliesThroughAdoption.org

### AUTO DONATIONS

Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (855) 376-9474

### AUTOS

"CASH TODAY" We'll Buy Any Car (Any Condition) + Free Same-Day Pick-Up. Best Cash Offer Guaranteed! Call For FREE Quote: 1-888-477-6314

### CAREER OPPORTUNITIES

WELDING CAREERS- Hands on training for career opportunities in aviation, automotive, manufacturing and more. Financial aid for qualified students. Job placement assistance. CALL AIM 888-205-1735

### HELP WANTED

CPR instructor certified by the American Red Cross. Call Raymond, 718.859-8526.

### HELP WANTED

DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. GEORGE TOWN CAR SERVICE, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031.

### HELP WANTED

DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

### HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

### HELP WANTED

AIRLINE CAREERS begin here Get FAA approved Aviation Maintenance Technician training. Financial aid for qualified students - Housing available. Job placement assistance. Call AIM 866-296-7093.

### HELP WANTED

\$8,000 COMPENSATION. EGG DONORS NEEDED. Women 21-31. Help Couples Become Families using Physicians from the BEST DOCTOR'S LIST. Personalized Care.

100% Confidential. 1-877-9-DONATE; 1-877-936-6283; www.longislanddivf.com

### LAND FOR SALE

NYS LAND SALE ADIRONDACK TIMBERLANDS 80-2000 acre hunting clubs. Starting at \$385/acre. Financing available. Call 1-800-229-7843. Or visit www.LandandCamps.com

### NOTICE OF SALE

SUPREME COURT: KINGS COUNTY. KOREAN AMERICAN CATHOLICS FEDERAL CREDIT UNION, Pltf. vs. KYUNG LIM KIM, et al, Defts. Index #09-26479. Pursuant to judgment of foreclosure and sale dated May 2, 2014, I will sell at public auction in Room 224 of the Kings County Supreme Court, 360 Adams St., Brooklyn, NY on Thursday, Jan. 15, 2015 at 2:30 p.m., prem. k/a 507 Pine St., Brooklyn, NY. Said property located at the corner formed by the intersection of the northerly side of Sutter Avenue and the easterly side

of Pine Street; being a plot 100 ft. x 20 ft. Approx. amt. of judgment is \$444,965.85 plus costs and interest. Sold subject to terms and conditions of filed judgment and terms of sale. STEPHEN R. LARROCCA, Referee. O'REILLY, MARSH & CORTESELLI, P.C., Attys. for Pltf., 222 Old Country Rd., 2nd Floor, Mineola, NY. #85288

### PERSONAL

Haitian man seeking Haitian woman

age 25-40 in NY. Start with friendship leading maybe to love. Must be educated & speak English or Kreyòl. Jean Vicor 347-379-5765.

### REAL ESTATE

Sebastian, Florida. Beautiful 55+ manufactured home community. 4.4 miles to the beach, Close to riverfront district. New models from \$99,000. 772-581-0080, www.beach-cove.com.

**LEOSONS**  
Owners of NICE, FIBERALL, CHOOZ, TANAC, PRIVINE & much more

**Diabetic Friendly Products**  
Delivered to your Door

Quick Ship • Diabetic Friendly • Sugar Free

Toll Free: 1-855-452-9500

Order online: [shop.leosonsproducts.com](http://shop.leosonsproducts.com)

**ABLE HEALTH CARE**

## HOME HEALTH AIDES!

**EARN UP TO \$34,000/YEAR**

**FREE Training Classes**

Classes Start Jan 5 in White Plains, Hempstead & Islandia  
Class Starts Jan 12 in Queens/Brooklyn

**NEW HIGHER PAY RATES**

Staff Aides with Car Needed in All Areas

Full Time or Part Time • All Shifts - All Locations

**Higher Pay (up to \$13.00/hour)**

Health Insurance  
Vacation, Sick, Personal Pay

**Immediate work & bonus for HHA's with certificates**

**ABLE HEALTH CARE SERVICE**

Brooklyn 718-947-3693    Queens 718-947-3673  
Nassau 516-634-2117    Suffolk 631-729-2384  
Bronx/Westchester 914-470-9929

[www.ablehealthcare.com](http://www.ablehealthcare.com)

**DAISLEY INSTITUTE**  
495 Flatbush, Brooklyn, NY  
4 N. Main St., Spring Valley, NY 10977

**718-467-8497**

**TRAIN TO BECOME A HEALTH PROFESSIONAL IN 4 WEEKS TO 8 MONTHS**

NURSE AIDE	\$685
HHA	\$520
PCA/HOME ATTENDANT	\$300
MEDICAL ASSISTANT	\$6000
PHARMACY TECH	\$900
EKG & PHLEBOTOMY	\$690
NURSE TECH/PATIENT CARE TECH/PCA	\$690

Having difficulty passing the New York Nurse Aide Exam? Try our Nurse Aide Exam Prep Course...\$2500

Morning, evening & Saturday classes, loans available.

**Call 845-578-9840**

**BRAMSON ORT COLLEGE** [www.BramsonORT.edu](http://www.BramsonORT.edu)

Our mission is education. Our focus is your career.

- Paralegal
- Medical Assistant
- Graphic and Game Design
- Electronics Technology
- Business Management
- Computer Technology
- Accounting
- Administrative Assistant
- Renewable Energy
- Computer Programming
- Pharmacy Technician
- CADD & HVAC and more!

Affordable Tuition • Financial Aid Available • Flexible Class Schedules  
National & Industry Exam Prep • Job Placement Services • Career Internships

**DONATE YOUR CAR**

Wheels For Wishes benefiting

**MAKE-A-WISH**

Metro New York and Western New York

100% Tax Deductible

\*Free Vehicle/Boat Pickup ANYWHERE  
\*We Accept All Vehicles Running or Not

Share the Power of a Wish

[WheelsForWishes.org](http://WheelsForWishes.org) Call: (917) 336-1254

**WE BELIEVE IN OUR STUDENTS**

School of Allied Health  
School of Business & Technology

**PLAZA COLLEGE** Est. 1916



# SOUHAITE À TOUS SES CLIENTS JOYEUX NOEL 2014 et BONNE ANNÉE 2015



**Yabofer Yabodi  
Yabola Botanica**  
1820 Nostrand Avenue  
Brooklyn, NY 11226  
**718-284-2237**



**Bon Bagay Tax Specialist**  
Pierre L. Michel  
1229 Flatbush Avenue  
(between Newkirk & Ave. D)  
Brooklyn, NY 11226  
**718.484.0865  
347.432.0639**


**Kenny Accounting  
& Income Tax Service**  
1805 Flatbush Avenue  
(between Aves. J & K)  
Brooklyn, NY 11210  
**718-252-4311**

**HACDEN**  
(Haitian American Cultural  
Development Network)  
HACDEN@yahoo.com  
**718-314-8206**



**Isidor & Carmel  
Botanica**  
*Mambo Mariène*  
164 NE 54th Street  
Miami, FL 33137  
**786.718.7739**

**IDOLE TAX  
SERVICES**  
Jude Désir  
1773 Nostrand Avenue  
2nd Floor  
Brooklyn, NY 11226  
**718-282-2574  
718-612-8833 cell**

**Dantor & Agarou  
Botanica**  
323 NE 167th Street  
North Miami, FL 33162  
  
Church Supplies, Card Reading, Spiritual Advisor  
& Healer. Good Luck Bath & Bad Luck Bath.  
Everything Spiritual you may need!  
**Lydie or Marie  
305-335-8245**

**Grand Drap  
Botanica**  
*Père Love*  
3009 Beverly Road  
Brooklyn, NY 11226  
**(718) 940-1491**

**JETCO  
Shipping**  
  
**Etienne Victorin**  
963 Rogers Avenue  
Brooklyn, NY 11226  
Office: 718.856.2500  
Cell: 347.998.7112

**Ultimate Bakery Shop**  
Patés • Bouchées • Cornets  
• Quiches Mini • Batonnets  
• Much more  
1248 Flatbush Avenue  
Brooklyn, NY 11212  
718.693.4128  
www.ultimatebakeryshop.com

**L&L Unisex  
Beauty Salon**  
Haitian & Dominican Stylist  
1391 Flatbush Avenue  
(between Farragut & E. 26)  
Brooklyn, NY  
347.622.7247 or  
347.965.3590

**Haiti: The Struggle  
Continues**  
WBAI 99.5 FM &  
www.WBAI.org  
Thursdays, 9-10 pm  
**917-251-6057**

**Solide Rocher  
Restaurant**  
*Catering for all occasions*  
3011 Beverly Road  
(between Nostrand &  
E. 31st St.) Brooklyn, NY  
**347.425.0661**

**EKONO INSURANCE**  
Gasner Anilus  
11626 NE 2nd Avenue Miami,  
FL 33161  
**305-757-6767**

**AROMARK**  
SHIPPING  
**YON KONEKSYON DIREK POU AYITI**

SHIPPING FULL CONTAINER LOADS & VEHICLES  
TO **HAITI, JAMAICA, GUYANA** AND  
THE REST OF THE CARIBBEAN ISLANDS  
**973-690-5363**

*Everyone at Aromark Shipping would like to deeply thank all our friends and clients in the Haitian community for their support and business over the past year, and we wish them a very Merry Christmas and a Happy New Year in 2015!*



**YON KONEKSYON DIREK POU HAITI**

**WEEKLY SAILING FROM NY & NJ PORTS - FASTEST TRANSIT TIME IN THE INDUSTRY**

We specialize in shipping full container loads with personal effects, household goods, commercial cargo, cars, trucks, buses from NY port to Haiti every week, sailing time 10-12 days.

Please call GABRIEL or ROBERT

**Email: solutions@vmtrucking.com • www.HaitiShipping.com**